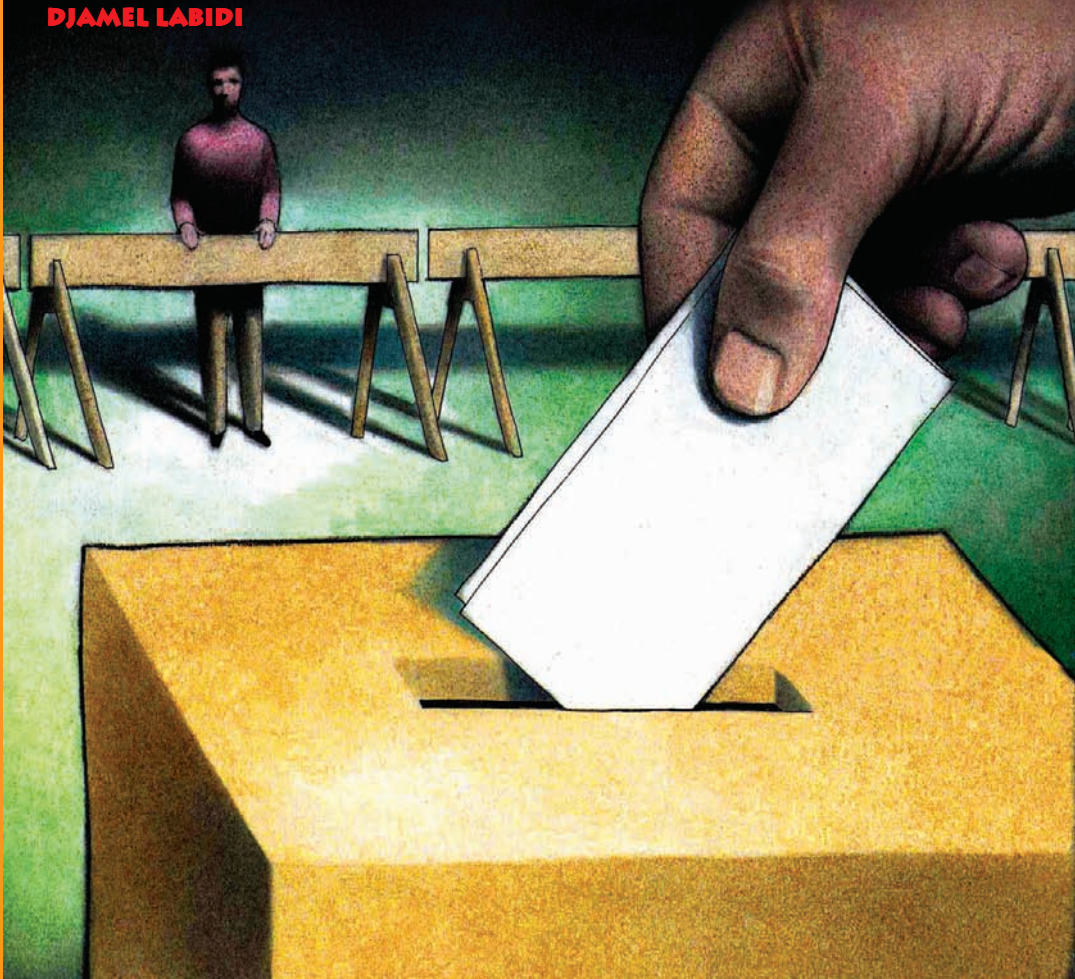


# Élections : cette abstention qui nous gouverne

DJAMEL LABIDI



■ **Lecture objective des résultats  
des législatives à Annaba** **NADJI KHAOUA**

■ **Le syndrome  
de l'été  
meurtrier !**

**CHERIF ALI**

■ **La démocratie  
corinthienne  
et l'Algérie**

**AKRAM BELKAÏD**

■ **La Kabylie,  
il ne faut pas  
simplement  
lui octroyer  
des droits,  
il faut l'aimer**

**SID LAKHDAR  
BOUMÉDIENE**

■ **Livres :  
l'aventure  
et l'amour**

**BELKACEM  
AHCENE-DJABALLAH**



■ **De quoi le hirak  
est-il le synonyme ?**

**MEKIDECHE ABDELKADER**

■ **Ce que planifier  
veut dire** **AREZKI DERGUINI**

# Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

■ **La fiscalité  
internationale  
au milieu du gué**

**MUSTAPHA BENSALI**



**L'HISTOIRE FIDÈLE IMPOSERA  
À L'OCCIDENT ET À ISRAËL  
UNE SOLUTION UNIQUE**

■ **Un État israélo-  
palestinien intégré  
et durable**

**MEDJDOUB HAMED**



■ **Israël, héritière  
du troisième Reich,  
rentière du nazisme**

**MOURAD BENACHENHOU**

P.5 à 14



## Le président du MSP «Nos adversaires idéologiques déçus»

**«Nous sommes très satisfaits de nos résultats aux législatives. Nos résultats ont déçu nos adversaires idéologiques. Notre réussite est celle de l'Algérie», a déclaré hier Abderrazak Mekri, président du MSP, lors d'une conférence de presse au siège du parti, précédée par une présentation des principaux «griefs» du parti islamiste, à l'encontre de la gestion du scrutin par l'ANIE.**

Mohamed Mehdi

Pour Mekri, les résultats du MSP sont «historiques» malgré les «dépassements enregistrés», a-t-il ajouté. Il exclut le président de la République et le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) de ses critiques. Il se dit «confiant dans les engagements» de Abdelmadjid Tebboune. Quant à Mohamed Charfi : «Nous ne l'accusons pas, mais il ne faut pas qu'il s'énervé quand on critique certains dépassements, parce que nous considérons qu'il ne sait pas ce qu'il se passe dans les wilayas», affirme encore Mekri, demandant au président de l'ANIE de répondre aux «faits rapportés publiquement» par un cadre du MSP avant la conférence de presse.

«M. Charfi et les membres de l'ANIE doivent répondre aux remarques que nous avons exposées devant vous (s'adressant aux journalistes, ndlr). Nous savons qu'il (M. Charfi) n'a pas les outils pour tout contrôler. Voilà pourquoi nous exposons publiquement ces questions dont celle relative aux PV de dépouillement qui n'ont pas été remis aux représentants des partis dans plusieurs wilayas. Autres aspects évoqués par Mekri, l'absence des observateurs de partis dans certains bureaux de vote, critiquant la manière dont a été géré le «tirage au sort» décliné «par noms et non pas par parti politique», ainsi que «l'annulation des bulletins blancs (non cochés) dans de nombreux bureaux, contrairement aux dispositions de la loi», a-t-il affirmé. Toujours dans les critiques, le président du MSP s'est interrogé : «pourquoi dans les PV, dont nous disposons d'une copie, nous sommes en tête, alors que dans ceux que nous n'avons pas pu obtenir des copies nous ne sommes pas élus ?». A noter que lors de la présentation des multiples griefs retenus par le MSP, quant à la gestion du scrutin, un cadre a affirmé que le parti détient un document signé par l'ANIE au sein d'une wilaya (dont il n'a pas révélé le nom), qui confirme le refus de remettre le PV de dépouillements évoquant, comme raison à ce refus, «la fin du scrutin». Par ailleurs, Mekri reproche à Charfi de ne pas avoir annoncé le taux de participation ainsi que le nombre de voix pour chaque parti. S'étonnant de «cette mise en exergue des Indépendants...», au lieu de focaliser sur le retour à la première place du FLN», dit-il encore.

### LES «PRIORITÉS» DU MSP

Abordant l'après-scrutin législatif, tout en affirmant attendre les résultats des recours, Mekri affirme qu'une des plus importantes priorités du parti est de «lutter pour le développement local et national». «C'est le développement

économique qui assurera la stabilité du pays, et non pas la gestion policière et sécuritaire. Le travail des services de sécurité est dans les foyers de la délinquance et non pas pour l'ensemble de la société. Ce qui assurera la stabilité c'est de sortir de la mentalité de la «Zissaba» et garantir à tous les acteurs et dans toutes les régions, la possibilité de participer au développement du pays. Le pays sera sauvé avec le développement et la résolution des problèmes quotidiens de la société», a-t-il déclaré.

Le président du MSP affirme que «le parti continuera à militer pour les libertés : la liberté de réunion, de création de partis, d'associations, et la liberté de la presse». «Nous continuerons à défendre l'identité nationale, l'intégrité territoriale et l'unité nationale. Nous travaillerons à lutter contre la corruption et contre la «Zissaba», dit-il. «Les dépassements enregistrés dans certaines wilayas montrent que cette «Zissaba» est encore présente. Et nous soutenons le président de la République et tous ceux qui continuent de lutter contre cette «Zissaba», affirme encore Mekri.

### «LA VOIE DU POSSIBLE»

Répondant aux questions des journalistes, le président du MSP estime que «les transitions démocratiques prennent du temps». «Nous ne sommes pas des radicaux. Nous œuvrons dans l'intérêt de l'Algérie avec les moyens dont nous disposons. La participation aux élections fait partie de ces moyens», ajoute Mekri. Selon lui, les raisons du boycott sont à chercher dans «l'ancien pouvoir (citant Ahmed Ouyahia, ndlr)» qui «a tout fait, depuis longtemps, pour faire fuir les électeurs des urnes et falsifier le rôle du député et du parlement», et affirmant soutenir «toute démarche d'ouverture». Autre raison du boycott, selon Mekri, «les gens ne votent pas car ils ne voient pas de changements dans leur quotidien». Interrogé sur la place des femmes dans la nouvelle APN, Mekri affirme que le MSP «a proposé une liste nationale des femmes, pour lui garantir un minimum de représentation, mais nous n'avons pas été écoutés». «Si nous avions la possibilité, nous commencerons par prendre des mesures d'apaisement», a déclaré Mekri. Parmi ces «mesures d'apaisement», il cite «la libération des détenus (du Hirak, ndlr)».

### GOVERNEMENT ?

«Avant de parler du gouvernement, nous devons parler des recours devant le Conseil constitutionnel. C'est très important pour la suite et pour créer des conditions positives», affirme le président Abderrazak Mekri.

Concernant l'éventualité d'une alliance ou l'entrée du parti au prochain



## ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

### Comment éviter le satisfecit ?

**L'**abstention aux législatives du 12 juin dernier, qui aura in fine travaillé en faveur du FLN et d'autres partis traditionnels, ainsi que les candidats indépendants, est-elle un paradoxe politique ou une suite logique de l'issue d'un vote qui ne pouvait que profiter pleinement aux participationnistes ? On n'a aucune raison de faire appel au sujet des résultats du vote si on a décidé de le boycotter par conviction politique ou de s'abstenir d'y participer en signe de neutralité et de renoncement à l'exercice d'un droit et devoir par dépit et lassitude enracinés dans les esprits en raison des fraudes massives qui ont marqué, par le passé, l'histoire des rendez-vous électoraux. C'est une liberté fondamentale en démocratie de refuser de participer à une élection, mais l'Etat a ses raisons de ne pas paralyser ses institutions devant ces considérations.

Le président de la République l'a clairement annoncé lors d'un point de presse improvisé après avoir accompli son devoir, le 12 juin, soulignant qu'il respecte le choix des boycotteurs mais il composerait avec ce que donnerait l'urne quel que soit le taux de participation. Les résultats n'ayant pas été contestés, selon les premières réactions des participants qui ont raflé le plus grand nombre de sièges, ayant en cela exprimé leur entière satisfaction après la proclamation des résultats provisoires, ne resterait alors que l'installation des nouveaux députés à l'Assemblée populaire nationale après confirmation des résultats par le Conseil constitutionnel. Et, aller vers la cons-

titution d'un gouvernement de coalition, selon toute vraisemblance, pour éviter de parler d'un gouvernement d'entente nationale en l'absence de partis de l'opposition en son sein.

Au-delà, donc, de l'Assemblée qui aura du pain sur la planche en matière de législation, c'est le gouvernement et les grands chantiers qui l'attendent qui sera le point de mire de tout le monde. Et ni le président de la République, qui aura certainement les coudées franches pour appliquer son programme, ni le Premier ministre et son équipe, qui ne trouveraient pas grande résistance au sein d'une Assemblée dont les députés, eux-mêmes, auront participé à les faire entrer dans le gouvernement, ne pourraient avoir d'excuses pour ne pas réussir dans leur mission de remettre sur rails le pays et le mener vers des rivages sûrs et paisibles. Les responsables n'auront qu'à faire valoir leurs compétences à l'abri de toute forme de résistance ou d'opposition au sein d'une APN, disciplinée, normalement toute acquise à leur mission.

Cette situation, qui semble plaire à certains, en raison du concret qu'on pourrait accomplir dans une atmosphère de concertation tranquille, nécessaire pour faire face aux nombreux défis sur la route, n'est pas sans risque de tomber dans les satisfécits et passer à côté d'une évaluation de bilans non complaisante, seule à même de permettre de se corriger et se perfectionner, selon d'autres avis. Une APN docile, dans le cas de la formation d'un gouvernement de coalition, serait-elle une lame à double tranchant ?

## Coronavirus 343 nouveaux cas et 10 décès

Trois cent quarante trois (343) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 231 guérisons et 10 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé mercredi le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière dans un communiqué.

Le total des cas confirmés de coronavirus s'élève ainsi à 134.458 dont les 343 cas nouveaux enregistrés durant les dernières 24 heures, celui des décès à 3.598 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 93.586 cas, précise le communiqué.

Par ailleurs, 26 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 21 wilayas n'ont recensé aucun nouveau cas durant les dernières 24 heures, 13 autres ont enregistré entre 1 et 9 cas et 14 wilayas ont enregistré plus de dix cas.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

**Le Quotidien**  
D'ORAN

Edition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
**ORAN - PRESSE**  
au Capital de 195.923.000,00 DA

**Président**  
**Directeur Général**  
**Directeur**  
**de la Publication**  
Mohamed Abdou  
BENABBOU

**Direction - Administration**  
**Rédaction centrale**  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.23.25.22  
23.25.23 / 23.25.24  
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

**Fax Pub :** 041.23.25.21  
**Fax et Rédaction :** 041.23.25.20

**Imp. :** Oran : imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
Constantine : S.I.E.

**INTERNET :** <http://www.lequotidien-oran.com>  
E-mail : [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)  
[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)

**Rédaction Algéroise**  
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57  
**Pub** Tél. : 021. 64.96.44

**Rédaction Constantinoise**  
Tél. : 031.92.12.11  
Fax : 031.92.12.22

**Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est : SO.DI. PRESSE**



## FLN, RND, El Binaa, El Moukstakbel Des partis expriment leur satisfaction

**«Le verdict des urnes reflète la volonté du peuple en toute liberté et transparence», a réagi, hier mercredi, le SG du parti du Front de Libération nationale (FLN), Abou El-Fadhel Baadji, dans une première réaction aux résultats éliminatoires du scrutin législatif du 12 juin.**

El-Houari Dilmi

En effet, se disant «satisfait de voir son parti s'emparer de plus du quart de la Chambre basse du Parlement», le SG du FLN, qui a réalisé la meilleure performance de ces législatives, a estimé qu'il s'agit-là «d'une grande opportunité pour renouveler le sang du parti et permettre son épanouissement», appelant l'union des efforts de toutes les formations politiques pour la construction de l'Algérie nouvelle», a-t-il déclaré au micro de la Radio nationale.

Le SG du Parti du Rassemblement national démocratique (RND), Tayeb Zitouni, s'est dit, lui aussi, «satisfait» des résultats du scrutin, estimant que les résultats du scrutin législatif est «un autre jalon dans la construction de l'Algérie nouvelle, avec une nouvelle institution, émanant de la volonté populaire», a-t-il indiqué. «Nous avançons à pas assurés vers l'édification d'une Algérie nouvelle, avec ses nouvelles institutions et sa nouvelle Constitution», a encore affirmé le SG du RND, relevant que «la confiance accordée par les Algériens à son parti était une grande responsabilité».

Avec 48 sièges au sein de la nouvelle APN, pour le représentant du Front 'El Moustakbel', Chemssedine Medouar, l'Algérie «est entrée dans une nouvelle ère», réitérant la volonté et l'attachement de son parti, «qui a réalisé une avancée notable avec l'élargissement de sa représentation au sein de l'hémicycle de

l'APN, et à travailler à consolider le processus constitutionnel en cours et l'édification de nouvelles institutions», a-t-il souligné. Le représentant du Front 'El Moustakbel', a également déclaré que son parti a introduit des recours dans certaines wilayas, «même si le scrutin s'est déroulé dans des conditions globalement acceptables et sereines», a-t-il souligné.

Pour le parti El Binaa de Abdelkader Bengrina, son représentant, Ahmed Dane, a estimé que sa formation a fait «un bond des plus remarquables» avec plus de 40 sièges décrochés, ajoutant que «le peuple a accordé sa confiance au parti El Binaa qui a relevé le défi de présenter des candidats dans les circonscriptions électorales du pays», a-t-il dit. Le président du Front de la justice et du développement (FJD), Abdallah Djaballah, via sa page Facebook, qui avait déjà mis en garde contre «les conséquences du boycott des élections législatives du 12 juin », a estimé que «l'Islam en tant que valeur fondatrice de la République et de la Oumma, doit trouver sa place dans la gestion des affaires du pays d'une manière générale», ajoutant qu'il interviendrait prochainement pour expliquer les «autres raisons à l'origine du faible score réalisé par sa formation politique».

Le SG du Front de la bonne gouvernance, Aïssa Belhadi, a imputé le faible score réalisé par son parti (03 sièges), «au faible taux de participation», ajoutant que «d'autres défis attendent le pays dans le long chemin vers la transition démocratique».

## Le procès en appel de l'ancien wali de Tipasa Layadhi reporté

La première Chambre correctionnelle de la Cour d'Alger a reporté au 7 juillet prochain le procès en appel de l'ancien wali de Tipasa, Mustapha Layadhi, poursuivi dans une affaire de corruption et condamné à une peine de 4 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un (1) million Da.

Dans la même affaire, l'ancien directeur du Domaine de la wilaya de Tipasa, Ali Bouamrane, a été condamné en première instance à deux (2) ans de prison ferme et une amende d'un (1) million de dinars, avec gel de ses comptes financiers et bancaires.

L'ancien conservateur foncier de la wilaya de Tipasa, Ismail Korihi, a été, quant à lui, acquitté des griefs retenus contre lui dans cette affaire, tandis que les propriétaires du groupe «Attia Electronics» (les frères Bachir, Hamid Lyes et Souhil) ayant bénéficié d'indus avantages ont été condamnés à une peine de deux (2) ans de prison ferme, assortie d'une amende d'un (1) million de

dinars avec la confiscation de leur biens et contrats.

Le Tribunal de Sidi M'hamed a prononcé l'interdiction de candidature pour une durée de cinq (5) ans à l'encontre des accusés Layadhi et Bouamrane, lesquels ont été condamnés à verser 100.000 Da à titre de dédommagement pour les pertes subies au Trésor public.

Les accusés ont été poursuivis pour octroi d'indus avantages en violation de la législation et de la réglementation en vigueur, dilapidation de biens publics, abus de fonction, trafic d'influence et bénéfice d'avantages indus lors de la passation de marchés en usant de l'influence d'agents dans différentes instances.

Les frères Attia ont bénéficié en complaisance avec l'ancien directeur du Domaine de Tipasa, Ali Bouamrane, de plusieurs avantages dont un contrat de concession de 33 ans d'un terrain d'une superficie de 10.000 mètres carrés dans la zone d'expansion touristique de Tipasa.

## Recommandations de la Conférence sur le Plan de relance économique 279 actions réalisées

Un total de 279 actions inscrites dans les recommandations de la "Conférence Nationale sur le plan de relance pour une économie nouvelle", tenue en août 2020, ont été réalisées sur l'ensemble des 755 préconisées, selon le 2ème Rapport d'évaluation de la mise en œuvre des actions issues de cette Conférence.

Ce rapport établi par le Conseil National Economique, Social et Environnemental (CNESE) dans le but de retracer l'évaluation des contributions des secteurs ayant participé aux réunions de suivi qu'il a organisé du 19 au 23 mai dernier, fait état d'un taux d'achèvement de ces actions de l'ordre de 37%.

Le CNESE a répertorié ces actions sur cinq positions : actions achevées (279, soit 37%), actions en cours de réalisation (165, soit 22%), actions en attente de lancement (73, soit 10%), actions en retard d'aboutissement (161, soit 21%) et actions annulées (3), en plus de 74 actions répertoriées dans la catégorie des "cases non renseignées" avec 10%. Le rapport note que 31% des actions répertoriées (dans le cadre de ce plan) sont considérées comme des actions à court terme impliquant une mise en œuvre allant jusqu'au 31 décembre 2021.

Pour ces actions qualifiées d'urgentes, "seulement 47% des actions ont été achevées et 40% des actions sont en cours de réalisation", selon le rapport qui souligne que les secteurs productifs

sont représentés par 40% des actions issues de la Conférence, alors que les 60% restantes sont partagées entre les autres secteurs, à savoir les secteurs de régulation (25%), les secteurs socio-économiques (19%) et les secteurs d'appui aux activités productives (16%).

Pour ce qui est de la répartition des actions du Plan de relance par ministère et par catégorie sectorielle, les canevas renseignés et transmis par les secteurs, à l'issue de ces réunions, qui ont couvert 18 secteurs, souligne le CNESE dans son rapport.

Le CNESE a réparti les secteurs sur quatre (04) catégories sectorielles identifiées qui comprennent les secteurs productifs dans lequel le ministère de l'Agriculture et du Développement Rural arrive en tête du classement par nombre d'actions réalisées avec un total de 123 actions, soit 40%, suivi par le ministère de l'Energie et des Mines, avec 76 actions (25%).

La seconde catégorie concerne les secteurs de régulation dans laquelle le ministère du Commerce arrive en tête du classement avec 81 actions (43%), loin devant le secteur des micro-entreprises, avec 50 actions (26%).

Pour ce qui est des secteurs d'appui, le ministère de la Poste et des Télécommunications se taille près de 70% du portefeuille d'actions avec 82 actions, alors que les secteurs socio-économiques sont dominés par le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme

et de la Ville qui représente 49% des actions (69 actions).

Par ailleurs, le rapport relève aussi les actions urgentes achevées par les différents secteurs qui montre la progression des secteurs quant à l'aboutissement des actions urgentes, qui auraient dû être finalisées au 31 décembre 2020.

Ainsi, les secteurs qui ont achevé à 100% leurs actions urgentes sont la Banque d'Algérie, le département de l'Industrie Pharmaceutique, celui des Micro-entreprises ainsi que le ministère de la Numérisation et des Statistiques.

Le CNESE a établi, aussi, la liste des secteurs qui ont atteint plus de 50% de réalisation de leurs actions urgentes durant cette période. Il s'agit des ministères de l'Economie de la connaissance et des Startups (89%), de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville (71%), de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire (67%), de la Justice (60%), de l'Energie et des Mines (50%) et du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial (50%).

Le rapport a cité, en outre, les secteurs dont le taux de réalisation de leur action est en dessous des 50%, énumérant le ministère du Commerce (48%), celui de l'Agriculture et du Développement rural (44%), des Postes et des Télécommunications (32%), le département des Travaux Publics et des Transports (27%), le ministère de l'Industrie (23%), celui des Ressources en Eau (17%) et enfin le ministère des Finances (10%).

## Raïna Raïkoum

El-Houari Dilmi

## Acheter la rumeur et vendre la nouvelle !

**Paris, via le Quai d'Orsay, a trouvé le moyen de réagir au retrait de l'accréditation à la Chaîne d'information française 'France 24'**

**par les autorités algériennes :** «La France défend la liberté d'expression et la liberté de la presse, en Algérie comme partout dans le monde. La liberté d'informer est un droit fondamental, qui doit partout être protégé et auquel la France est profondément attachée», a déclaré, sans sourciller, le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères. Mais cela ne dédouane en rien notre pays et ses errements persistants en matière de communication, au niveau institutionnel surtout. Qui croit devoir fermer les yeux sur quelque chose se voit bientôt forcé de les fermer sur tout», disait je ne sais quelle caboche bien née. Parce qu'ici, comme partout ailleurs, il est connu que les potins peuvent faire partie des néotechniques d'influence - dans le cadre de la stratégie de diversion et/ou de propagande - travaillées dans des officines sans lumière du jour. Parce qu'aussi, l'histoire de la communication est aussi ancienne que celle de l'humanité, il existe aussi une communication dite «virale»: celle qui consiste à développer des programmes de communication qui puissent se transmettre, non pas par la voie de la raison ou des organes sensitifs, comme la bouche et l'oreille par exemple, mais par celle du sang, un peu comme un virus qui fait mauvaise œuvre dans un corps malade.

A rebours de l'ère dite «numérique», sous nos latitudes toujours aussi particulières, communiquer c'est un peu comme les hommes du désert, lesquels, par une curieuse conception du temps et de l'espace, ont tendance à rapetisser les choses, jusqu'à leur portion infiniment petite. Faut-il, encore une fois, se résoudre, un

doigt... dans l'oreille, que la rumeur est la seule diseuse de choses «vraies», dans un pays où communiquer est le seul métier que nous n'ayons jamais su faire ? Sans se laisser embarquer dans les mauvaises galères, force est de constater que dans un pays qui a un mal fou à se parler à lui-même, la rumeur s'est toujours incrustée dans la brèche, laissée grande ouverte, de l'espace public laissé vacant par une stratégie de communication institutionnelle si inopérante que pour l'homme de la rue, la «vérité» est partout sauf là où le personnel politique, en charge de la gestion du secteur de la communication, veut qu'elle se «niche».

De nos peurs «ataviques» de nous dire la vérité en face, à cette manie tenace de croire que la «vérité», vient toujours «d'ailleurs» et pas de chez nous, comment veut-on qu'un peuple sous-informé échappe aux grilles des lectures formatées en laboratoires clandestins pour inoculer «une infox», clefs en main, à une opinion publique qui veut simplement comprendre ce qui se passe dans son propre pays et exercer son droit à être informée sur la gestion des affaires publiques de la nation? Le droit à l'information étant «en théorie» constitutionnellement consacré, faire le «choix stratégique» de dire la vérité, toute la vérité et rien de plus que la vérité, au peuple (et pas seulement à la gent des votants !), c'est se prémunir contre les retours de manivelle trop dangereux pour la survie du pays. Aussi simple qu'une démocratie vidée de sa sève - celle du droit à l'information - pousse le citoyen à se désintéresser de la gestion des affaires de la cité; un citoyen bien informé est un citoyen (et pas seulement un électeur !) qui exerce son droit : celui de savoir ce qui se passe dans son propre pays, mais aussi savoir comment il va, et surtout où il va...



## Maintien du système d'enseignement par groupes Des syndicats posent leurs conditions

M. Aziza

Bien qu'une grande partie des enseignants soit pour le maintien du système d'enseignement par groupes, adopté par le ministère de l'Education depuis le début de l'année scolaire, dans le cadre du protocole sanitaire de lutte contre la Covid-19, les syndicats posent pour leur part des conditions pouvant garantir sa réussite.

Les enseignants des trois paliers de l'éducation ont été sollicités à s'inscrire sur une plateforme numérique lancée par le ministère de l'Education et à répondre à un questionnaire, dans le cadre d'un sondage d'évaluation pour décider de la date de la prochaine rentrée scolaire mais beaucoup plus pour le maintien ou non du système d'enseignement par groupes. Selon certains syndicats, la grande majorité des enseignants sont pour le maintien du système d'enseignement par groupes. D'ailleurs même les syndicats se disent pour le maintien de ce système, mais selon eux il faut répondre à certaines questions urgentes.

Sadek Dziri, président du bureau national de l'Union nationale des personnels de l'éducation et de la formation (Unpef), a affirmé que cette démarche (le lancement d'un sondage auprès des enseignants) est une bonne chose. Mais, dit-il, il ne faut pas se limiter au sondage car le maintien ou non du système d'enseigne-

ment par groupes devrait faire l'objet aussi d'un débat entre représentants des enseignants, les cadres du ministère, les inspecteurs ainsi que les experts. Il sera question de débattre, selon ses déclarations, des conditions garantissant la réussite de ce système et de la nécessité de recruter des enseignants et des encadreurs pédagogiques pour réduire le nombre de séances et pour réduire la pression sur les enseignants et le personnel des établissements. Il sera également question d'ouvrir un débat sur l'allègement des programmes bien évidemment sans toucher aux éléments fondamentaux de l'enseignement.

M.Dziri a affirmé que le système d'enseignement par groupes a été réclamé depuis longtemps par la majorité des syndicats. Et ce, pour éviter la surcharge des classes et permettre une meilleure assimilation durant le cours, au lieu d'attendre la construction de nouveaux établissements. Pour notre interlocuteur, il vaut mieux investir dans le recrutement de nouveaux enseignants et encadreurs pédagogiques et administratifs que de se lancer dans des chantiers interminables dans le domaine de la construction d'écoles, à court terme. C'est-à-dire qu'il faut répondre en urgence aux besoins en matière de personnel et dans les plus brefs délais.

Zoubir Rouina, président du Conseil des enseignants des lycées d'Algérie (CELA), a affirmé pour sa part

que son syndicat avait plaidé depuis des années pour le système d'enseignement par groupes et ce avant même la propagation de la pandémie de la Covid-19. Mais, souligne-t-il, le contexte est aujourd'hui différent « si j'ai bien compris et selon nos informations, le maintien de ce système est proposé pour la prochaine rentrée scolaire dans le cadre de la mise en application du protocole sanitaire qui vise à garantir la distanciation physique pour protéger la santé des élèves, des enseignants et du personnel administratif, notamment de la Covid-19 », a-t-il souligné. Et de préciser « on ne sait toujours pas si le ministère de l'Education a l'intention d'adopter ce système pour les années à venir, et dans ce cas le sondage ou la consultation de la base est primordial ». Et d'enchaîner « si ce maintien répond juste à une exigence sanitaire, avec le sondage ou sans sondage, nous sommes sommés en tant qu'enseignants ou personnel éducatif de nous conformer aux décisions du Comité de veille sanitaire pour la protection des élèves et de la famille éducative ».

Et d'affirmer, même dans ce cas, le ministère de l'Education doit prendre en considération les lacunes enregistrées au cours de l'année en cours, « volume horaire lourd avec des enseignants qui ont été sommés de faire 32 à 36 séances », dit-il en préconisant le recrutement de nouveaux enseignants en urgence.

## Le fournisseur blacklisté Un deuxième cadavre d'animal dans un chargement de blé importé

Le ministère de l'Agriculture et du développement rural compte engager, par le biais de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), des procédures judiciaires contre le fournisseur qui a expédié plus de 27.000 tonnes de blé tendre dans des conditions qui ne répondaient pas aux normes d'hygiène et de salubrité, a indiqué mercredi à Alger le ministre du secteur, Abdelhamid Hemdani.

« Nous avons pris la décision de blacklister le fournisseur et il y aura très certainement des poursuites (judiciaires) contre lui pour exiger un remboursement de cette marchandise jugée irrecevable », a déclaré M. Hemdani, lors d'une conférence de presse tenue au siège de son ministère. A ce propos, il a fait savoir que l'OAIC a déjà engagé avec des experts les procédures pour le remboursement et le dédommagement de l'Office, soulignant que les fournisseurs sont tenus de respecter les normes phytosanitaires et la qualité du produit exigées dans le cahier de charge.

M. Hemdani est revenu sur les

faits de cette affaire qui date du 8 juin dernier lorsqu'un bateau de céréales avait accosté au niveau du port d'Oran avec une cargaison de 27.000 tonnes de blé tendre destinées à la consommation humaine.

Sur place, les analystes phytosanitaires ont été effectuées sur des échantillons de blé du premier chargement attestant de la qualité du grain et la première cargaison, d'une quantité de 600 tonnes, avait été acheminée vers la Coopératives de Céréales et de Légumes Secs (CCLS) de Saïda. « Mais au déchargement de la marchandise au niveau de cette CCLS, il a été suspecté la présence de cadavre d'animal en état de décomposition ».

« L'OAIC a immédiatement cessé le déchargement » a-t-il détaillé, affirmant que cette quantité a été complètement détruite. Par ailleurs, un deuxième cadavre d'animal a été découvert dans une autre cargaison et des instructions ont été données pour la mise sous scellé de toute la cargaison avant son refolement vers le pays d'origine.

## L'affaire Sonatrach 1 reportée à la prochaine session criminelle

Le tribunal criminel de la Cour d'Alger a décidé, hier, de reporter à la prochaine session criminelle le réexamen de l'affaire de Sonatrach 1 dans laquelle l'ancien P-DG du groupe Mohamed Meziane et ses deux fils ainsi que 15 autres accusés sont poursuivis dans des affaires de corruption et de passation de marchés en violation de la loi.

Le report de ce procès intervient à la demande de la défense en raison de l'absence de nombreuses parties, notamment des parties étrangères.

Sont poursuivis dans cette affaire plusieurs personnes morales dont le « groupe Saipem Contracting Algeria », « le groupe Contel-Funkwerk », « la SARL Contel Algérie » et « la société Funkwerk ».

La Cour Suprême a décidé le réexamen de cette affaire suite à un pourvoi en cassation pour son

enrôlement de nouveau devant le tribunal criminel de la Cour d'Alger. A cet effet, la Cour d'Alger avait prononcé, le 2 février 2016, des peines allant de 18 mois à six (6) ans de prison et des amendes avec sursis à l'encontre 12 accusés, tandis que 7 autres ont été acquittés. Meziane Mohamed, l'ancien PDG de Sonatrach, avait été condamné à une peine de cinq (5) ans avec sursis assortie de deux (2) millions DA d'amende. Le fils de l'ancien P-DG du Groupe Redha, gérant du groupe « Contel » a été condamné à 6 ans de prison assortis d'une amende d'un million de Da. Les accusés sont poursuivis pour association de malfaiteurs, passation de marché en violation des législations en vigueur, octroi d'indus avantages, abus de fonction, conflit d'intérêt et blanchiment d'argent.

## Auteurs de recours Plus de 13.000 souscripteurs AADL 2 convoqués pour le versement de la 1ère tranche

L'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) a convoqué, mercredi, quelque 13.000 souscripteurs au programme de location-vente parmi les auteurs de recours, pour le versement de la première tranche du prix de leurs logements.

Lors d'une conférence de presse, au siège de la direction générale, le directeur général en charge de la gestion des services de l'AADL, Fayçal Zitouni a souligné que près de 13.000 souscripteurs répartis, à travers 16 wilayas, dont les recours ont été acceptés par la commission des recours, peuvent désormais télécharger les ordres de verse-

ment via le site électronique de l'Agence pour s'acquitter de la première tranche du prix de leurs logements.

Il s'agit de la deuxième opération du genre, l'AADL ayant mis les ordres de versement à la disposition de 18.000 souscripteurs auteurs de recours pour les télécharger, en mars dernier, ajoutant ainsi que « tous les auteurs de recours acceptés ont été convoqués ».

L'opération concerne 500 souscripteurs, dont les dossiers ont été acceptés mais suspendus en phase de traitement avant leur revalidation, après la présentation des justificatifs nécessaires, a ajouté le directeur général.

## Le MDN dément une prétendue «mission secrète» de Chanegriha à Paris

Le ministère de la Défense nationale (MDN) a démenti « catégoriquement », mardi, l'information publiée par le site électronique du magazine « Jeune Afrique », inhérente à une « mission secrète » du Général de Corps d'Armée, Saïd Chanegriha, dénonçant une « tentative de désinformation avérée » du média français et précisant que le chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP) « n'a jamais caché ses déplacements ».

« Dans une tentative de désinformation avérée, le site électronique du magazine + Jeune Afrique + a publié ce mardi 15 juin 2021 un article intitulé + Saïd Chanegriha, en mission secrète à Paris pour discuter du Sahel + », précise la même source.

« Le MDN dément catégoriquement les allégations rapportées par ce média connu par ses tendances au service de parties hostiles à l'Algérie, et affirme que ces propos mensongers ne sont qu'une vaine tenta-

tive visant à influencer l'opinion publique, notamment lors des occasions et étapes nationales importantes de notre pays », est-il ajouté.

« A cet effet, le MDN atteste que ces informations sont dénuées de toute vérité, et informe ceux qui s'y intéressent, que le Général de Corps d'Armée, Chef d'Etat-Major de l'ANP n'a jamais caché ses déplacements ou activités aussi bien au niveau national qu'à l'étranger », conclut le MDN.

## En l'espace d'une semaine

## 12 quintaux de kif saisis et 26 narcotrafiquants arrêtés

Des détachements et des unités de l'Armée nationale populaire (ANP) ont mené, durant la période allant du 9 au 15 juin, plusieurs opérations dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, la criminalité, la contrebande et l'émigration clandestine, témoignant ainsi de « l'engagement infaillible » des Forces armées à « préserver la quiétude et la sécurité » dans le pays, indique un bilan opérationnel de l'ANP rendu public mercredi. « Dans le cadre de leurs nobles missions de défense et de sécurisation du territoire national contre toute forme de menaces, des détachements et des unités de l'ANP ont mené, du 09 au 15 juin 2021, plusieurs opérations qui témoignent de l'engagement infaillible de nos Forces armées à préserver la quiétude et la sécurité dans notre pays », souligne la même source.

Dans le cadre de la lutte antiterroriste, « des détachements combinés de l'ANP ont appréhendés 18 éléments de soutien aux groupes terroristes dans des opérations distinctes à travers le territoire national », précise le communiqué.

Sur un autre registre et dans « le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité dans diverses opérations exécutées à travers les différentes Régions militaires (RM), 26 narcotrafiquants et saisi 12 quintaux et 38,5 kilogrammes de kif traité que les bandes criminelles ont tenté d'introduire à travers les frontières avec le Maroc ».

A ce titre, « des détachements de l'ANP et les services de la Gendarmerie nationale et des Garde-frontières ont arrêté, au niveau des territoires des 2ème et 3ème RM, sept (7) narcotrafiquants et saisi 11 quintaux et 98 kilogrammes de kif traité, tandis que 19 autres narcotrafiquants ont été appréhendés et 40,5 kilogrammes de kif traité et 33 856 comprimés psychotropes ont été saisis dans diverses opérations menées dans les autres RM », ajoute la même source.

Par ailleurs, « des détachements de l'ANP ont intercepté, à Tamanrasset,

In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar et Djanet, 70 individus et saisi 16 véhicules, 60 groupes électrogènes, 20 marteaux-piqueurs, ainsi que des explosifs et outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, tandis que 62 quintaux de tabacs, 5196 unités d'articles pyrotechniques et 1621 unités de diverses boissons ont été saisis lors d'opérations distinctes menées à Biskra, Sétif et M'sila », ajoute le même bilan, relevant que « des tentatives de contrebande de grandes quantités de carburants s'élevant à 12266 litres ont été déjouées à Tébessa, El-Tarf, Souk Ahras et In Guezzam ».

Dans un autre contexte, « les Garde-côtes ont mis en échec des tentatives d'émigration clandestine de 167 individus à bord d'embarcations de construction artisanale à Alger, Oran, Mostaganem, Tlemcen, Aïn Temouchent, Annaba et Skikda », alors que « 96 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Tlemcen, El Oued, Béchar, Oran, In Salah et In Amenas », précise le communiqué.

# Élections : cette abstention qui nous gouverne

Par Djamel Labidi

J'avais écrit sur les législatives de 2017 un article (1) qui pourrait s'appliquer pratiquement mot pour mot, sur bien des points, à celles d'aujourd'hui. Qu'on me pardonne cette référence à un de mes articles mais je n'ai pas trouvé d'autres moyens pour retracer le cheminement qui m'a conduit à écrire celui-ci.

## LE DISCOURS SUR LA FRAUDE

La fraude était alors un postulat politique dans l'opinion politique dominante. J'avais cependant constaté un fait simple: l'absence de preuves matérielles d'une fraude systématique et à grande échelle malgré les nombreuses accusations des partis à ce sujet. Je me souviens alors des regards suspicieux auxquels j'avais eu droit en remettant en cause ce postulat dans l'explication des événements électoraux. J'avais développé, en effet, à contrecourant donc de l'opinion générale, le point de vue qu'il n'était pas nécessaire d'avoir recours à l'explication par la fraude et autres théories complotistes (répartitions secrètes de quotas entre partis, «argent sale» etc...) pour expliquer le résultat des élections. L'explication résidait tout simplement dans l'abstention, une abstention massive. Elle faisait que les partis traditionnels électoralistes, FLN et RND, l'emportaient, quasi automatiquement, car dans le désert de la participation des électeurs, il suffisait que les nombreux militants de ces partis (500 000 par ex à l'époque pour le FLN) votent. Cela se reproduit aujourd'hui pratiquement dans les mêmes termes, avec probablement moins de militants de ces partis mais avec une abstention électorale plus grande. L'exemple le plus caricatural en est donné par la Kabylie où le boycott et l'abstention quasi-totale ont amené à l'élection d'abord des candidats du FLN et du RND.

Mais les interprétations complotistes des résultats électoraux ont eu la vie dure parce qu'elles répondaient aussi bien aux intérêts du pouvoir que d'une partie au moins de la classe politique. Le pouvoir avait intérêt à l'abstention qui lui assurait une majorité sûre. Le discours sur la fraude permettait à une partie de la clas-

## De législatives en législatives, l'Histoire semble se répéter: l'abstention toujours et encore, et toujours et encore le maintien au premier plan des partis en place. Retour donc à la case départ ? Il faut se méfier des apparences.

se politique de masquer ses échecs et son peu d'impact dans la société, ce qui est apparu par la suite clairement avec le Hirak.

En Algérie, les gens avaient commencé à ne plus voter avec l'arrêt du processus électoral de 1992. Ce traumatisme a laissé des traces profondes. Mais le phénomène est plus large. Il était visible déjà à l'époque que l'abstention était un phénomène qui allait en s'accroissant en Algérie et dans le monde. Il reflétait une crise de la démocratie représentative aussi bien dans les anciennes démocraties que dans les démocraties émergentes, et le besoin grandissant d'une démocratie directe. Partout, les gens exprimaient leur défiance envers les représentants parlementaires qu'ils accusaient d'oublier ou de trahir le peuple une fois élus. Cette crise s'est exprimée en Algérie, à travers le Hirak et dans beaucoup d'autres pays à travers des mouvements similaires. Le contexte aussi de la révolution technologique et des réseaux sociaux a favorisé cette tendance à la démocratie directe en la mettant à portée de clavier.

En Algérie, aujourd'hui, une nuée de responsables politiques, à tous les niveaux, ont cru pouvoir tirer profit du discours sur la fraude électorale en le flattant. Il avait été proclamé qu'il n'y aurait désormais plus «de quotas et de fraude comme cela avait été le cas jusqu'à présent et depuis des décennies». Discours populiste et opportuniste s'il en est. Mais les peuples, au fond, n'aiment pas ça. Ils n'aiment pas les explications qui les tirent vers le bas. Comment peut-on risquer de démolir tout un peuple, tout un pays, en lui disant que tout ce qui a été fait avant, c'est-à-dire tout ce qu'il a vécu avant, depuis son indépendance, était mauvais et corrompu. C'est irresponsable, et surtout c'est faux. Qu'on s'étonne après que des jeunes disent «qu'on les enlève tous !»

La preuve c'est que l'effet recherché d'un tel discours a fait long feu. Les résultats attendus n'ont

pas été au rendez-vous. Le taux d'abstention a été encore plus grand. Non pas qu'il y ait eu fraude, mais parce que l'abstention est une tendance profonde. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, ce sont les partis électoralistes, ayant une base militante fidèle, qui ont d'autant plus émergé que la participation était encore plus faible. Une impression de retour à la case départ.

De la même manière, les explications complotistes ont d'autant plus fleuri qu'elles sont séduisantes et permettent de développer un discours hostile au pouvoir. Le pouvoir s'est retrouvé accusé de fraude électorale aussi bien pour les élections présidentielles que législatives alors qu'il avait cru y échapper en causant dans le sens du poil le discours dominant sur les pratiques politiques de ses prédécesseurs, et en allant jusqu'à installer un système indépendant de gestion des élections, qui d'évidence ne laisse pas de place, ou peu, à la fraude. Rien n'y a fait.

## «LA VÉRITÉ EST REPOSANTE»

N'aurait-il pas mieux valu faire confiance à l'intelligence des Algériens, en élevant le niveau du débat, en ouvrant un débat libre et démocratique sur les causes de l'abstention, plutôt que d'avoir peur de celle-ci et des taux qui l'expriment.

Par exemple, pourquoi ne pas avoir donné deux taux de participation, l'un avec la Kabylie, l'autre sans la Kabylie. Les gens comprendraient. Cela ne veut pas dire séparer la Kabylie. C'est tout simplement évaluer l'impact du boycott en Kabylie sur les divers indicateurs des élections et mieux en comprendre le résultat. Il y a un proverbe chez nous qui dit «La vérité est reposante».

La vérité est que des taux d'abstention aussi importants que ceux actuels, et des dernières années (entre 60 et 80%), expriment un problème grave de notre société, un problème

structurel. Rien ne prouve, en effet, que les gens voteraient plus avec d'autres forces politiques au pouvoir, et dans une autre configuration politique que celle actuelle. C'est cela qui mérite réflexion désormais. Il ne faut surtout pas confondre abstention et boycott. Le Hirak n'est-il pas au fond l'expression de cette situation de la défiance envers toute représentation élue, envers tout intermédiaire. En Algérie, comme ailleurs, on ne vote plus, on marche.

## POST SCRIPTUM

Cet article était terminé quand sont tombés, dans la soirée, les résultats des élections.

Première remarque, le taux d'abstention a été précisé, clarifié. C'est une bonne chose, une réaction salutaire. Deuxième remarque, le résultat des élections ne semble pas, comme à l'accoutumée, contesté. Ces deux faits à eux seuls témoignent d'un changement qui peut s'avérer important.

Comme dans les élections précédentes, l'abstention massive a reproduit les positions occupées par les partis en place. D'autres forces cependant ont commencé à émerger, notamment les indépendants. Alors, répétition de l'Histoire. Retour à la case départ ? Il faut se méfier des apparences. Qu'on le veuille ou non, le Hirak a créé de nouveaux rapports de force, un nouveau contexte, qui agit et agira sur tous, le pouvoir exécutif comme le pouvoir législatif. Les parlementaires, les partis politiques, y compris les partis traditionnels sentent bien que quelque chose a changé. Le parlement va avoir désormais des pouvoirs sur le gouvernement, non pas théoriquement, du fait de la Constitution, mais pratiquement, du fait que l'élection des parlementaires s'est faite indépendamment du pouvoir exécutif. S'ils ne l'ont déjà fait, les députés prendront de plus en plus conscience de leur importance politique nouvelle dans leur rapport avec le pouvoir, dans le fonctionnement du pouvoir. Ce recentrage, certes hésitant mais inévitable du pouvoir vers le parlement, donnera au fonctionnement du pouvoir plus de transparence, moins d'opacité. Espérons que cela soit, là, l'une des voies qui contribuera à combler peu à peu le fossé de l'abstention.

1- «Législatives, question de logique», 22 mai 2017, Le Quotidien d'Oran

# Lecture objective des résultats des législatives à Annaba

Par Nadji Khaoua\*

Les résultats officiels des élections législatives, par liste, viennent d'être publiés. Il est hors de mon propos de commenter ces résultats officiels à l'échelle nationale, par manque de données et d'intérêt personnel, au vu de l'inanité de l'espoir d'une quelconque prise en compte des analyses politiques dont les auteurs<sup>1</sup>, au-delà de leur objectivité et de leur compétence, sont considérés comme des «électrons libres», inaccessibles à toute tentative d'instrumentalisation.

1 Cf Nadji Khaoua. 2009. «Communauté Urbaine, pauvreté et corruption : le cas d'Annaba, Algérie», Les Annales de FSE, UVT, n°22, Valahia University Press, Targoviste, Roumanie.

2 Ecole d'Armandy (Haut de la Vieilleville, n'existe plus), CEM Max Marchand, Lycée Technique, Université d'Annaba.

En revanche, je peux avoir un avis personnel pouvant être d'une certaine utilité collective concernant les résultats par liste des élections législatives du 12/06/2021 dans la Wilaya d'Annaba, où je suis né, où j'ai connu les bancs des Écoles des années 1960 à 19802, où je vis et je travaille.

Cet avis serait susceptible d'être d'un certain intérêt général. Il permet de comprendre et de souligner l'écart abyssal entre les conditions objectives préalables à toute tentative de réaliser une légitime ambition de représenter politiquement la population et la réalité

des capacités de la plupart des candidats à satisfaire d'abord ces conditions avant de se proposer aux électeurs.<sup>2</sup>

Mon avis peut être utile pour celles et ceux, objectifs et intègres, qui n'ont comme moi-même pour seul et unique horizon que l'intérêt général dans le cadre plus vaste de construction d'un Etat Moderne, dont une des bases serait celle de tracer des programmes concrets et réalistes de transformations de chacune de nos régions, selon ses ressources, ses problèmes et les principales attentes de ses habitants, s'intégrant parfaitement dans un programme national de transformation institutionnelle et économique du pays. Annaba forme par l'étendue de son territoire<sup>3</sup>, la diversité de ses ressources<sup>4</sup> et les attentes les plus collectivement partagées<sup>5</sup> de ses habitants, une des régions importantes à plus d'un titre.

3 La Wilaya s'étend sur près de 50 km<sup>2</sup>

4 Ressources marines, de montagne, de la plaine, ressources humaines d'une population majoritairement jeune dont une bonne part dispose d'un niveau respectable de formation, ressources industrielles en général pouvant être redéployées et réadaptées en vue d'une plus grande efficacité, ressources culturelles et historiques d'une région et d'une ville multimillénaires.

5 Comme l'application effective des lois équitables, l'équité fiscale, la création d'emploi particulièrement pour les universitaires diplômés, l'investissement dans les créneaux de production, l'efficacité des administrations de tous les secteurs, les pollutions, l'habitat, l'aménagement urbain et rural, l'aménagement territorial....

Durant la campagne électorale, j'étais sidéré de

voir que des citoyens prétendent membres des élites «universitaires», «économiques» et «sociales», osent se présenter comme candidats, alors que ces dites «élites», n'ont ni programmes structurés à proposer, ni ne montrent une connaissance rationnelle quelconque des principaux problèmes que vivent la population et la région d'Annaba dont ils osent prétendre la représenter politiquement dans le prochain Parlement.

D'autres encore, voleurs d'un métier et d'un grade universitaire nobles, basés sur l'éthique, la vérité et le savoir, osent se présenter en tête de liste de structures partisanes squattant l'histoire collective depuis si longtemps, ne retenant rien des sources des manifestations populaires du 22/02/2019 et semblant ignorer, s'ils donnent à cet élément d'histoire la moindre considération, que la lutte de<sup>3</sup> libération nationale 1954-1962 fait partie du patrimoine commun des générations passées, présentes et futures. A ce titre, le respect que chacun d'entre nous lui doit lui interdit à jamais de la squatter politiquement au bénéfice de qui que ce soit, groupes ou partis politiques. Et ils osent se dire et se présenter comme «universitaire de grade magistral», alors qu'à l'énoncé de ces seuls mots, ils devraient plutôt être rouges de honte au vu du vide de leurs C.V. aussi vides que leurs personnes de toute objectivité, de toute connaissance et de toute éthique. Seul le sou, le misérable sou, que permettent d'accaparer certains fonctions supérieures comme celle de «député» et celle «sénateur», les motive et leur fait passer des «nuits blanches» à magouiller et à supplier tel ou tel, d'abord pour être «candidats», ensui-

te pour espérer être «élu», qu'elles que peuvent être les conditions, honnêtes ou non.

D'autres enfin, imbus de leur nom de famille, de leur argent, de la notoriété acquise surtout par leurs parents dans l'exercice de certaines professions libérales comme celles des «affaires» et celles de la médecine, croyant que la compétence et la respectabilité sociale ainsi que la considération s'achètent par l'importance du patrimoine, le nom de famille et l'expression mensongère, oh combien mensongère de «hommes d'affaires», se voyaient déjà «députés» et même «président de commission au Parlement ! Tout ce «beau monde» à Annaba, qui est tout sauf «beau» en réalité, vient de recevoir une douche non pas froide, mais glacée !

Tout ce «beau monde» à Annaba, qui est tout sauf «beau», vient de faire, nu s'entend, un voyage gratuit et à la vitesse de la lumière, au fin fond de la Laponie !

Aucun d'entre eux n'est élu !

Aucun ! Leur vacuité, celle de leurs dits «programmes pour Annaba», plus vides que le vide intersidérale, la suffisance et la vantardise de gens en fait incultes socialement et politiquement dont ils ont fait preuve dans leurs rares<sup>4</sup> interventions publiques et qui sont en fait leurs caractéristiques fondamentales depuis toujours pour ceux qui les connaissent, sonnent comme des giffles données d'une main de fer à leurs oreilles de sourds et malentendants politiques et sociaux. Annaba, sa population et son paysage politique ont maintenant la chance, une vraie chance, d'être débarrassés d'eux à jamais.

\*Professeur



# La fiscalité internationale au milieu du gué

Par Mustapha Bensahli\*

**I**l ne fait aucun doute que la fiscalité internationale constitue un grand enjeu en ce qu'elle a pour vocation dans sa mission grandeur nature d'impliquer à ce titre tous les pays en général, tout en relevant en même temps de l'empire et de l'influence directe des organisations internationales comme l'OCDE, le G20, le G7 et même l'ONU.

La fiscalité internationale est supposée représenter un même dénominateur commun de l'ensemble des fiscalités régies dans le monde, mais ce n'est aucunement le cas, tant les disparités qui caractérisent ces dernières contrarient cette perception, d'autant qu'elles tendent à se creuser en s'exposant toujours à une concurrence inégalée qui perdure.

Il n'est pas exclu que la fiscalité internationale chevauche parfois dans son application avec la fiscalité nationale, lorsqu'elles ne s'entrechoquent pas parfois entre elles et dans ce cas de figure, ce sont les ressortissants d'un pays ou d'un autre qui en supportent les effets en ce qu'ils subissent conséquemment des doubles impositions.

Certes une telle situation peut se résoudre dans le cadre du droit fiscal international régi par des conventions fiscales en étant conclues d'Etat à Etat, mais parfois elles ne parviennent à régler tous les problèmes inhérents à leur champ d'application, ce au motif que ces instruments s'avèrent à l'épreuve de faits en net décalage avec le contexte actuel en pleine évolution.

Il est vrai que la fiscalité internationale en général se trouve conçue à une époque où la domiciliation des entreprises et la création de valeur se trouvent affectées dans des endroits clairement identifiés, c'est à dire précisément celle du 19<sup>e</sup> siècle et singulièrement sans subir depuis le moindre changement approprié, en étant vouée ce faisant à être en déphasage avec l'écosystème du 21<sup>e</sup> siècle qui a fondamentalement changé.

La fiscalité internationale, en restant ainsi figée et à bout de souffle, est devenue inopérante du coup dans son processus, surtout quand il s'agit de remplir sa mission intrinsèque, celle qui consiste à s'attaquer aux effets pervers de l'optimisation fiscale qui sert les sociétés multinationales en se permettant d'en faire libre usage et sans grandes contraintes pour en tirer le plus grand profit.

**P**our cela ces sociétés n'hésitent pas à recourir à des pratiques comptables sophistiquées à l'effet de mettre en place des mécanismes échappatoires visant :

- d'une part à dégager des bénéfices dans des pays où l'impôt est faible,
- et d'autre part à affecter les pertes dans les pays où la pression fiscale est forte pour que par ce jeu de calcul elles parviennent à être gagnantes au détriment des pays concernés qui se trouvent privés de l'apport financier escompté.

En somme il ressort que toute l'architecture fiscale internationale, conçue au titre d'une époque antérieure révolue, tout en drainant à mesure des lacunes, n'a fait qu'accentuer ce genre de situations malencontreuses et tout cela incombe à la prédominance de l'économie numérique, dès lors qu'elle ne nécessite pas l'existence d'un établissement stable pour conditionner l'imposition.

Il faut reconnaître que pour tenter d'y remédier les Nations Unies, le G20 et l'OCDE se sont évertués sans relâche à faire en sorte d'instaurer un système avec un taux minimal mondial visant à moduler l'impôt sur les sociétés en fonction des bénéfices réalisés dans chaque pays, indépendamment de leur établissement fiscal, en vue de mettre un terme à la concurrence fiscale entre les pays et en même temps pour éviter l'évasion fiscale et le transfert d'argent vers les paradis fiscaux.

**C'**est ainsi que ce projet de refonte de la fiscalité pour aligner les taux d'imposition est discutée depuis quatre ans entre 138 pays, sous l'égide de l'OCDE bien qu'étant de bonne intention, n'a pu échapper à de multiples rebondissements sans réussir à arrêter la course au dumping fiscal en tant que facteur de déstabilisation.

Il faut dire par la force choses que la situation est devenue pratiquement intenable surtout que les finances des États ont été rudement affectées par la pandémie de la Covid-19, au point de créer une tension inhabituelle dans le monde de la fiscalité des entreprises.

De plus la dette en s'accumulant a pris des proportions démesurées impactant négativement les économies des pays concernés, alors

**A l'expérience la fiscalité internationale présente autant d'intérêt que la fiscalité nationale et si celle-ci a pour particularité de rester circonscrite pratiquement à l'intérieur des frontières d'un pays sur la base du principe de souveraineté, la fiscalité internationale en est autrement en étant sans commune mesure eu égard principalement à son périmètre d'intervention extensible à l'ensemble de la planète**



que pendant ce temps les grandes entreprises mondiales ont réalisé des bénéfices colossaux sans parfois payer le moindre impôt sinon que très faiblement.

La situation leur est d'autant propice que les États tendent à se rivaliser entre eux même parfois durement dans le but d'attirer les entreprises et les investisseurs à l'intérieur de leurs frontières, en leur offrant de nombreuses incitations fiscales basées sur les bénéfices et les coûts faisant baisser leur taux d'imposition.

Un tel cheminement ainsi observé persiste dans le temps, ce sans que singulièrement la communauté économique ne cherche à y mettre résolument fin et d'en finir, ce qui renvoie forcément à une injustice jugée inacceptable.

**O**r, il a fallu une conjonction de circonstances exceptionnelles montrant qu'il est devenu extrêmement urgent de régler ce problème perçu effectivement comme majeur pour tempérer tout au moins les deux chocs d'une portée systémique : d'un côté la crise de la pandémie du Covid et de l'autre côté la crise économique qui en découle avec toutes ses conséquences.

Aussi avec l'arrivée au pouvoir aux États-Unis de Joe Biden le Trésor américain pour y remédier a porté un coup d'accélérateur aux négociations qui traînent depuis des années au niveau des organisations internationales, en proposant en date de jeudi 20 mai 2021 un taux d'imposition des bénéfices des multinationales dans le monde de 15%, ce qui a suscité tant d'intérêt de la part de certains pays qui y ont trouvé une aubaine jusqu'alors lourdement endettés après la crise sanitaire.

En vérité l'administration Biden, en quête de ressources pour financer son méga-plan de relance, a donné une impulsion décisive pour une avancée substantielle et effective dans la lutte contre l'optimisation fiscale internationale abusive.

Le G7 qui regroupe l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon, et le Royaume-Uni - Paris et Berlin, s'est saisi du coup de l'affaire et lors de sa réunion du 4 et 5 juin 2021 avec la présence de leurs ministres des finances respectifs, a abouti à un accord inédit et c'est là le signe que les lignes commencent à bouger réellement au niveau de la fiscalité internationale.

**L**es pays du G7 ont indiqué à cette occasion qu'ils soutiendraient publiquement un nouveau taux d'imposition minimum mondial standardisé de 15 %, ce qui constitue une étape décisive vers un bouleversement du fonctionnement de la fiscalité mondiale, prononçant pratiquement un coup d'arrêt infligé à la course au moins-disant fiscal qui a dominé l'économie mondiale ces dernières décennies.

A l'examen la réforme pour la résumer s'articule autour de deux axes essentiels, à savoir : - le premier axe vise à accorder de nouveaux droits à taxer aux pays dans lesquels les multinationales ont leurs clients et leurs marchés sans qu'il n'y ait ni siège, ni implantation et ensuite les sommes seront ensuite partagées

entre les États selon une clé de répartition qui reste à définir,

- quant au second axe, en fixant un taux plancher d'impôt minimum de 15%, il en résulte pour une grande entreprise qui choisit d'établir son siège dans une juridiction à faible imposition devra verser la différence entre le taux pratiqué dans ce pays et le taux en vigueur dans celui où elle réalise effectivement ses bénéfices.

**P**ar ce moyen le but visé est de resserrer l'état des pratiques des géants des technologies que surtout les GAFA (Google, Amazon, Facebook, Apple), qui paient peu d'impôts en localisant leurs bénéfices dans des territoires à la fiscalité avantageuse comme le Luxembourg ou l'Irlande - voire nulle dans les îles anglo-normandes ou les « paradis » des Caraïbes ou des Emirats.

Il y est prévu à cet égard une répartition équitable des droits d'imposer les bénéfices des multinationales implantées dans de nombreux pays « les plus rentables » et réalisant plus de 750 millions d'euros et avec un plancher de 10% de marge bénéficiaire résiduelle à partir duquel cette taxation par les pays dits de marché entrerait en vigueur.

C'est dire que de ce point de vue le projet d'accord paraît prometteur à plus d'un titre et c'est pourquoi une réflexion mérite d'être consacrée, en essayant d'utiliser une certaine pédagogie pour tenter de disséquer dans ses tenants aboutissants, en ce qui risque de réserver des surprises.

En principe cet impôt minimum mondial remplit les prérogatives suivantes :

- d'une part il est censé harmoniser nos règles fiscales internationales et mettre fin au nivellement par le bas de la fiscalité des entreprises qui a conduit les multinationales des services numériques à enregistrer leurs bénéfices dans des pays à faible taux d'imposition,
- et d'autre part, un tel taux minimal de 15% et global a pour objectif de mettre fin à une concurrence fiscale qui a conduit à une chute drastique des recettes fiscales issues des entreprises depuis le milieu des années 80 à cause de la « version dévoyée du capitalisme ».

**A** la faveur de ce véritable basculement de la fiscalité internationale, certes l'idée est séduisante à plus d'un titre, mais l'accord adopté est loin de revêtir tous les éléments constitutifs permettant une application correcte à l'avenir.

Il s'agit là seulement d'un premier volet qui n'est que la reconduction peu ou prou du résultat des travaux, menés au sein de l'OCDE depuis une douzaine d'années et cela a débouché sur ce que l'on a appelé les actions BEPS (base erosion and profit shifting) qui constituent des mesures de lutte contre l'évasion fiscale des entreprises multinationales, dans la perspective également d'aboutir à une convergence vers une assiette fiscale harmonisée.

A ce sujet pour faire l'historique, les propositions de l'OCDE ont porté initialement sur les Piliers 1 et 2, le Pilier 1 prévoit une répartition entre les pays où elles opèrent de la ma-

tière imposable des plus grandes multinationales réalisant une marge supérieure à 10 %, et ce afin d'imposer correctement les bénéfices des GAFA et le Pilier 2 prévoit un taux minimal d'impôt sur les sociétés de 15 % pays par pays, afin de lutter contre les paradis fiscaux.

Mais en le scrutant plus à fond le récent accord émanant du G7, ce n'est pas au juste un big bang fiscal, car il se traduit in fine seulement par un progrès à minima sans plus, car en définitive il ne règle que partiellement voire provisoirement le problème d'évitement fiscal des multinationales et tout reste en réalité en suspens.

**D**ès lors le système actuel va encore persister hélas ! en étant différé pendant encore un temps indéterminé, d'où la prudence reste encore tout de même de mise.

En toute objectivité par tous les angles que cet accord est abordé, la première idée qui en ressort c'est que tel qu'il se présente, il ne remplit pas les modalités d'application requises pour devenir directement opérationnel, ce à cause de l'existence des zones d'ombre, d'autant qu'un impôt ne vaut que les mécanismes techniques qui le caractérisent.

C'est dire que cet accord est loin de sceller complètement la réforme de l'imposition des multinationales, par rapport à ses incidences, tant il reste entaché d'une série d'écueils qui ont besoin d'être réparés techniquement et dont il est possible d'énumérer sommairement certains, comme suit :

**1<sup>er</sup> écueil :** D'après certains éléments d'information cet impôt mondial préconisé résulte d'un compromis des membres du G7, ce qui veut dire que les négociations ont été serrées, pour citer l'exemple de la Grande-Bretagne qui a déjà cherché à obtenir une dérogation pour son imposant secteur financier, comme de même la France ne semble pas avoir été satisfaite de ce taux de 15% qui semble pour elle relativement faible.

Même la position des États-Unis n'est pas suffisamment claire, car les États-Unis n'ont pas signé antérieurement le traité multilatéral de révision des conventions fiscales bilatérales s'inscrivant pourtant dans la même direction.

**2<sup>ème</sup> écueil :** Si le taux de 15% préconisé tend à satisfaire les États qui cherchent à financer la reprise post-COVID et qui sont prêts pour cela à sévir contre les stratégies d'optimisation fiscale tels notamment la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et même les Pays-Bas, en revanche, d'autres pays ne sont aucunement de cet avis et n'abondent aucunement dans le même sens.

En effet il serait difficile de convaincre certains pays qui ont fondé tout leur modèle économique sur une fiscalité attractive, en citant au niveau de l'Europe par exemple l'Irlande, la Hongrie, la Bulgarie, Chypre, Malte ou le Luxembourg et même la Suisse qui applique dans certains cantons un taux inférieur à 12 % et qui a fait savoir qu'elle prendrait « les mesures nécessaires pour conserver une place économique très attractive ».

C'est pourquoi le consensus qui semble se dessiner en surface au G7, se heurte tout de même à un obstacle non négligeable et ne serait-ce que pour prendre l'exemple de l'Irlande qui affirme officiellement maintenir son taux d'imposition sur les sociétés de 12,50% qui est l'un des plus bas au monde, car le pays craint qu'en durcissant tant soit peu de 2,50% sa fiscalité, il prenait le risque de faire fuir les entreprises implantées dans son territoire.

De plus l'application sera compliquée au sein de l'Union européenne du fait de la nécessaire unanimité des États membres sur la fiscalité pour son adoption.

**3<sup>ème</sup> écueil :** le taux de 15% qui laisse supposer à tort l'harmonisation du taux légal, apparaît relativement bas avec le risque de rendre l'imposition bien trop faible des multinationales, c'est-à-dire bien moins que celle des PME et ce qui ne va pas manquer de pousser les pays dont la pression fiscale est au-dessus, à la baisse pour s'aligner sur le taux de 15%, alors que ce n'est qu'une donnée de l'équation.

Suite en page 7



# La fiscalité internationale au milieu du gué

Suite de la page 6

**4<sup>ème</sup> écueil :** Un impôt minimum mondial risque de restreindre sinon de remettre en cause le droit souverain de chaque nation de décider du sort qui lui convient le mieux pour l'exercice de ses politiques fiscales.

Donc une fois en place, un impôt minimum mondial est une violation de la souveraineté d'un pays individuel, car il privera le pays concerné de sa capacité à fixer des taux d'imposition compétitifs pour répondre à ses propres préoccupations.

Cela explique que l'adhésion de la Chine à cet impôt minimum mondial n'est pas gagnée d'emblée, car ce pays n'est pas prêt à renoncer au contrôle de ses politiques fiscales et déjà il a mis en place différents dispositifs depuis des décennies à des zones économiques spéciales à faible imposition pour faire venir les capitaux étrangers, ce qui a joué, du reste, un rôle central dans son développement.

**5<sup>ème</sup> écueil :** au niveau du Congrès américain, le président démocrate, Joe Biden, est loin d'être suivi par les républicains qui déjà ont formulé plusieurs observations qui ne plaident pas en faveur du nouvel impôt mondial, parce selon de premières estimations, la moitié environ des 100 multinationales concernées par le « pilier 1 » de la réforme, visant à répartir équitablement entre pays la manne fiscale, sont américaines.

Même les démocrates veulent examiner tous les petits caractères et les détails avant de donner complètement leur approbation à ce qui sortira du G7.

**6<sup>ème</sup> écueil :** Un autre écueil de cet accord, plus subtile et même qui peut passer d'une manière inaperçue, mais qui a toute son importance, c'est le périmètre des bénéfices taxables dans le fait d'abord que les pays riches où sont les sièges des multinationales qui sont plutôt avantagés, puisque l'imposition se situe essentiellement à ce niveau, ce au détriment des pays où sont réalisées les activités, notamment les pays en développement.

Ensuite il convient de pas perdre de vue la manière en amont dont les multinationales comptabilisent leur chiffre d'affaires, dans la mesure où certains GAFAM déplacent artificiellement leur chiffre d'affaires dans les territoires en fonction de leur intérêt par exemple ils facturent depuis l'Irlande des opérations réalisées dans un autre territoire pour payer moins d'impôts.

Un tel procédé de déplacement de l'activité est encore plus efficace que les manipulations de prix de transfert entre filiales.

**7<sup>ème</sup> écueil :** Dans le même ordre d'idées l'imposition au taux de 15% ne semble pas se concevoir au niveau des filiales des entreprises en tant qu'entités séparées, alors que pourtant c'est là où s'exercent

les activités réelles et non au niveau des sièges des entreprises, d'autant que généralement les filiales sont installées dans les pays en développement et qui sont par suite perdants.

Il suffit de prendre l'exemple des filiales de sociétés multinationales implantées dans un pays en développement et bien comme l'imposition telle qu'elle est prévue se conçoit dans le pays où le siège de la société, c'est-à-dire les pays développés. Une telle situation ne va pas manquer de créer des conflits et même des doubles impositions et l'Algérie ne laisse pas passer cette distorsion en s'attachant à son principe de souveraineté pour continuer à imposer toute filiale implantée sur son territoire suivant le résultat dégagé.

**8<sup>ème</sup> écueil :** Il est à craindre qu'avec la fixation pour l'imposition de plancher de 10% de marge bénéficiaire aboutira à mettre en place un nouveau

système fiscal mondial qui ne s'appliquera qu'à une part réduite des profits d'un nombre limité de très grandes entreprises.

Amazon pourrait échapper à l'impôt, puisque sa marge bénéficiaire dégagée en 2020 étant de 6,3% et donc inférieure audit plancher, à moins pour trouver la parade la démarche pourrait consister à ne taxer chez Amazon que la division des services informatiques dont la marge et « de l'ordre de 30% ».

**9<sup>ème</sup> écueil :** un autre écueil de cet accord, c'est le volet de transparence fiscale, tant il devient matériellement difficile de connaître les résultats de toutes les filiales et les différents taux d'imposition en raison de la complexité des réseaux et c'est là où la dissimulation s'opère et les combines des chiffres s'exercent sans véritable contrôle.

**10<sup>ème</sup> écueil :** Comme chaque État devra adapter sa législation, il s'ensuit que cette réforme fiscale mondiale qui semble constituer au départ une vraie révolution, ne sera donc probablement pas effective avant plusieurs années et d'aucuns espèrent à ce stade une entrée en vigueur à partir de 2023-2024 et sous toute réserve.

Pour l'affiner cet essai formalisé de cet accord, des dispositions ont été prises pour le compétet et il est question pour compléter le dispositif à ce que le G20 les 9 et 10 juillet prochain à Venise (Italie) le cautionne.

Même si ce cap se trouve franchi, il appartient à l'OCDE de l'approuver et là le ralliement n'est pas acquis d'office, puisqu'il faudra convaincre les 139 pays membres parmi lesquels se trouvent outre l'Irlande, (taux marginal à 12,5%), la Chine, la Russie, l'Arabie Saoudite et la Turquie, c'est-à-dire des pays peu enclins à vouloir que leurs propres entreprises soient l'objet d'un examen fiscal, d'où de ce point de vue la négociation s'annonce compliquée, avec autant de parties prenantes.

Ceci étant compte tenu du nombre d'écueils relevés et des incertitudes qu'il génère concomitamment, il s'ensuit que le changement n'est pas encore pour demain.

Même s'il est appelé à être mise en œuvre et tout en coexistant dans ces conditions avec l'ancien, cela va considérablement complexifier le système sans régler réellement le problème du dumping économique et social en étant inhérent et consubstantiel au système.

**En conclusion** il est considéré que la solution préconisée pour lutter contre l'évasion fiscale des multinationales demeure encore timide voire imparfaite au stade actuel et la route est encore longue et semée d'embûches pour acter définitivement la réforme de l'imposition des multinationales, mais il faut croire que l'impulsion des grandes puissances laisse encore des raisons d'espérer.

Si le récent accord des ministres des Finances du G7 a fait franchir un cap significatif à la réforme de la fiscalité mondiale tout en étant en réflexion depuis des années au sein des organisations internationales, un chantier colossal reste tout de même à accomplir à l'avenir, avec des étapes cruciales à franchir.

C'est pourquoi comme gage de réussite à retenir, il serait préférable de soutenir de préférence la création d'un organisme à l'ONU où tous les États pourront négocier sur un pied d'égalité et en vue d'une convention fiscale générale entièrement reconstituée sur des bases équitables, pour ne pas que cette de l'impôt dommageable reste comme toujours l'apanage exclusif des pays développés qui agissent souvent dans leur intérêt strict.

Mustapha Bensahli

\* Ex-Expert international en fiscalité au FMI  
Auteur d'ouvrages traitant de la problématique de la fiscalité

# Le syndrome de l'été meurtrier !

D'énormes feux de forêt se sont déclarés l'année passée dans plusieurs régions du pays. Ils n'ont pas manqué de soulever moult interrogations !



Par Cherif Ali

D'abord, en raison de leur simultanéité, presque chirurgicale. Ensuite, concernant les températures de ce fameux mois de novembre 2020 certes douces, mais loin de réunir les conditions pour que des feux de forêt se déclarent de façon aussi massive que simultanée.

Les experts pointent du doigt le nombre croissant des habitants en prise directe avec la forêt même si les années noires de grands feux sont des scénarios sans cesse répétés. Ils sont surtout exacerbés par la pression démographique et l'interpénétration croissante des espaces forestiers et de l'habitat qui font que les enjeux s'accroissent considérablement. Il n'en reste pas moins que les points d'éclosion de grands feux reviennent à intervalles réguliers dans certaines de nos régions et les changements climatiques n'en sont pas les causes principales !

Chaque année donc, des milliers d'hectares de forêts sont dévorés par les flammes. Les incendies se déchaînent surtout entre les mois de juin et de septembre. La faune, la flore, le tourisme et l'air ambiant sont les principales victimes des feux de forêt qui ont ravagé ces dernières années les massifs montagneux de l'Algérie.

Si en valeur absolue les superficies brûlées restent, relativement, modestes comparativement à certains pays du bassin méditerranéen, la rareté des forêts et les menaces de désertification font que les incendies ont un impact particulièrement désastreux sur l'environnement sans compter bien évidemment les atteintes aux riverains qui en viennent à perdre leurs biens, leurs terres, leurs animaux et pour certains, leur vie !

IL N'EXISTE PAS DE « PROGRAMME INSTITUTIONNALISÉ D'ENQUÊTES SUR LES MOTIFS DES INCENDIES » !

Si les causes directes des feux sont le plus souvent humaines, que ce soit par des départs de feu accidentels ou criminels, les études tendent à prouver que l'augmentation de l'étendue des dégâts est une répercussion du changement climatique qui assèche la végétation et entraîne une augmentation du risque des feux des forêts. Les températures plus élevées favorisent la transpiration des plantes et assèchent l'eau contenue dans les sols. Ces deux faits conjugués rendent plus propice le risque d'incendie. Mais les spécialistes sont allés plus loin en affirmant avoir identifié 29 motifs d'incendies possibles pour l'Algérie !

Ils les ont divisés en trois catégories : naturels, accidentels par malveillance, et/ou négligence.

Ces experts sont arrivés à la conclusion qu'en Algérie, il n'existe pas de « programme institutionnalisé d'enquêtes sur les motifs des incendies » !

Ce qui réduit, selon eux, l'efficacité potentielle des initiatives de prévention, par manque d'actions ciblées sur les groupes humains responsables. La prévention, disent-ils, restera donc vouée à l'échec. Et ancrée à des modèles maintenant dépassés qui ne s'appuient que sur des infrastructures du type pistes, points d'eau et pare-feux. Le ministre de l'Intérieur s'en est tenu, quant à lui à son idée, à savoir que des nombreux incendies qui ont ravagé l'été dernier des milliers d'hectares de forêts dans les wilayas du pays, ont été causés par des « mains criminelles » ! Et la motivation de cette « pyromanie » est avant tout pécuniaire !

Il rejoint en cela les riverains des massifs forestiers qui avaient estimé que l'on est en face de prédateurs du foncier ; c'est une opération politique, une vengeance orchestrée par des centres prédateurs dérangés visant à garrotter la prédation, récupérer le foncier agricole détourné de sa vocation ou utilisé, exclusivement, comme garantie pour l'obtention des crédits bancaires qui ne donnent lieu à aucun projet ». C'est maintenant établi : des maffieux tirent profit des hectares dévastés qui sont récupérés pour les besoins des promoteurs immobiliers sans scrupules. Il y a aussi l'escroquerie à l'assurance pratiquée par certains pour retaper leurs maisons ou se faire rembourser leurs plants ! Il y a également les chercheurs de miel sauvage qui n'hésitent pas à enflammer les branches pour récupérer le produit. Ces catastrophes ont bien sûr fait réagir d'autant plus que derrière les récents incendies, des criminels pyromanes ont agité pour propre compte ou pour des lobbies.

QUE FONT, ENTRE-TEMPS, LES COLLECTIVITÉS LOCALES ?

1. Disposent-elles, par exemple, d'un système d'alerte rapide pour signaler tout départ d'un feu ?

2. Ont-elles conçues et mis en œuvre des aménagements adéquats pour faciliter l'intervention des services compétents en matière de lutte contre les feux de forêt ?  
3. Ont-elles procédé en temps et en heure, aux débroussaillages nécessaire des endroits à risque  
4. Ont-elles identifié les moyens humains et matériels à mobiliser rapidement en cas d'incendie ?  
5. Ont-elles un plan de communication destiné aux fumeurs négligents ?  
Il faut dire aussi que le laisser-aller, et les interventions conjoncturelles d'un personnel non formé pour la circonstance aggravent la situation, quand la catastrophe se produit !

Mais force est de constater qu'en l'absence d'une stratégie d'intervention à moyen et à long termes, les mêmes erreurs et les mêmes défaillances se reproduisent de manière cyclique, avec leur lot de drames humains et de dégâts matériels.

AUTRE QUESTION : NOS COMMUNES DISPOSENT-ELLES D'UN PLAN ORSEC ?

Oui avait répondu, par exemple, un élu de l'APW de Tizi-Ouzou en ce qui concerne le plan ORSEC ; il affirme toutefois que « les plans de lutte contre les incendies sont très mal adaptés et vraiment dérisoires dans une wilaya telle que Tizi-Ouzou dont le boisement occupe 38 % de sa surface totale ».

Et à l'élu d'asséner : « Le plan ORSEC a démontré tout au long de cette calamité exceptionnelle, qu'il était tout simplement obsolète, car il n'a pas répondu à l'urgence du moment ! ».

Il en est ainsi des 600 autres communes dont les plans ORSEC nécessitent, pour le moins, et de l'aveu du responsable de la Délégation aux risques majeurs dépendant du Ministère de l'intérieur, des opérations de mise à niveau de moyens d'intervention et de lutte contre les risques majeurs.

LA MISE À NIVEAU CONCERNE AUSSI LES RESPONSABLES DES COLLECTIVITÉS LOCALES, ET LEUR FORMATION À LA GESTION DES RISQUES MAJEURS

Dans une époque pas si lointaine les présidents d'APC avaient bénéficié d'une formation de 5 semaines à l'ENA, en matière « de management opérationnel et de gestion des risques ».

De plus, les communes étant sommées de fonctionner comme des « entreprises » ; elles ont été dotées de tous les équipements et autres engins à même de leur permettre de suivre et de réaliser leurs projets, mais aussi, en cas de besoin, pour, pouvoir intervenir pour dégager les voies de circulation et réaliser les opérations de secours.

En plus de ces dotations, les 1541 communes du pays ont bénéficié de l'apport de cadres techniques de haut niveau : 1000 architectes et ingénieurs ont été ainsi recrutés et déployés dans les collectivités locales.

Le ministre de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement territorial serait bien inspiré de lancer « un audit » à ce sujet ou pour le moins, dépêcher une inspection pour connaître les causes de ce gâchis !

POUR CONCLURE

Les étés meurtriers et les incendies ont marqué profondément les populations durement touchées dans leurs chairs et leurs biens. Elles s'attendaient, pour le moins, et devant la gravité de la situation, à ce que le gouvernement classe leurs régions « zones sinistrées ».

C'est cette insolente torpeur, le manque de réactivité, voire l'indifférence des institutions, tant centrales que locales, à l'égard de la détresse des populations qui a provoqué par le passé la désaffection de ces dernières à l'occasion des élections, qui, rappelons-nous, avait fait réagir Abdelmadjid Tebboune qui, dans l'urgence, avait convoqué le Haut Conseil de Sécurité suite aux dysfonctionnements graves qui avaient impacté négativement la vie du citoyen et pris la forme, dans certains cas, d'actes de sabotage destinés à nuire à la bonne marche de l'économie et des institutions du pays.

Le Président de la République a insisté pour que des enquêtes approfondies soient menées avec la plus grande célérité sur de tels agissements, entre incendies de forêts, ruptures en alimentation en électricité et eau potable, indisponibilité brutale des liquidités au niveau des centres postaux et dégradation des bouteilles et citernes d'oxygène dans les hôpitaux, à l'effet de déterminer avec précision les véritables responsabilités.

Un durcissement de la loi est-il envisageable ?

Pour les incendiaires, qui agissent ou non de manière délibérée, la loi doit-elle durcir les peines prévues dans le but de s'adapter aux évolutions de la criminalité et à l'aggravation des conséquences ?

Ailleurs, les pyromanes sont punis de deux mois d'emprisonnement ferme.

Depuis, les incendies volontaires de bois et forêts sont désormais passibles d'une peine allant de quinze ans de réclusion criminelle et 150 000 euros d'amende à la réclusion criminelle à perpétuité et 200 000 euros d'amende !



# De quoi le hirak est-il le synonyme?

Par Mekideche  
Abdelkader\*

Deux concepts nouveaux, nés dans le monde arabe et lui sont spécifiques: In tifada et Hirak. Le premier, palestinien, a déjà intégré le langage universel, le second le fera assurément et sera une marque algérienne à côté des autres termes « hogra » et « Hitiste ». Deux vocables qui traduisent une volonté populaire de libération: le premier ; libération de l'occupation israélienne, le second ; libération de ce que certains considèrent comme la domination d'un régime oppressif qui a privé la société de la liberté, de la justice et de l'état de droit. Quelle est le contenu de ce concept, quelle est sa signification exacte : S'agit-il d'une simple manifestation populaire, d'un soulèvement, d'une révolte, d'une révolution, ou s'agit-il d'un phénomène social et politique non assimilable aux autres?

Dès le début du hirak certains se sont hâtés à lui donner facilement un sens et à le classer. Mais pour ne l'avoir pas encore suffisamment vécu et expérimenté, ils l'ont confondu des fois avec la révolte et des fois avec la révolution. Or il s'avère, après deux années d'existence et de vécu, que le hirak n'est pas une révolution, qu'il n'est même pas une révolte, qu'il s'agit plutôt d'un mouvement spécifique, un mouvement sui generis, un mouvement d'une nature particulière qui se distingue totalement de la révolte, et plus encore de la révolution selon plusieurs critères.

D'abord l'imprévisibilité: une révolution est par essence un événement imprévisible. Une révolution que l'on prévoit ne se réalise pas: où elle est réprimée dans l'œuf, où elle est détournée, où elle est instrumentalisée. On parle à propos des révolutions de système chaotique de niveau deux que l'on compare aux systèmes chaotiques de niveau un. Le chaos de niveau un est un chaos qui ne réagit pas aux prédictions le concernant, nous explique Yuval Noah Harari dans son livre à grand succès « Sapiens, une brève histoire de l'humanité ». Le temps par exemple: aujourd'hui, grâce aux logarithmes puissants, on peut construire des modèles informatiques qui permettent de produire les meilleures prévisions météorologiques sans que le temps ne réagisse à cette prévision. En revanche, le chaos de niveau deux est un chaos qui réagit aux prévisions le concernant. La politique en est un. Si, pour reprendre toujours Yuval Noah Harari, quelqu'un de suffisamment savant en science politique avait prévenu le président Hosni Moubarak qu'une révolution allait le renverser, il aurait fait tout son possible pour arrêter les meneurs, les souder ou les éliminer et aurait tout fait pour avoir grâce aux yeux des Egyptiens, et ainsi il aurait pu sauver sa tête. Malheureusement il n'a pas eu la chance d'être averti. Il n'avait pas pu réagir au soulèvement du peuple égyptien pour la bonne et simple raison qu'il n'avait pas pu le prévoir à temps. Mais Bouteflika si. Ce dernier, ou les hommes qui dirigeaient à travers lui, savaient que la situation du pays était explosive. Ils prévoyaient certainement qu'à tout moment il pouvait y avoir une éruption volcanique, et donc ils se préparaient au pire. Le recrutement massif dans les corps de sécurité, l'investissement très important dans la modernisation du matériel de police et la multiplication à outrance des structures sécuritaires, toutes ces mesures ne peuvent s'expliquer que par la volonté du pouvoir de parer au pire. Et puis, quand le feu a pris en Tunisie et en Egypte, ce qui était une très forte possibilité est devenu une fatalité. Alors, pour calmer toute velléité insurrectionnelle, le pouvoir sous Bouteflika a injecté des sommes colossales dans le but d'acheter la paix avec toutes les fran-



ges de la société, surtout avec les jeunes impulsifs à qui il donnait sans compter. Procédant ainsi, le système a réussi à désamorcer la bombe, et la révolution n'a pas frappé en Algérie. Il se pourrait que rien d'important ne serait passé s'il n'y avait pas cette folle tentation d'accorder un cinquième mandat à un président qui avait arrêté de vivre depuis longtemps et qui ne faisait qu'exister. Il est vrai que cette grosse bêtise qu'une partie du pouvoir n'avait pas pu empêcher a provoqué le mouvement du 22 février 2019. Y'avait-il pour autant révolte ou révolution? Non. Pourquoi? Parce qu'un mouvement social de grande ampleur était prévisible et prévu, le système s'y était préparé. Il a l'a laissé venir, l'a accompagné, l'a protégé, en a profité et l'a utilisé pour éjecter ceux de ses membres qui devenaient un danger pour sa survie. Le Hirak saison une, qualifié volontairement de moubarak acile, était donc tout sauf une révolution.

Ensuite la violence : Toutes les révolutions et toutes les révoltes sont violentes par nature, d'une violence réciproque, du côté du pouvoir en place comme du côté des insurgés. Elles ont pour lot tortures, assassinats, disparitions forcées et condamnations très lourdes. Elles s'accompagnaient toujours de sang sur les murs, de larmes sur les joues, de drames dans les familles et de victimes innocentes mises sous terre ou oubliées dans les cachots. Dès lors, parler d'une révolution du sourire comme d'un acquis est une absurdité, un nonsens. Ensuite l'objectif. L'objectif de toute révolution est de renverser de fond en comble un ordre établi pour le remplacer par un autre nouveau. Elle est nihilisme. Du passé elle fait totalement table rase. Du passé, des principes et des idées qui le fondent, et des hommes qui l'incarnent. Elle ne se contente pas de changer le système existant ou de le modifier. Elle aspire à le déconstruire totalement pour reconstruire un autre sur ses décombres. Enfin l'élément temps. Une révolution n'en dispose pas de beaucoup. Elle est une question de semaines ou, au maximum, de quelques mois. Mais pas d'années. En un temps bref, où elle gagne ou elle est réprimée et calmée définitivement. Si par contre elle se situe dans le temps long, elle n'est plus alors une révolution, elle devient une évolution, c'est-à-dire un changement lent, progressif, inodore et indolore.

À l'aune de ces critères, jugeons le hirak sur la base de ses deux années d'expérience et comparons-le aux mouvements similaires connus dans d'autres pays, notamment la révolution égyptienne.

Premièrement: Il est clair que le pouvoir avait prévu depuis longtemps un mouvement de contestation populaire massif et violent, qu'il s'y était préparé et qu'il a réussi à le vidé de sa substance, à l'accompagner pour l'utiliser d'une manière très performante.

Deuxièmement : Le mot d'ordre auquel les hirakistes ont tenu comme élément fondamental de leur mouvement est silmia, c'est-à-dire non-violence. Et, de fait, pendant une très longue période cette silmia a été rigoureusement observée faisant la fierté et l'honneur des hirakistes. Or il n'est pas dans la nature d'une révolution d'être Silmia puisqu'elle a pour vocation de détruire un ordre établi et de menacer les intérêts vitaux d'une caste politique et/ou oligarchique dominante qui ne se laisse pas évincer sans résistance.

Troisièmement : Il n'est pas dans la nature d'une révolution d'être encouragée, accompagnée et protégée par les forces de l'ordre, parce qu'elle est désordre, et qu'elle constitue une menace à l'ordre établi que les forces de l'ordre ont pour mission première de le protéger. Or, à ses débuts, le hirak n'a pu vivre et progresser pacifiquement que grâce à la protection et l'accompagnement des forces armées. D'où le slogan dominant djaicha chaab khawa khawa.

Quatrièmement : Il n'est pas non plus dans la nature d'une révolution d'être festive et bon enfant. Or le hirak n'a jamais été une contestation ininterrompue avec occupation permanente et violente de places publiques comme fut le cas de la révolution égyptienne. Il s'est agi plutôt de sorties hebdomadaires, bien réglées et bien rythmées, limitées dans le temps entre la prière d'Adohr et celle d'El Asr, avec chants et danses jusqu'à devenir folklorique selon certains, ou une simple balade de weekend selon d'autres. Cinquièmement: Il n'est pas dans la nature de la révolution d'être dès le départ populaire, voulue et commandée par tous, seule une poignée d'hommes la décident, la mènent et l'incarnent à leurs risques et périls, dans le secret d'abord avant de la jeter dans la rue pour que le peuple la reprenne. Or le hirak s'est dit dès le départ être une génération spontanée, un bien commun de tout le peuple et qu'il ne peut avoir de chefs qui le commandent et qui l'incarnent. Conclusion: parce que le hirak n'est pas une révolution il n'a pas eu l'effet d'une révolution ni sur l'ordre établi, ni sur les institutions, ni sur les hirakistes qui se prennent pour des révolutionnaires sans jamais l'avoir été.

\*Avocat

## LA CHRONIQUE DU BLEDAIR

Paris : Akram Belkaïd



## La démocratie corinthienne et l'Algérie

Le peuple algérien est-il mûr pour la démocratie? Côté pouvoir, et si l'on fait exception de la brève expérience réformatrice de la fin des années 1980, la réponse a toujours été négative. Dans l'ouvrage collectif « Les années Boum » (1) – auquel le présent chroniqueur a participé – Ahmed Bedjaoui, le grand spécialiste du cinéma algérien, rapporte les propos qu'a tenu le colonel-président Houari Boumedienne à son ami, le réalisateur égyptien Lotfi El Khoulï qui lui reprochait alors – c'était en 1974 – le manque d'ouverture de son régime : « La démocratie ne s'octroie pas. Les gens doivent souffrir pour elle et accepter d'aller en prison comme toi, pour la mériter. Le jour où je verrai des élites algériennes accepter de payer le prix de la démocratie, nous en reparlerons. »

Quelques années plus tard, lors de la célébration d'un mariage où était présent tout le bureau politique du FLN – alors parti unique – j'ai personnellement entendu le même discours, ou presque, tenu par l'un des illustres membres de ce cercle très fermé. Venu « discuter avec la jeunesse », il lança au bout de quelques minutes, agacé par les (très timides et très prudentes) récriminations sur l'état du pays et de sa société : « nous avons arraché l'indépendance par la force. Si vous voulez que les choses changent, il faudra nous chasser, il faudra faire la même chose que nous. »

Qu'elles soient doloriste ou radicale, ces visions perdurent. Et même s'il nous faut mériter cette démocratie, il reste qu'elle n'est pas, du moins officiellement, une fin en soi. Elle n'est pas un horizon souhaité comme le fut, par exemple, le développement au lendemain de l'indépendance. La mascarade électorale à laquelle nous venons d'assister a montré la prééminence du propos relativiste. Il faut donner du temps au temps, former les gens, mettre en place des institutions solides, éduquer... Et si l'on persiste à dire que rien ne changera sans véritable ouverture, on peut encore entendre que la démocratie, dans un pays comme l'Algérie, ne peut que mener à un chaos comparable à celui des années 1990.

Il manquera toujours quatre-vingt-dix centimes pour faire un dinar. Poser des préalables à la démocratie, c'est, en réalité, ne pas en vouloir ou soutenir, sans l'assumer, le régime qui n'en veut pas. On peut pérorer comme on veut, en appeler à toute la littérature en sciences politiques, s'il n'y a pas d'ouverture concrète, alors le reste est du festi. Car personne de censé ne peut croire que la démocratie est un achèvement. C'est un processus continu, négocié. Fragile, sans cesse remis en cause par les tendances autoritaristes de l'espèce humaine. La démocratie, est une quête, un cheminement et un combat permanent qui passe par des droits acquis. Surtout, la démocratie, ce n'est pas juste le fait d'organiser des élections – surtout quand il s'agit de ne pas accorder d'im-

portance à la participation. C'est une expérience à vivre et à diffuser même quand elle est interdite. Plutôt que de contribuer à sauver la mise à un système qui ne veut rien entendre, il est préférable de contribuer à rendre « normale » l'idée de démocratie. D'en faire une référence en l'opposant à ce qu'est la réalité actuelle. Les droits élémentaires seraient ainsi vécus comme une norme tandis que leur non-respect serait vu pour ce qu'il est : une anomalie inacceptable.

Il y a quarante ans, au Brésil, alors sous dictature militaire, une poignée de footballeurs a initié un mouvement resté dans l'histoire. Joueurs du Sport Club Corinthians Paulista, plus connu sous le nom de Corinthians de São Paulo, des hommes comme Sócrates Brasileiro Sampaio de Souza Vieira de Oliveira (dit Sócrates), Wladimir Rodrigues dos Santos (dit Wladimir), Walter Casagrande Júnior et José Maria Rodrigues Alves (dit Zé Maria) ont bouleversé la gestion de leur club, démontrant par l'exemple comment on peut mettre en place des mécanismes démocratiques au sein d'une institution et comment cela peut rejaillir sur le reste de la société.

De 1981 à 1984, cette « démocratie corinthienne », fustigée par la FIFA, a fait en sorte que les joueurs prennent les principales décisions, qu'ils soient rémunérés de manière équitable, qu'ils décident des recrutements et de la tactique (ce qui déboucha sur un jeu offensif de légende). Ces joueurs ont ainsi démontré que la démocratie n'est pas une abstraction ou un privilège de pays occidentaux. Et quand le régime s'est engagé concrètement dans l'ouverture politique, les « Corinthians » ont soutenu la transition démocratique et appelé leurs concitoyens à aller voter avec cette célèbre banderole déployée par les joueurs avant un match : « Ganhar ou perder, mas sempre com democracia », soit « Gagner ou perdre, mais toujours en démocratie ».

Je ne sais pas si les intéressés en parleront un jour mais une telle expérience a été envisagée en Algérie. Il s'agissait de faire en sorte qu'un grand club de football devienne une entreprise détenue par ses supporters et ses joueurs, son président étant élu par ces « socios » sur le principe d'un socio, une voix. Quoi de mieux pour éduquer une jeunesse dépolitisée et manquant de repères citoyens. L'expérience, on devine pourquoi, n'a jamais pu se réaliser. Club de football, cercle de lecture, think tank, association caritative, la démocratie, ou sa préparation, relève toujours d'une démarche subversive – mais pacifique – que le système autoritariste combat toujours quand il finit par la détecter. C'est un jeu du chat et de la souris qui se termine quand celui qui a le monopole de la force comprend enfin que les choses doivent changer et que les gens ne devraient pas aller en prison pour obtenir leurs droits et libertés.

(1) « Les années Boum », sous la direction de Mohamed Kacimi, Chihab Editions, Alger, 2016.



# Ce que planifier veut dire

**Planifier veut dire savoir sur quel chemin l'on va se tenir étant donné un monde changeant, les stations par lesquelles il faudra probablement passer et assurer le chemin.**

Par Arezki Derguini

C'est rendre congruent l'un à l'autre le court, le moyen et long terme. Se tenir sur un chemin qui rend plus fort, celui du bien-être et de la puissance autant que faire se peut, puisqu'il ne faudra pas faire de différence entre puissance et bien-être, bien-être du consommateur et capacité du producteur à faire face à ses besoins. Bien-être et capacité à faire face à l'adversité ne doivent pas s'exclure, mais représenter deux états différents disponibles l'un à l'autre de la « capacité d'être ». Être bien, c'est être bien disposé face aux circonstances, c'est leur être toujours disponible. La santé et la paix sont les conditions du bien-être, bien avant la consommation matérielle. La consommation matérielle peut rendre malade. La théorie du développement humain qui place la santé et l'éducation à côté de la production matérielle comme indicateurs du développement rappelle ces vérités aux ensorcelés de la croissance. La guerre détruit la vie, mais il ne faut pas oublier que la vie elle-même est destruction (catabolisme) créatrice (anabolisme). La vie et la mort, la guerre et la paix, s'entretiennent, s'excluent et se complètent. De même l'économie nourrit-elle la vie et la mort, la guerre et la paix. *Le but de l'économie comme production matérielle est l'entretien et le développement de la vie matérielle.* La famine, les sécheresses, les déchets qui s'accumulent menacent la vie. Vies économique, biologique et biosphérique se prolongent ou s'englobent et s'interpénètrent.

Il est bon de remettre l'économie dans la société et la société dans la nature et de distinguer avec Fernand Braudel trois étages dans la vie matérielle : un rez-de-chaussée où la matière animée et inanimée ne se distingue pas, où les organes de la vie matérielle sont endosomatiques ; un premier étage où la production matérielle se distingue de la production naturelle, où les organes de la vie matérielle sont exosomatiques ; et un deuxième étage de « production de la production » qui s'efforce de donner à la vie matérielle sous-jacente, avec laquelle il doit composer, son orientation, sa trajectoire, en disposant organes endosomatiques et organes exosomatiques dans une certaine complémentarité ou substitution. On peut voir dans ce second étage la section marxienne de la production des moyens de la production qui commande à la production, ou le capitalisme financier qui oriente la production par sa quête du profit maximum et la définition des règles de la concurrence ou encore le capitalisme d'État chinois sous la direction d'un parti. Fernand Braudel parle de civilisation matérielle pour désigner la trajectoire dans laquelle est engagée une société à la suite de ses différents choix historiques de production. Civilisation (ou culture) donc jusque dans la vie matérielle <sup>[1]</sup>.

Les trois étages de la vie matérielle ne peuvent pas se désolidariser. Ils peuvent être en bonne ou mauvaise entente. Une production matérielle importée peut détruire une vie matérielle locale, parce qu'ayant moins le souci d'entretenir une telle vie matérielle qu'une autre étrangère. Un capitalisme peut détruire une vie matérielle pour en nourrir une autre. La nature se prêtant alors comme au jeu d'une société et pas d'une autre, les paysages rendant bien la qualité du jeu, humanité et nature ne faisant plus qu'un ou se disputant comme chien et chat, s'augmentant ou se diminuant l'un et l'autre. La civilisation/culture se voit aussi dans le paysage et le rapport d'extraction ou d'entretien entre le capitalisme et la vie matérielle (troisième étage et rez-de-chaussée de la vie matérielle).

Aussi un plan économique qui ne soit pas de développement de la vie matérielle aboutira à une destruction de la vie matérielle, l'accroissement de la production n'ayant pas pour objectif d'entretenir la vie matérielle et de l'améliorer, le sera à ses dépens. *Le rêve moderniste d'industrialisation qu'anime le capitalisme financier s' imagine en mesure de retirer et de redonner la vie à la matière.* On connaît la suite avec la multiplication des « externalités » négatives de la production industrielle. Dieu est mort, est-ce le tour de l'Homme ?

L'économie écologique qui remet l'économie dans la société et la société dans la nature, autrement dit qui fait de l'économie un sous-système du système social, et de ce dernier un sous-système du système naturel, est particulièrement pertinente pour adresser les problèmes de développement. Elle intègre parfaitement la théorie braudelienne des trois étages de la vie matérielle.

Cette hiérarchie entre les trois systèmes est particulièrement évidente dans un écosystème fortement dominé par la seconde loi de la thermodynamique, comme le milieu semi-aride. Dans un tel milieu, l'activité ne peut trop se développer sans détruire la vie, accroître l'entropie du milieu.

Il paraît évident que le système économique ne peut pas faire abstraction de la rareté de la ressource en eau et de son coût croissant de production. Ceux qui ont voulu donner la priorité de la production d'eau potable ou d'irrigation sur la production d'électricité avec la fermeture des usines hydroélectriques (négligeables disaient-ils) de Kherrata et Darguina ne se rendaient pas compte que c'est de la production d'énergie qu'il faudra attendre la production d'eau, puisque c'est de l'eau de mer qu'il faudra désormais l'extraire<sup>[2]</sup>. Autrement dit, la logique de base qui sera celle de la transition énergétique et écologique, sera produire de l'énergie à bas coût pour produire, dont l'eau, à bas coût. Comme il ne peut faire abstraction de la fragilité de la vie matérielle du système écologique. Le bien-être ne peut plus être confondu avec la simple croissance du produit matériel (qui supposait « toutes choses égales par ailleurs »), il va dépendre de la manière dont le système social et économique va se loger dans le système Terre, va faire usage des ressources naturelles des différents écosystèmes. Il faut qu'il puisse être en mesure de veiller à ce que l'usage des ressources de la vie matérielle sous-jacente, leur répartition et leur production permettent leur développement. Le rêve moderniste de retirer la vie à la matière pour la lui redonner ensuite de manière artificielle apparaît ici particulièrement suicidaire.

Le système économique va devoir tenir compte aussi du système social, de la différenciation sociale que celui-ci peut accepter, supporter. Il ne peut pas être construit sur la base d'une différenciation sociale de classes comme l'a été le système capitaliste européen ou de l'Asie orientale. Planifier signifiera donc mettre en cohérence ces trois systèmes solidaires au sein du système Terre, que la production marchande et la libre concurrence ne peuvent seules accorder. Il n'est pas vrai que l'« écosystème algérien » puisse nourrir la population dont le monde a rendu possible le développement. L'équilibre financier de l'État algérien ne doit pas dicter la surexploitation du système écologique.

Planifier ne peut plus s'entendre aujourd'hui dans le sens où concevoir et exécuter puissent obéir à une division sociale du travail autoritaire entre travail intellectuel et travail manuel, travail de conception et travail d'exécution, même dans les sociétés de classes où cela était le cas<sup>[3]</sup>. Pour la simple raison que le travail d'exécution est de moins en moins humain quand la contrainte énergétique le permet. L'hypothèse hégélienne selon laquelle le rationnel subsumerait le réel n'est plus féconde, le réel c'est du rationnel, mais pas seulement. Tout comme les hypothèses d'extraterritorialités naturelles de l'homme et culturelle de la science : l'homme n'est pas au-dessus de la nature et la Science au-dessus de la culture.

Planifier suppose le partage d'une vision collective qui développe une compréhension adéquate de la façon dont le monde est (notre compréhension scientifique du fonctionnement du système complexe des humains et du reste de la nature), dont il peut être et que nous aimerions qu'il soit (notre vision partagée d'un avenir possible et souhaitable). Cela suppose outils et techniques analytiques capables de créer et d'approfondir cette compréhension ainsi que le développement de nouvelles institutions, des politiques et des stratégies.<sup>[4]</sup>

Pour accroître le bien-être et la « capacitation » de la société, il va falloir revoir les rapports entre les différentes formes de capital. Il faudra revoir l'hypothèse de substituabilité de toutes les formes de capital en celle du capi-

tal physique et financier. Il faudra certainement équilibrer les rapports entre le capital naturel, le capital humain et celui physique des machines. *On ne peut pas considérer le développement de l'usage des machines en substitution du travail humain comme le critère numéro un de l'accroissement du bien-être et de la puissance, ni le développement de l'usage des produits industriels en substitution du capital naturel.* Mais la capacité des différentes formes de capital à s'appuyer mutuellement et à assurer leur reproduction. Nous ne pouvons pas abstraire notre mode de vie de « notre » condition écologique, notre consommation d'énergie et de matière de « nos » ressources naturelles ni de « nos » dispositions sociales fondamentales. Nous pouvons les inscrire convenablement en étant en mesure d'adopter les bons « modes d'abstraction » que les circonstances peuvent exiger. Nous avons besoin d'emprunter à d'autres écosystèmes pour faire face aux besoins que le monde nous dicte et dont seuls nos avantages comparatifs peuvent nous en donner les moyens. Adopter les bons modes d'abstraction pour être en mesure de remonter les chaînes de valeur mondiales en nous incorporant les bons savoir-faire, en améliorant nos interdépendances mondiales marchandes et non marchandes.

Si donc l'économie du bien-être ne s'identifie plus à l'économie du profit, dans le sens où la recherche du profit n'est plus traduite par une conversion systématique des différentes formes de capitaux en capital financier de propriété exclusive, elle ne s'opposera pas à une économie de la puissance. La puissance du point de vue du corps social, de sa bonne santé et de sa capacité à transformer ses formes de capitaux en pouvoirs pertinents. L'être-bien du corps social s'interprète comme corps puissant dans un environnement donné. La puissance doit donc être repensée dans le cadre de l'économie écologique, la société comme sous-système du système naturel développant un système économique performant, autrement dit se renforçant en renforçant le système social et le système naturel. Il faudrait donc *penser la puissance de la société aussi comme puissance du système naturel.* Car, on ne peut plus penser séparément système social, système économique et système naturel, la puissance d'un système se convertissant dans la puissance de l'autre. Étant donné leurs interdépendances et leurs échanges, les systèmes s'échangent leurs potentialités. La fragilité d'un système, du système naturel par exemple, est fragilité des deux autres systèmes, s'ils ne peuvent y remédier.

La puissance peut être dite en opposition au bien-être dans le système capitaliste. La planification est alors l'œuvre des grandes entreprises qui par la domination des chaînes de valeurs essaye de déterminer les propensions sociales et les tendances du marché de sorte que la perspective court-termiste du capital financier soit congruente. L'entreprise ordinaire ne peut pas se tenir d'elle-même sur un chemin planifié où intérêt à court terme et intérêt à long terme sont congruents. Il se peut même que l'intérêt de l'économie à moyen ou long terme ne réside pas dans sa conservation. L'entreprise ordinaire a une vie brève, elle représente une cellule du tissu industriel qui se renouvelle rapidement. L'entreprise est une combinaison de ressources qui est destinée à évoluer, à se défaire et se refaire. Elle doit évoluer avec ses ressources, disparaître, muter, etc.. Elle fait partie des ressources d'un ensemble plus large dont la conservation importe

plus que la sienne. Elle fait ensuite partie d'une offre qui doit rencontrer une demande pour se réaliser. Sans la demande l'offre n'est rien. Sans l'horizon que fixe la demande, l'entreprise ne peut pas s'orienter. À titre d'exemple, que peuvent opposer les États-Unis à une Chine qui se répand en quête de bien-être et de puissance ? Comment le monopole sur la technologie peut-il tenir face à une armée croissante d'ingénieurs ? Probablement par le moyen d'une nouvelle distribution mondiale du pouvoir technologique qu'il ne faudra plus réserver à la dispute entre la Chine et l'Occident. Renoncer à la suprématie, tel serait le prix à payer par la puissance occidentale pour empêcher la suprématie chinoise. Attendons de voir comment les États-Unis vont « armer » l'Inde et l'Europe l'Afrique.

La planification n'est donc pas l'affaire de l'entreprise, même adossée à l'État. L'État et l'entreprise sont incapables de réaliser les bonnes interdépendances marchandes et non marchandes. Un troisième pilier est nécessaire<sup>[5]</sup>. Ce qui distingue les ressources c'est leur rapport à la région, c'est leur mobilité. C'est la région qui s'attache les ressources, qui fait la différence entre activité/capital nomade et activité/capital sédentaire ; c'est la région qui peut gérer les rapports entre ressources nomades et sédentaires des entreprises et leur évolution ; c'est la région qui peut définir l'horizon de sa demande en s'interrogeant sur la manière dont elle peut obtenir du monde, des autres régions, la satisfaction de ses besoins fondamentaux. C'est la région qui en distinguant activités nomades nationales et internationales d'une part, activités nomades et activités sédentaires d'autre part, pourra développer une politique d'enrichissement des activités et capitaux sédentaires par les activités et capitaux nomades<sup>[6]</sup>. Car pour s'insérer, progresser dans les chaînes de production et de valeur mondiales le recours aux capitaux d'autres territoires, qu'ils soient nomades ou sédentaires, est nécessaire. Et le recours à des tels capitaux s'il n'est pas soumis à une logique d'endogénéisation, d'enrichissement du capital sédentaire, ne pourra qu'abandonner le capital nomade à sa logique extractive d'appauvrissement du capital sédentaire.

En guise de conclusion provisoire, une indication et une distinction. C'est en comptant sur une coproduction avec la Turquie que l'Algérie pourrait s'inscrire dans les chaînes de valeur mondiales, si la Turquie réussissait elle-même à poursuivre sa progression dans les chaînes de valeur mondiales, européennes et chinoises. On ne peut pas espérer s'accrocher à l'Allemagne ou à la Chine dans le solaire par exemple sans une médiation de puissance émergente intermédiaire. C'est probablement avec la Turquie qu'il faut penser nos rapports avec la France, la Russie et la Chine pour nous en rendre la distance moins grande. Alors que l'on préfère parler de stratégie plutôt que de planification pour éviter la charge négative dont l'expérience socialiste a investi le terme, parler de planification, va plus loin que parler de stratégie qui est souvent affaire d'agents et de contingences. L'erreur fondamentale de la planification socialiste est de ne pas avoir fait jouer en sa faveur le caractère stratégique des individualités. La planification doit redonner leur place à l'individu et à la région stratégiques. La planification est une chose, la stratégie une autre. Le plan ne définit pas la stratégie, la stratégie est le moyen de réaliser les objectifs du plan. Le plan doit relever de la loi, du code, de l'explicite, la stratégie doit relever du tacite, de l'entendu et de l'implicite. Le plan appelle la coopération, la stratégie suppose la compétition.

Notes :

- [1] Peut-être est-ce là, la façon dont Fernand Braudel réconcilie les termes de culture et de civilisation dont la définition oppose les cultures française et allemande.
- [2] Je signale une certaine résonance de la présente réflexion avec l'entretien accordé par Nouredine BOUTERFA à radio M quand il conclut que « la transition énergétique et écologique est pour lui une vraie révolution », « l'opportunité de mettre en œuvre un nouveau modèle économique ». Remonter la chaîne de valeur de la production d'énergie c'est être en mesure de faire face aux besoins du monde et de la société. Les énergies fossiles n'en ont pas été l'occasion, le solaire pourrait remettre l'Algérie au centre du processus mondial de transition énergétique et écologique. Plus de machines, d'esclaves mécaniques en place et lieu d'esclaves humains, passe par plus d'énergie à moindre coût économique, social et écologique. Plus d'énergie à moindre coût économique, social et écologique, tel devrait être le programme de la nouvelle économie. <https://www.youtube.com/watch?v=xVlnV-aZB4E>.
- [3] La division occidentale internationale du travail industriel se rend compte qu'elle ne peut plus contrôler le processus de production en le tenant seulement par ses deux bouts : la conception et la vente. Le processus de production bourgeoise aussi sur les autres parties de la chaîne de production. L'innovation colle au processus de travail, qu'il soit de fabrication ou de transport (exemple des semi-conducteurs), le contrôle importe autant au début qu'à la fin (exemple des matières premières rares).
- [4] Costanza, R.. 2020. Ecological Economics in 2049: Getting Beyond the Argument Culture To The World We All Want. *Ecological Economics* 168:106482.
- [5] Raghuram RAJAN, The Third Pillar (2019). Voir in *Utopies made in monde* de Jean-Joseph Boillot, chapitre 23, Raghuram Rajan et l'équilibre à trois piliers. Odile Jacob, 2021.
- [6] Pour la définition de ces notions d'activités nomades et sédentaires, voir Giraud Pierre-Noël. *L'inégalité du monde. Économie du monde contemporain*. Gallimard, 1996.



# ■ Israël, héritière du troisième Reich, rentière du nazisme

Le centre de la guerre est la Palestine, mais ses dimensions sont nettement plus larges...Le combat est seulement un aspect du conflit qui est dans son essence politique. Et, politiquement, nous sommes les agresseurs et ils se défendent...Politiquement ils l'emportent sur nous. Le pays leur appartient parce qu'ils y habitent, alors que nous voulons venir et nous installer, et, de leur point de vue, nous voulons leur confisquer leur pays, alors que nous sommes encore hors de lui.» (Bengourion, futur premier ministre d'Israël, : «Discours au Comité Politique du Mapai, 7 Juin 1938, Source: <https://quotepark.com/fr/auteurs/david-ben-gourion/?o=new>»)  
«Nous affirmons que la lutte du peuple palestinien est un mouvement indigène de libération confronté à une colonie de peuplement...Israël a étendu et renforcé sa souveraineté de colonie de peuplement à travers la guerre, les expulsions,



**Par Mourad Benachenhout**

**L'**Holocauste, qui, faut-il encore le rappeler? s'est déroulé sur le territoire européen, et avec des acteurs exclusivement européens, a été un crime dirigé, non spécifiquement contre un groupe ethnique ou religieux particulier, mais contre tout un ensemble de membres de races qualifiées de «bas-ses» par les penseurs et les dirigeants nazis, et à leur tête Adolph Hitler.

## L'HOLocauste INTERPELLE TOUTE L'HUMANITÉ

Ce crime constitue une tache indélébile sur la «civilisation occidentale», dont toutes les valeurs ont été violées. Il est d'autant plus impardonnable qu'il a été décidé, programmé et perpétré par des hommes et des femmes imbus de «valeurs chrétiennes», et qui ne pouvaient même pas invoquer l'ignorance des règles de l'amour de l'autre apportées au monde par les enseignements de Jésus Christ. Le souvenir de l'Holocauste doit certainement être perpétué, dans l'intérêt même de l'humanité, et pour éviter qu'il se répète, quelles que soient ses futures victimes et quel que soit le lieu où elles vont être condamnées et frappées de mort pour la simple raison qu'elles ne ressemblent pas aux autres membres de leur société. Nul n'a intérêt à oublier l'holocauste, ou à le nier, quelle que soit sa race, sa religion ou ses opinions politiques, car la haine et la peur de l'autre sont profondément ancrés dans la mentalité humaine, et les populistes ne manquent pas qui, pour accéder au pouvoir suprême, n'hésiteront pas à exploiter ce sentiment de peur de l'autre et à l'exacerber jusqu'à ce que la solution finale apparaisse comme la seule issue pour éliminer la peur de l'autre. On l'a vu encore récemment en ex-Yougoslavie, territoire européen, et le massacre des musulmans de Srebrenica, sous l'œil attentionné de soldats de la patrie de Ann Frank, et au Myanmar, où, comble du paradoxe, la dame Aung San Suu Kyi, titulaire du Prix Nobel de la Paix, et maintenant emprisonnée par ses donateurs d'ordre, (châtiment divin ou simple morale de criminels se débarrassant d'une complice devenue trop ambitieuse et encombrante?) a été chargée de mettre en œuvre le génocide des Rohingya, ethnique birmane, dont le seul crime est d'être musulmans.

## LES SIONISTES SE SONT PROCLAMÉS HÉRITIERS DU TROISIÈME REICH ET TIRENT UNE RENTE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DU NAZISME

L'Holocauste, en tant que crime contre l'humanité, n'est la propriété de personne, ni d'un pays, ni d'un groupe humain, quelles que soient les souffrances que ses membres aient connues de son fait. Tout le monde doit s'en souvenir, et tout le monde doit en tirer la leçon. Tenter de réserver la perpétuation à un seul groupe humain est un acte de «captation d'héritage», dont l'objectif n'est pas d'éviter qu'il se reproduise, mais de l'exploiter à son avantage, pour justifier ses propres crimes contre l'humanité. Comme l'a rappelé le chercheur

israélien Shlomo Sand, dans son livre intitulé: «Comment j'ai cessé d'être juif» (Editions Flammarion, Café Voltaire, 2013)

«À compter du dernier quart du XXe siècle, le souvenir de presque toutes les victimes qui n'avaient pas été marquées par les nazis comme «sémite» a disparu. Le crime industriel est devenu une tragédie exclusivement juive. La mémoire occidentale du phénomène concentrationnaire et de l'extermination nazis, s'est peu ou prou vidée des autres victimes: tziganes, résistants et opposants, communistes et socialistes, témoins de Jéhovah, intellectuels polonais, commissaires et officiers soviétiques, etc. À l'exception relative des homosexuels, tous ceux qui ont été exterminés par les nazis, parallèlement à l'assassinat systématique des juifs et de leur descendance, ont aussi été effacés des réseaux hégémoniques de la mémoire.

«La place marginale que le judéocide avait occupée jusqu'alors dans le souvenir de la civilisation «judéo-chrétienne» était bien évidemment intolérable. Il importait, au plan moral, qu'il soit reconnu comme un élément central du rapport que l'Europe entretenait avec la Seconde Guerre mondiale. Cependant, il en fallait bien davantage pour la nouvelle politique sioniste et pseudo-juive: il ne lui suffisait pas que le souvenir des victimes fût gravé dans la conscience de l'Occident. Elle revendiquait la spécificité, l'exclusivité et la propriété nationale totale sur la souffrance. De là date ce qui est appelé opportunément l'«industrie de la Shoah», avec l'objectif de maximiser le passé douloureux afin d'accumuler un capital de prestige, mais aussi économique.

«Toutes les autres victimes furent donc écartées, et le génocide devint une exclusivité juive; toute comparaison avec l'extermination d'un autre peuple fut désormais interdite. «Le camp des descendants des survivants de l'extermination n'a cessé de grandir à partir des années 1970: depuis lors tout le monde a voulu faire partie des rescapés. Nombre d'Américains d'origine juive qui n'ont pas vécu en Europe pendant la Seconde Guerre ni manifesté de solidarité effective avec les victimes au temps du massacre se sont déclarés héritiers directs des survivants de l'œuvre de mort. Des enfants de juifs d'Irak et d'Afrique du Nord en sont venus à se considérer comme partie intégrante du camp croissant des victimes du nazisme. En Israël sont apparus dans ces mêmes années la formule «deuxième génération de la Shoah», puis «troisième génération»; le capital symbolique de la souffrance passée se destine donc à être légué, comme tout capital.» (pp. 57-60)

## UN RAPPORT DE HUMAN RIGHT WATCH ACCABLAN ET REÇU PAR UN SILENCE ASSOUDISSANT DE LA «COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE»

Le 27 Avril de cette année, Human Right Watch a publié un long rapport de 224 pages, avec cartes et photos, (voir: «<https://www.hrw.org/report/2021/04/27/threshold-crossed/israeli-authorities-and-crimes-apartheid-and-persecutions>») sur la politique d'apartheid menée délibérément par les autorités juives de la Palestine historique, rapport donnant des preuves concrètes de cette politique destinée essentiellement et avant tout à inscrire la judaïsation de l'ensemble du terri-

toire palestinien, en y effaçant graduellement toute présence humaine autre que celle des Juifs. Il faut souligner que ce rapport, préparé depuis des années, a été totalement ignoré par la «communauté internationale», qui se présente pourtant comme la conscience de l'humanité. Ce silence est d'autant plus incompréhensible que, de l'autre côté, cette même «communauté» ne manque pas, par leaders interposés, et par une couverture médiatique intense, de couvrir le moindre abus et arbitraire même dirigé contre un seul individu, transformé en «héros de la démocratie», ou «victime d'autocrates».

Pourquoi la chape de plomb sioniste sur le peuple palestinien est-elle non seulement tolérée, mais même justifiée par cette «communauté internationale» au cœur si tendre quand il s'agit de pleurer sur le sort d'autres minorités opprimées que le peuple palestinien? C'est là une question légitime, et dont la réponse ne se trouve nullement dans le sort réservé aux victimes de l'Holocauste pendant la deuxième guerre mondiale.

Voici, en résumé, ce que ce rapport, qui qualifie la politique des autorités juives de crimes contre l'humanité devant donner lieu à poursuite par la Cour Internationale de Justice et par un boycott international de l'Etat juif: «Les autorités israéliennes se sont livrées à une série d'abus à l'encontre des Palestiniens. Beaucoup de ceux perpétrés dans le territoire palestinien occupé constituent de graves violations des droits fondamentaux et des actes inhumains, autre élément requis pour constituer le crime d'apartheid: restrictions de mouvement draconiennes, qu'il s'agisse du bouclage de Gaza et d'un régime de permis; confiscation de plus d'un tiers des terres de Cisjordanie; conditions de vie difficiles dans certaines parties de la Cisjordanie qui ont conduit au transfert forcé de milliers de Palestiniens hors de leurs foyers; refus du droit de résidence à des centaines de milliers de Palestiniens et à leurs proches; et suspension des droits civils fondamentaux de millions de Palestiniens.

«Nombre des abus commis dans le cadre de ces crimes, tels que le refus quasi catégorique des permis de construire aux Palestiniens et la démolition de milliers d'habitats sous prétexte qu'un permis n'avait pas été délivré, n'ont aucune justification sécuritaire. D'autres, comme le gel effectif par Israël du registre de la population qu'il contrôle dans le territoire occupé, lequel bloque concrètement le regroupement familial pour les Palestiniens qui y vivent et empêche les habitants de Gaza de vivre en Cisjordanie, utilise la sécurité comme un prétexte pour poursuivre de nouveaux objectifs démographiques. Même lorsque des motifs sécuritaires sont invoqués, ils ne justifient pas davantage l'apartheid et la persécution que ne le feraient le recours à la force excessive ou à la torture, a souligné Human Rights Watch.» (dans «<https://www.hrw.org/fr/news/2021/04/27/des-politiques-israeliennes-abusives-constituent-des-crimes-dapartheid-et->»)

Le lecteur est invité à lire tout le résumé de ce rapport qui constitue un acte d'accusation irréfutable; et que les autorités juives de la Palestine historique ont accueilli avec les qualificatifs habituels de «document antisémite» d'inspiration nazie, recourant à la stratégie habituelle «d'empoisonnement du puits», qui répond par des attaques personnelles contre

les dénonciateurs de ses crimes au lieu de présenter les preuves concrètes les réfutant. D'ailleurs, il faut souligner que le gouvernement juif de la Palestine officielle a été destinataire de ce rapport presque une année avant qu'il ait été rendu public; ce gouvernement avait tout loisir d'y répondre en détail et de réfuter, par des preuves concrètes, chacune de ses affirmations. Qui ne dit mot consent! Et on peut donc considérer ce rapport comme décrivant une réalité à la fois juridique, légale, politique et économique. Israël est exactement l'image que ce rapport donne.

## En conclusion

Une autre citation qui vient à point pour compléter cette contribution, destinée à donner, de manière résumée, la preuve qu'Israël se considère comme l'héritière du Troisième Reich et exploite la rente du Nazisme qu'est la perpétuation de son statut de victime, car abritant des Juifs:

«Pour qu'Israël continue à avancer dans les territoires disputés et à confisquer des terres sans être désapprouvée par les Etats Unis et la grande communauté internationale, elle doit construire une image qui assimile les Palestiniens, tous les Palestiniens, à des terroristes. C'est seulement en représentant les Juifs comme des victimes perpétuelles, d'abord traumatisés par le génocide sponsorisé par l'Etat d'Adolph Hitler pendant la seconde guerre mondiale, et maintenant en Israël par la violence sans limite des militants musulmans palestiniens, qu'Israël peut susciter le soutien inconditionnel à sa politique. La vie du Palestinien apparaîtrait de moindre valeur que celle du Juif, et pourraient être plus facile à détruire.» (dans: «Nathan Léon: L'Industrie de l'Islamophobie, Comment la Droite fabrique la Haine des Musulmans», Pluto Press, Londres, 2017)

Dans le décompte des victimes du génocide perpétré par les Nazis, seuls ont droit à la perpétuation de leur mémoire, les membres d'une seule communauté, les quelques 6 autres millions d'êtres humains qui ont perdus leur vie dans les camps de la mort nazis, n'auraient donc droit ni à rappel de leur sort, ni à la commémoration de leur meurtre! C'est là du racisme pur et simple qui devrait être condamné par cette fameuse «communauté internationale» se présentant comme la «conscience de l'humanité», et se donnant comme mission permanente de veiller à la défense des droits de l'homme universel. Mais si la vie d'un être humain est inférieure à celle d'un autre, sur la base de critères les différenciant l'un de l'autre, où est donc le «respect du à la vie de l'homme», fondement même de ces droits? En privilégiant seulement les victimes du génocide nazi provenant d'un seul groupe, ne contribue-t-il pas à perpétuer le racisme et le fanatisme religieux et ethnique qui a conduit et a justifié l'Holocauste pour ses acteurs? Le temps n'est-il pas venu enfin de mettre un terme à la confiscation par un seul groupe de ce crime qui interpelle toute l'humanité? Car, dans le cas contraire, le génocide et la répétition de l'Holocauste seraient acceptables s'ils touchent d'autres groupes humains que celui qui s'est emparé du génocide nazi et en fait un bouclier et une source de rente morale, politique et économique, et pour l'innocenter de ses propres crimes et même les justifier.



L'Histoire fidèle imposera à l'Occident et à Israël une solution unique

# Un État israélo-palestinien intégré et durable



Par Medjdoub Hamed\*

Daniel Pipes, journaliste et figure médiatique du courant néoconservateur américain, écrit dans un article « Israël, l'Amérique et les délires arabes » daté de mars 1991 : « Cette guerre qui est menée contre nous est une guerre sioniste », a déclaré Saddam Hussein à un journaliste de télévision à la fin de Janvier, « le sionisme est seulement ici en train de nous combattre à travers le sang américain. » Mais quand Bagdad veut peindre le président Bush comme « un archi-Satan » à la Maison Blanche, Israël, alors se rapetisse en devenant la dupe du mal de l'Amérique. »

Evidemment, seule une de ces caractérisations d'Israël peut être vraie : soit elle dirige la politique du Moyen-Orient de Washington, soit elle sert les intérêts impériaux américains - mais pas les deux. »

Des contradictions similaires ont été avancées depuis le début de la crise du golfe Persique. Le 24 Juin 1990, un peu plus d'un mois avant l'invasion irakienne du Koweït, un journal de Bagdad s'est plaint que le gouvernement des États-Unis simplement faisait écho des décisions prises en Israël, qu'il manquait d'une « politique d'indépendance » sur le conflit israélo-arabe. Puis, quatre jours plus tard, le 28 Juin, un autre quotidien de Bagdad a proposé exactement la thèse contraire, proclamant que les États-Unis depuis des décennies « ont utilisé l'entité sioniste comme instrument pour protéger ses intérêts dans la région. »

Les Irakiens ne sont pas seuls à adopter ces positions contradictoires. Gamal Abdel Nasser, le leader égyptien charismatique, avait l'habitude de déclarer que, si ce n'était pas dû à l'aide britannique, l'idée d'un État sioniste serait restée un « fantasme fou. » Dans le même temps, il souscrivait à une forme extrême de théorie du complot juif : « trois cents sionistes, dont chacun connaît tous les autres, gouvernent le sort du continent européen. » Son successeur, Anouar El-Sadate avait même pu décrire Israël comme le « gendarme » de Washington dans le Moyen-Orient, tandis qu'à d'autres occasions il maintenait que la politique américaine met « les intérêts d'Israël avant ceux des États-Unis eux-mêmes. » En quoi c'est choquant ou faux de dire qu'Israël dirige la politique du Moyen-Orient de Washington, ou qu'elle sert les intérêts impériaux américains ? Pourquoi une seule prémisse est vraie, et non l'autre ? Dire qu'Israël dirige la politique moyen-orientale américaine pour dominer la région moyen-orientale, ou dire que les USA utilisent Israël, pour le même objectif, revient à poursuivre les mêmes buts, la même domination, tant pour Israël que pour Washington. « Les USA et Israël ont besoin de l'un et l'autre pour dominer, via le Moyen-Orient où sont entreposées les plus grandes réserves pétrolières, le monde ».

Une vérité d'ailleurs perçue sur le terrain par la force même des événements qui ont fait l'Histoire du XXe et ce début du XXIe siècle. Sinon comment expliquer le soutien inconditionnel des États-Unis à Israël ? Comment expliquer cette baisse rapide et excessive du pétrole en moins de 6 mois ? Le baril de pétrole WTI de 105 dollars à moins de 50 dollars, parce que la Banque centrale américaine (FED) a décidé de fermer le robinet monétaire des pétrodollars (Quantitative easing) au premier semestre 2014. On peut comprendre ce que laisse entendre Daniel Pipes dans ce qu'il écrit « la perplexité arabe tenace - pourquoi le gouvernement américain semble privilégier 4 millions de juifs sur 150 millions d'Arabes. »

## L'HISTOIRE EST FIDÈLE À ELLE-MÊME

Comment est-ce possible, un État, à peine né en 1948 par la volonté des grandes puissances, a pu mettre en échec les forces armées de quatre pays arabes (Égypte, Irak, Liban, Transjordanie) ? Un prodige de David contre Goliath ? Bien plus, dans ce conflit, Israël a encore conquis 26% de territoires supplémentaires par rapport au plan de partage. Peut-on un seul instant penser « que si l'inverse s'est opéré », que ce sont les forces armées arabes coalisées qui ont défait les forces israéliennes, que serait-il advenu de ce nouvel État ? Les Palestiniens seraient-ils restés sur leur terre ? Et les communautés juives ? C'est une possibilité, vu le rapport des forces. Qu'en sera-t-il du plan de partage de la Palestine, voté par l'Assemblée générale de l'ONU, à New York, le 29 novembre 1947 ? Sera-t-il lettre morte, comme tant de résolutions qui n'ont pas été suivies d'effet ? Il est évident que tout a été prévu, tout a été planifié par les puissances occidentales, en particulier par les États-Unis. Même l'URSS a courtoisé Israël dans la perspective d'avoir un pied dans cette région centrale du monde, qui se trouve au confluent de trois continents, l'Afrique, l'Asie et l'Europe. Deux cartes majeures y recèlent, le canal de Suez et les plus grands réservoirs de pétrole du monde.

D'ailleurs, en 1956, la donne a changé, l'équilibre des forces de 1948 s'est transformé. Le deuxième conflit israélo-arabe se limite à la seule Égypte. Fait nouveau, ce n'est plus seulement Israël mais « une alliance tripartite entre deux puissances coloniales, la France et le Royaume-Uni et Israël pour agresser un seul pays arabe, l'Égypte ».

La guerre qui éclata en 1956, suite à la nationalisation du canal de Suez par l'Égypte, fait ressortir une nouvelle fois la politique impérialiste sioniste, comparable à celle des puissances coloniales. Non seulement Israël a chassé plusieurs centaines de milliers de Palestiniens de leur patrie, et les a traités en réfugiés dans les autres pays, les a exproprié de leurs maisons, de leurs terres et de leurs biens personnels, et a construit des colonies sionistes à leur place, mais cette fois-ci, cherche à mettre la main sur le Canal

de Suez. Un lieu géostratégique qui opère une jonction de la mer Méditerranée à l'Océan indien. Sauf que, cette fois-ci, les deux puissances coloniales et le nouveau État sioniste « n'ont pas tenu compte de l'Histoire ». L'Histoire ne donne pas à tous les coups la victoire sinon l'humanité serait sans sens. Pour la première fois, le rappel à l'ordre de l'Occident est intimé par l'Union soviétique. L'URSS menace la France, le Royaume-Uni et Israël d'une riposte nucléaire, en cas de poursuite de l'offensive. Que l'OTAN rappelle à l'URSS qu'il riposterait ne change rien à la crise. L'URSS s'est engagée publiquement et mondialement à une riposte militaire, ce qui ne pouvait que s'opérer au cas où les puissances-agresseurs n'obtempèrent pas. Une telle menace ne pouvait que faire sortir les États-Unis de leur passivité encline à l'agression tripartite, et l'amener à demander le retrait des forces occidentales. Bien plus, devant le danger soviétique, les États-Unis envoient leurs forces interférer dans le dispositif franco-britannique. En juin 1967, l'Histoire du monde ne surprend pas outre-mesure. « Fidèle à elle-même, elle ne fait que confirmer ce qui était en puissance ». En effet, la guerre-éclair des Six Jours a cherché à laver l'affront arabe et de l'Union soviétique de ce qui s'était produit en novembre 1956. Il était évident que, pour mener une telle guerre-éclair contre l'Égypte, la Jordanie et la Syrie et qui s'est soldé par une victoire éclatante pour Israël, c'est que cette guerre a été minutieusement préparée dans les officines occidentales. Israël n'a été qu'un exécutant et probablement avec jonction de forces occidentales.

Des avions de guerre occidentaux peuvent être facilement repeints. Qui va contrôler les aéroports de l'OTAN ou d'Israël ? Une « guerre préventive sans déclaration de guerre », à la suite du blocus du détroit de Tiran aux navires israéliens, et qui a mis hors de combat l'aviation égyptienne au sol, ne pouvait qu'octroyer la victoire d'Israël sur les armées arabes, sans couverture aérienne.

## LES « ENJEUX DES TERRES » QUI ONT COMMANDÉ LA NAISSANCE DE L'ÉTAT D'ISRAËL

Mais là encore rien n'est pérenne en Histoire, la tactique militaire s'apprend. Et surtout ce que l'Occident et Israël oublient, c'est que « La PUISSANCE ENGENDRE La PUISSANCE ». « Une défaite aujourd'hui prépare une victoire demain ». C'est une loi historique. Il y a un équilibre-déséquilibre et de nouveau un équilibre dans les forces qui maintiennent les structures de l'humanité-monde.

Et si dans un sens caché, hermétique, la greffe violente d'Israël en terre d'Islam, puisqu'elle a été rendue possible et s'est réalisée par les forces historiques, qui sont allées au-delà des puissances occidentales, ne relève que des « Lois de la Nécessité ». « Tout ce qui est et vient à être est nécessaire », et CELA ON NE PEUT L'OUBLIER. C'est ce que l'on doit comprendre de la phénoménologie de l'Histoire de l'humanité. Et cela va « au-delà des souffrances des peuples », un passage malheureusement obligé par lequel doivent passer les peuples. Comme on l'a déjà dit dans les écrits précédents, « le Mal historique travaille pour le Bien, et le Bien travaille contre le Mal historique ».

Si Israël n'avait pas existé, les pays arabo-musulmans n'auraient pas été ce qu'ils sont aujourd'hui. Et Israël ne serait pas lié à ce seul État d'Israël qui n'aurait certainement pas existé s'il n'y avait pas les formidables réserves de pétrole dans cette région du monde, ni s'il n'y avait pas ce canal de Suez, à l'embouchure du Sinaï. Les puissances occidentales n'auraient aucun intérêt à financer et à armer les sionistes juifs parce qu'il n'y a rien à dominer dans une région qui serait sans intérêt pour leur domination. De même, s'il n'y avait pas ces richesses pétrolières ni de canal de Suez, il n'y aurait certainement pas d'accords Sykes-Picot, de 1916.

Les pays arabes seraient ce qu'ils étaient, des peuples musulmans sans intérêts géostratégiques, mis à part les Lieux Saints. Aussi, peut-on énoncer cette vérité, l'Homme comme les peuples sont ce que sont leurs « Terres d'accueil ». Pour l'exemple, si l'Amérique n'était qu'un vaste désert, elle n'aurait jamais été ce qu'elle est aujourd'hui.

Une Terre qui rayonne sur les autres terres. Les hommes sont ce par quoi est leurs terres. Une terre pauvre en fera un peuple pauvre, une terre riche en fera un peuple riche.

Précisément, ce sont « ces enjeux des Terres qui ont commandé la naissance de l'État d'Israël », et non comme on le croit, la volonté des sionistes. Dussent-elle être déterminante dans les affaires américaines et européennes, la volonté sioniste ne reste

qu'un instrument au service des grandes puissances pour la domination de ces terres. La création d'un État israélien serait sans sens, sans but s'il n'y avait pas un facteur déterminant, bien au-dessus du facteur sioniste, bien au-dessus des hommes juifs, arabes, européens et américains. On ne finance ni on n'arme jamais rien pour rien, jamais rien sans rien. La Terre pour ainsi dire se finance par elle-même, par ses propres richesses qu'elle détient. Et c'est là une vérité intangible dans les relations internationales et ceci, de tout temps – « l'homme a toujours convoité les terres riches des autres ».

## LES ÉTATS-UNIS QUI NE PATIENTENT PAS SONT SURPRIS DE CE QU'ILS ONT TOUJOURS CRU, UNE « SUPERPUISSANCE MONDIALE »

La guerre du Kippour est venue, d'une manière magistrale, démontrer que « La Puissance Engendre la Puissance ». En effet, en octobre 1973, la guerre préventive s'est cette fois opérée du côté égyptien. La « Ligne Bar-lez » qui était estimée imprenable et qu'elle ne pouvait être détruite que par des armes nucléaires tactiques fut balayée par de simples pompes à eau. Et il fallait y penser, un « génie arabe », force de le dire, ce à quoi n'ont pas pensé les stratèges israéliens, américains et européens. Pourtant censés être les plus intelligents, les plus préparés compte tenu de l'emploi tactique, des rapports de force et du matériel de guerre. Selon l'Histoire, c'est un simple sous-lieutenant égyptien qui a donné l'idée à une question de l'état-major égyptien de l'époque « comment abatte la ligne de Bar-lez jugée imprenable », une ligne défensive israélienne construite sur du sable. Une guerre qui restera dans les annales de l'Histoire. Pour la première fois, Israël comme les États-Unis ont compris qu'ils doivent lâcher du lest, et doivent tout faire pour amener l'Égypte à sortir du front arabe. Israël n'était pas de taille avec l'Égypte, sinon ni Israël ni les États-Unis n'auraient accepté de négocier avec l'Égypte. L'Égypte plus que la Syrie et l'Irak, a rompu l'équilibre géostratégique tissé par la superpuissance américaine. Ainsi se comprend que la première phase de l'histoire du Proche et Moyen-Orient s'est terminée, et qu'une nouvelle phase va commencer, mettant en prise cette fois-ci non seulement Israël, mais les puissances occidentales, à la tête desquelles les États-Unis. Le Liban, après la guerre des Six Jours et l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza en 1967, puis la répression jordanienne contre les fédajins palestiniens en 1970 (Septembre noir) sera amené à devenir le foyer du sentiment panarabe et révolutionnaire. Les séquelles de cette guerre civile libanaise resteront gravées dans la mémoire des communautés libanaises (chiite, sunnite, druze, chrétienne).

Mais c'est l'irruption de l'Iran islamique, en 1979, qui va changer les données et marquer définitivement la région proche et moyen-orientale. Les Américains, à peine avoir sorti l'Égypte du front arabe, qu'un nouveau pays musulman va de nouveau menacer l'équilibre israélo-américain dans la région. C'est un peu comme « La Nature a horreur du vide ». On peut dire que l'Histoire s'est chargée de remplacer l'Égypte par un acteur encore plus redoutable, l'Iran, qui va menacer entièrement l'ordre israélo-américain de la région proche et moyen-orientale.

Deux guerres atroces, à la suite de l'avènement d'un régime politique islamiste en Iran, vont s'enclencher à un court intervalle et durer presque une décennie. L'Histoire s'est accélérée entre 1975 et 1990. Les atrocités commises dans les trois guerres : guerre Irak-Iran, guerre URSS-Afghanistan et guerre civile au Liban, changeront la nature même de la guerre. Israël est désormais dépassé par les événements. LA PUISSANCE ENGENDRÉE, depuis l'Avènement du Petit Israël, A DÉPASSE TOUT CE QUI A D'IMAGINABLE.

Israël n'est désormais cantonné que de ce qui est la Palestine, et ce qu'elle a pris de la Syrie et du Liban. Depuis son retrait du Liban et le peu glorieux fait d'arme le « massacre de Sabra et Chatila » en 1982 – un crime parmi tant de crimes perpétrés contre l'humanité –, il n'est plus maître ni de son destin ni des intérêts de l'Amérique. Il doit désormais remettre son sort entre les mains de son protecteur, l'Occident, essentiellement à l'Amérique, et aussi en contrepartie des gages américains, son « arsenal nucléaire » tant médiatisé à dessein.

Suite en page 12

\*Auteur et chercheur spécialisé en Économie mondiale, Relations internationales et Prospective



L'Histoire fidèle imposera à l'Occident et à Israël une solution unique

# Un État israélo-palestinien intégré et durable

Suite de la page 11

**A**vant même que l'Union soviétique soit broyée, il faut dire « broyée par cette région centrale du monde, trois fois sainte », les États-Unis ne patientent pas et s'attaquent déjà à cette terre, en visant d'abord l'Irak ». Une guerre peu glorieuse, une guerre essentiellement technologique par les airs, en 1991. Ne pouvant entrer en Irak de peur de se trouver « pris dans les filets d'un deuxième Vietnam » – l'Irak, à cette époque, était considéré la quatrième armée du monde. Les États-Unis attendront plus de douze ans d'embargo et de désarmement pour attaquer et occuper l'Irak en 2003. Cette énième agression américaine sur des pays libres ne s'est faite que lorsque les stratèges du Pentagone, ne tirant pas de leçon de l'histoire, « ont pensé que le Fruit est mûr ». Mais ils l'apprendront à leurs dépens. Les États-Unis n'y échapperont pas, la guerre en Irak se transformera en un véritable Vietnam, dès 2004.

Le doute désormais s'installe dans l'esprit des décideurs du monde. « Comment ce petit peuple irakien qui n'est adossé à aucune grande puissance comme l'était le Vietnam du Nord qui avait la Chine à ses frontières et les rotations de 300 000 chinois dans les théâtres de combat, et l'aide militaire massive de l'URSS et de la Chine, a pu uniquement par des volontaires moudjahidines mettre en échec l'armée la plus puissante du monde ». L'enlèvement des États-Unis en Irak était total, tout ce qui était américain en Irak était attaqué par simplement des mains d'hommes qui luttait pour leur liberté, leur dignité. Que peut-il un char américain contre un seul homme embusqué et armé d'un RPG7 ? La Route de l'Aéroport de Bagdad était appelée la « route des RPG7 ». Précisément, ces hommes qui combattaient avaient la Terre irakienne pour eux, « un esprit de la terre les protégeait », et malgré les milliers de morts irakiens, l'esprit renaissait dans ceux qui vivaient. Alors que l'esprit de ceux qui agressaient les abandonnait. La Terre irakienne était elle-même contre les Américains – ils semaient la mort. Il y a une « Métaphysique-monde dans le rapport agresseur-agressé », qui n'est pas perçu par l'homme. Non qu'il ne la pense pas, mais qui ne se laisse pas penser par celui qui poursuit une cause injuste. Et, c'est ce qui ressort dans tout conflit, quelle que soit sa durée. Avant même l'homme, c'est cette Métaphysique-monde qui règle les problèmes des hommes. Pour l'exemple, l'Amérique n'a rien appris du Vietnam, ni de l'Union soviétique en Afghanistan. « Elle a eu, à son tour, à l'apprendre en Irak. » A l'instar de l'URSS qui a disparu de la scène de l'Histoire, les Américains, depuis leur échec en Irak et en Afghanistan, doutent probablement de leur statut de superpuissance. Pour la raison unique qu'ils ne peuvent vaincre les peuples. Le temps de l'ancienne Rome est désormais révolu, en ce début de troisième millénaire.

## ISRAËL FACE À L'HISTOIRE, ELLE-MÊME A LA « MÉTAPHYSIQUE-MONDE »

Il faut le dire « Le pouvoir de la force ne peut rien contre l'esprit des hommes, a fortiori lorsque les hommes ont conscience de leur terre, qu'ils doivent la défendre quel que soit le prix qu'ils ont à payer ». La Terre est porteuse d'espoir, l'homme ne fait qu'espérer en son sein. La différence entre un Irakien, un Libanais et un Israélien, c'est que l'Irakien comme le Libanais espère dans leur terre, elle est à eux, octroyé par la « Métaphysique-monde ». Ce qui n'est pas le cas des Israéliens qui ont agressé, tué, avec l'aide des puissances, rejeté la plus grande partie du peuple qui y vivait. Il y a cette conscience de cette spoliation qui reste dans les consciences des hommes. Israël ne pourra jamais s'en départir jusqu'à ce qu'elle y remédie, y apaise cette blessure infligée au peuple palestinien. Cependant, Israël n'est pas seul dans le conflit avec cette terre qu'elle occupe pour ainsi dire indument puisqu'elle l'a occupée par la force, et par les intérêts géostratégiques qu'Israël peut apporter aux grandes puissances. Donc il y a un double facteur qui font que cette « terre convoitée » a un rôle historique à jouer dans l'évolution du monde. Donc Israël comme les grandes puissances se trouvent ensermés dans cette problématique-monde.

Aujourd'hui, après la débâcle américaine en Irak, et son retrait annoncé d'Afghanistan, les États-Unis se sont vus signifiés les limites de leur puissance. Ils ne sont puissance que si, en face, cette puissance est corrélée par la faiblesse de l'autre puissance. Or, aujourd'hui, au vu même de l'évolution des conflits armés, il est réaliste de dire qu'il n'y a pas de faiblesse, que toutes les terres comme leurs peuples se valent. Par conséquent, au lieu de s'arc-bouter dans une position chimérique d'assiégée, alors que c'est Israël qui assiège, et de croire à son protecteur américain qui lui-même n'arrive pas à sortir de ses contradictions, ce nouvel État juif doit apprendre à aller dans le sens de l'Histoire. « Créer des bantoustans autour de lui, c'est créer la menace, c'est ne pas sortir de la menace même sur son existence. »

Il y a des appels pacifiques de la communauté internationale aujourd'hui pour régler le problème de la Palestine, et ces appels sont réels, et Israël doit tout faire

pour régler, pour tourner cette page de l'Histoire. « Il y a aussi le peuple israélien lui-même pris en otage, il y a des Israéliens qui sont conscients que leur survie en tant qu'État passe par faire la paix avec ceux qui ont été spoliés de leurs terres. » Il faut qu'il y ait une éclaircie de vision chez tous les acteurs en Israël pour sortir de cette situation sans avenir.

Il faut se dire qu'il y a l'Histoire et la « Métaphysique-monde » qui règle les problèmes du monde, et ne pas croire que cette « Métaphysique-monde » impose tout aux hommes. Une telle situation serait sans sens, une situation fatale et sur laquelle l'homme n'a pas de prise serait incompréhensible, voire impossible. Mais il y a une alternative où la « Métaphysique-monde agit sur l'histoire humaine qui devient alors fidèle à elle-même. Et c'est ainsi que lorsque l'homme n'agit pas, lorsqu'il devient aveugle, lorsqu'il ne réfléchit qu'à son intérêt immédiat, sans penser aux conséquences de ses actes, que l'histoire se réoriente par elle-même sans même que l'homme prenne conscience qu'en fait, dans son aveuglement, il a rendu service à l'Histoire. L'histoire alors construit une nouvelle humanité loin de cet aveuglement humain qui en fait a été intégré dans la marche positive du monde. » Aussi, il y a une possibilité pour Israël encore disponible pour sortir de ce cercle vicieux de puissance qu'il veut encore faire durer », alors qu'Israël n'est qu'un petit pays, que toute sa puissance est artificielle, et le doit surtout à la superpuissance américaine. Et cette possibilité, ce n'est pas Israël qui la prendra mais l'histoire fidèle par elle-même qui la lui fera prendre. Et c'est là le paradoxe, l'aveuglement d'Israël et sa puissance tutélaire qui lui permet d'aller contre toutes les résolutions onusiennes et du Conseil de sécurité travaillent en fait pour l'accomplissement de l'histoire non selon les vues d'Israël et des États-Unis et de l'Occident tout entier, mais selon ce qui doit sortir de constructif pour les peuples. Et c'est cela le paradoxe et que Hegel appelait les « ruses de l'histoire ». En fait, ce ne sont pas des ruses de l'histoire, ces ruses le sont pour les humains, mais elles ne le sont pas pour la « Métaphysique-monde », ce qu'Hegel appelle l'Esprit dans l'Histoire. Et cet Esprit dans l'histoire est aussi cet esprit qui est en chaque être humain sur cette Terre bénie par Dieu.

## POINT BESOIN POUR ISRAËL DE CORRIGER LE TIR – L'HISTOIRE LUI FERA CORRIGER SON TIR. ELLE Y TRAVAILLE DÉJÀ VERS UN SEUL ÉTAT ISRAËLO-PALESTINIEN

Qu'Israël reste un bastion avancé des intérêts occidentaux, et qu'il refuse de s'intégrer dans cette grande communauté de manière rationnelle que constituent le Proche et le Moyen-Orient n'affecte en rien les buts visés par l'Histoire. Comme le laisse entendre Daniel Pipes. « Est-ce que les Arabes voient Israël comme le bastion avancé des intérêts occidentaux ou la puissance cachée derrière la prise de décision de l'Occident ? La logique veut que soit Washington dise à Jérusalem ce qu'il faut faire, soit Jérusalem intimide Washington. Pourtant, de nombreux musulmans, Arabes et Iraniens (même quelques Turcs) semblent ne pas sentir de contradiction entre ces deux visions d'Israël qui leur sont chères. Elles coexistent gaiement côte à côte, même chez le même individu et dans le même discours-sans même un soupçon de tension intellectuelle ou d'incohérence. »

Précisément, point besoin de soupçon de tension intellectuelle ou d'incohérence que Daniel Pipes lit dans la vision arabe sur Israël et l'Occident. En fait, c'est une incohérence rationnelle qui réside précisément dans le lien qui lie Washington à Israël, qui veut que lorsque Washington ne peut rien, c'est à Israël de pouvoir à la place de Washington, et inversement. C'est en fait un processus historique rationnel puisque il existe de fait dans l'histoire. Et il y a des raisons. La région au Proche et Moyen-Orient est mouvante et extrêmement dangereuse. Et pour ne citer que les menaces israéliennes de bombardier l'Iran, nous avons ce duo de menaces, dans les années passées, où Bush ne cessait de répéter « toutes les options posées sur la table américaines contre l'Iran », option qui alternait avec les « plans d'attaques des sites nucléaires iraniens par Israël, et relayés par tous les médias du monde ». Ce jeu de mise en scène psychologique pouvait aller très loin, si ces menaces avaient été mises à exécution ? Peut-on croire qu'une guerre contre l'Iran se serait limitée à une guerre conventionnelle ? La Première Guerre 1914-1918 était censée durer quelques mois, elle a duré quatre ans et s'est étendue à une grande partie du monde. La Deuxième Guerre a terminé le reste, elle a changé la face du monde.

Et un « Iran nucléaire claironné depuis plus d'une décennie » ne peut que maîtriser tout le cycle nucléaire, par conséquent « le conflit entre Israël et l'Iran peut se transformer en conflit nucléaire ». « Un Téhéran rasé ou un Tel-Aviv rasé ne changera rien aux données de l'Histoire. » Puisque qu'en dernier ressort, l'Histoire l'a voulu, et la Métaphysique-monde en fait l'a dicté. » Pour ce qui est de l'Amérique, elle aura simplement actionné un « fusible », il aura sauté comme il le fut pour Hiroshima et Nagasaki pour obtenir la reddition du Ja-

pon. « Téhéran rasé sera le prix à payer pour asseoir l'Iran en grande puissance nucléaire dans le monde. » Mais un « Tel-Aviv rayé de la carte aura un coût beaucoup plus grand pour le peuple juif et on ne doit pas oublier aussi pour le peuple palestinien ». Qu'aurait gagné Israël à s'attaquer à l'Iran ? De même pour la multitude d'organisations juives à l'image de l'AIPAC, travers le monde ? Un tel événement sera pire qu'une blessure, une plaie béante et la plus grande calamité, le plus grand désastre qu'aurait connu le peuple juif et le monde dans l'Histoire. C'est précisément heureusement que dans ce tournant de l'Histoire, en ce début du XXIe siècle, l'Histoire est restée fidèle à elle-même, et non aux ambitions malades des hommes. Israël doit chercher pacifiquement en mettant tout ce qu'il faut pour s'intégrer dans le monde proche et moyen-oriental. Et tout laisse croire que la situation évolue « rationnellement » fidèlement à l'histoire. D'autant plus qu'il y a des forces qui forcent les hommes à aller dans une voie dès lors que l'autre voie n'a été qu'une voie détournée pour aller à la voie « nécessairement historique ». C'est seulement de cette façon que l'on peut comprendre la marche du monde.

Il faut aussi souligner l'erreur de l'Occident et d'Israël d'avoir cru en 1948 qu'ils allaient, par le subterfuge de la création d'Israël, régner sur le monde arabe comme la France et le Royaume-Uni l'ont fait avant. Mais l'Histoire avance, et « Hier n'est pas aujourd'hui ». Les peuples musulmans ont appris, la puissance s'est équilibrée. De plus, on ne règne sur une terre que si l'on construit, or Israël, sous la houlette et le blanc-seing de l'Amérique, n'a fait que détruire hommes, femmes, enfants et maisons pour qu'il survive et survive la puissance de l'Amérique. Ce qui n'est pas juste. Mais l'« Histoire et l'Essence métaphysique du monde » l'a décidé comme cela a été. Et ce qui a été a changé aujourd'hui. Les États-Unis étaient la première puissance du monde. Une superpuissance nucléaire à l'instar de la superpuissance soviétique. Mais l'histoire avance, les êtres humains avancent aussi, ils évoluent et toujours positivement, ils apprennent, ils grandissent. Y compris les puissances, elles évoluent. L'Union soviétique a quitté la scène de l'histoire, elle devait la quitter. Aujourd'hui les États-Unis ont beaucoup décliné, un processus tout à fait naturel. La Chine est en pleine montée en puissance. Et d'autres puissances aussi sont en train d'émerger. Le monde avance, l'histoire de l'humanité n'est pas figée. Israël, de puissance invincible dans les années 1940, 1950 et 1960, aujourd'hui, elle fait piètre figure avec le Hamas de Gaza. Quatre guerres contre Gaza, aujourd'hui c'est le Hamas qui est en train de dicter la marche à suivre à Israël. Le Premier ministre Benjamin Netanyahu est sur la sellette, il va quitter le pouvoir. La Knesset va donner son verdict la fin de cette semaine, au plus tard le début de la semaine prochaine. La coalition anti-Netanyahu et donc anti-Likoud et que les médias la définissent hétéroclite est constituée de huit partis – deux de gauche, deux de centre, trois de droite et un arabe – ne pourrait pas seulement marquer un tournant dans l'histoire politique d'Israël, comme l'écrivent les médias, mais constituera le début d'un tournant de 180 degrés de l'histoire politique, économique, géopolitique, géostratégique à la fois d'Israël, des États-Unis et du monde entier. La Cisjordanie et Gaza qui ont été tellement charcutés par la colonisation et les expulsions unilatérales menées par Israël contre le peuple palestinien vont paradoxalement mettre fin à cette idée utopique de créer deux États dans une toute petite terre qu'est la Palestine. C'est précisément par l'Histoire que tout a joué et qui ont changé les données en Israël, à Gaza et en Cisjordanie. L'ère de Benjamin Netanyahu aura été une période transitoire pour asseoir ce que sera le futur État israélo-palestinien.

## UN TOURNANT HISTORIQUE EST EN TRAIN DE NAÎTRE POUR MENER ISRAËL VERS UNE VÉRITABLE PAIX

Que des voix continuent de clamer une solution à deux États comme l'a annoncé le président américain, Joe Biden, sont libres de le faire. Mais il reviendra toujours aux forces historiques d'imposer la vraie solution, celle retenue par l'Histoire. Il est intéressant de faire la lecture d'un article sur la situation politique d'Israël paru sur le site de <https://www.nicematin.com/> du 3 juin 2021. Il a pour titre « Israël : la coalition anti-Netanyahu désormais en quête de confiance au Parlement ». On lit : « Le chef de l'opposition israélienne Yaïr Lapid va devoir obtenir la confiance de la Knesset après avoir réussi son pari en arrachant in extremis un accord pour un gouvernement de coalition, espérant ainsi tourner dans les prochains jours la page sur plus d'une décennie de pouvoir de Benjamin Netanyahu. » [...]

« Le spectre d'un cinquième scrutin était quelque chose qu'aucun Israélien rationnel ne pouvait espérer », souligne le Jerusalem Post dans un éditorial paru dans la nuit de mercredi à jeudi, tout en prévenant que, au vu des « idéologies et philosophies disparates (qui composent la coalition), la partie difficile ne fait que commencer ». « Le gouvernement nouveau-né a le potentiel de réparer la méfiance et l'animosité, guérir les fractures entre les différentes communautés et nous conduire vers un chemin moins chaotique et plus stable », veut toute-



fois croire le quotidien israélien. La réunion du Parlement pour le vote de confiance pourrait intervenir la semaine prochaine, à une date encore inconnue.

Ces derniers jours, la presse israélienne a affirmé que le président de la Knesset, Yariv Levin (Likoud), pourrait être tenté de faire traîner de quelques jours supplémentaires l'organisation du vote, espérant dans cet intervalle des défections dans le camp anti-Netanyahu. [...]

La dernière fois qu'un parti arabe israélien avait soutenu -sans toutefois y participer- un gouvernement remonte à 1992 à l'époque du « gouvernement de la paix » de Yitzhak Rabin. Cette fois, la formation arabe islamiste Raam dirigée par Mansour Abbas a signé l'accord sans indiquer à ce stade si elle participerait activement au gouvernement. « Ce gouvernement sera au service de tous les citoyens d'Israël incluant ceux qui n'en sont pas membres, respectera ceux qui s'y opposent, et fera tout ce qui est en son pouvoir pour unir les différentes composantes de la société israélienne », a assuré Yaïr-Lapid au président. « Je vous félicite, vous et les chefs de partis, pour cet accord de gouvernement. Nous nous attendons à ce que le Parlement se réunisse le plus tôt possible pour ratifier ce gouvernement », a répondu le président Rivlin. Benny Gantz, le ministre de la Défense et ex-concurrent de Benjamin Netanyahu pour la tête du gouvernement, en route pour Washington où il doit discuter du dossier iranien, a salué de son côté sur Twitter une « nuit de grand espoir ». [...]

Les efforts de YaïrLapid étaient passés sous les radars après des violences entre manifestants palestiniens et policiers israéliens à Jérusalem-Est et dans des villes judéo-arabes d'Israël, et la guerre de 11 jours entre l'armée israélienne et le mouvement islamiste palestinien Hamas au pouvoir à Gaza. Mais après cette escalade, les pourparlers ont repris et YaïrLapid a réussi à convaincre lundi le chef de la droite radicale Naftali Bennett de se lancer dans ce projet de gouvernement avec à la clé un partage du pouvoir et une rotation à la tête du gouvernement. Statu quo dans le conflit avec les Palestiniens, relance économique, place de la religion : tout divise sur le papier la coalition hétéroclite en dehors de sa volonté de faire tomber Benjamin Netanyahu, arrivé au pouvoir il y a 25 ans, de 1996 à 1999, puis reconduit à son poste en 2009, devenant le Premier ministre le plus longtemps resté en fonctions. »

Il est évident qu'il y a un grand espoir comme l'a écrit Benny Gantz, le ministre de la Défense. Que le président d'Israël, Rivlin, félicite le chef de la coalition le chef de l'opposition israélienne YaïrLapid ou que Lapid lui-même est confiant et assure que « Ce gouvernement sera au service de tous les citoyens d'Israël incluant ceux qui n'en sont pas membres, respectera ceux qui s'y opposent, et fera tout ce qui est en son pouvoir pour unir les différentes composantes de la société israélienne. » prouve simplement qu'Israël est à un tournant historique. Et que la composante arabe a tout son sens dans ce tournant. Et même constituera le premier sens pour la marche vers une véritable paix. Comme l'on montré les 11 jours de guerre entre l'armée israélienne et le mouvement islamiste palestinien Hamas au pouvoir à Gaza qui prouvent qu'Israël est arrivé à une limite de guerre contre Gaza, une petite enclave de 2 millions de Gazaouis qui veulent vivre avec décence et dignité. La puissance militaire du Hamas est l'œuvre de la Métaphysique-monde avant d'être celle des hommes, de même pour la puissance militaire d'Israël. Un peuple qui a erré 2000 ans et devient comme par magie une puissance économique et militaire. Le moment de vérité dans l'avenir du peuple israélien et palestinien va être scellé dans ce tournant majeur de l'histoire de la Palestine et du monde. Et c'est bien une raison de dire que l'histoire de l'humanité est « une » et que tout ce qui aura à survenir en Palestine aura des retentissements majeurs tant dans le monde arabe, le monde occidental que l'humanité entière. Et l'Histoire reste et restera toujours fidèle à elle-même et à ses buts tracés à l'humanité.

Medjdoub Hamed



# La Kabylie, il ne faut pas simplement lui octroyer des droits, il faut l'aimer



**Lorsque des Algériens brandissent le drapeau qui est l'emblème berbère, et qu'on les incarcère, c'est qu'il y a deux interrogations. Pourquoi en sont-ils arrivés à le brandir avec rage alors que ce devrait être en tous moments de joie ? Et pourquoi en est-on arrivé à justifier l'intolérable consistant à les incarcérer alors qu'ils affirment une part de l'identité algérienne ?**

**Par Sid Lakhdar Boumédiène\***

**I**l y a deux catégories de positions face à la question de la fracture identitaire nationale. Celle qui, selon ses partisans, évite de mettre de l'huile sur le feu, et celle qui regarde le problème en face depuis cinquante ans.

J'avais résolu, dès mon jeune âge, d'affronter la réalité dans ce qu'elle est et non dans l'idéalisation nationaliste qui nous a menés droit dans le mur pour bien d'autres choses également que la fracture identitaire.

Il faut être sourd, muet et inconscient pour ne pas lire correctement les écrits, écouter les discours et conversations et percevoir les regards lorsqu'il s'agit de l'identité linguistique et culturelle. Tout le reste est hypocrisie, de celle des sourires, embrassades et youyous dans les mariages où les rancœurs font beaucoup plus de bruit que la musique, pourtant à déchirer les tympanes. J'avais effectivement tendance à ne voir et entendre que ce qui était caché derrière le bruit et les épanchements. Et plus il était fort pour camoufler le reste, plus ce reste était grossièrement audible autant que visible.

Eh bien, c'est pareil pour le rapport entre la Kabylie et les autres régions. Tout va bien, nous sommes tous des Algériens et ainsi de suite, dit le bruit qui camoufle le reste.

Et à chaque fois, par périodes, c'est la même chose, une grosse irruption de colère, des manifestations et de la répression. Jusqu'à ce qu'on se dise de nouveau qu'on s'aime, qu'on est des frères et ainsi de suite.

Et puis l'histoire, un jour, nous rappellera à son souvenir. Elle n'aime pas les fractures et a cette fâcheuse tendance à les élargir comme le fait le temps avec sa pluie, son vent, ses gelées et ses tremblements de terre.

C'est à l'humain de colmater ces fractures pour éviter les ruptures irréparables, pas à la croyance à je ne sais quelle méthode Coué du nationalisme béat. Les lendemains de cette méthode sont toujours lourds et la gueule de bois douloureuse.

Aimer la Kabylie, ce n'est pas seulement lui accorder le droit d'avoir des radios, des médias et l'inscription de la langue dans la constitution, il faut l'aimer.

Et cela est beaucoup plus difficile. Par aimer,

je n'entends pas le fait d'aimer la beauté de la région, ses montagnes, ses villes et ses bords de mer. C'est accepter la différence et lui permettre de brandir fièrement qu'elle est, elle aussi, une part identitaire et officielle de l'Algérie. Il faut l'aimer du plus profond de soi et pas seulement comme une identité exotique à qui on demande de nous faire un numéro avec l'accent de Kaci Tizi Ouzou, de faire du couscous baignée d'huile ou de nous exécuter une danse locale avec ses robes traditionnelles.

Aimer, c'est affronter une différence, entrer dans un monde qui peut vous faire hésiter parce que vous ne le connaissez pas, on ne vous l'a pas appris sinon par des clichés, souvent condescendants ou proprement inacceptables.

Aimer c'est évoquer la «fourchette» uniquement pour partager un bon repas en rigolant plus fort que des adolescents, et non pour mépriser et insulter avec cette image déplorable.

Aimer, c'est savoir dire qu'on n'est pas sensible à tel ou tel aspect de la différence. Il n'y a rien de plus hypocrite à avoir une unanimité en tout. C'est le fait de ceux qui ne s'aiment pas et qui sont trop polis pour le montrer.

Il faut le dire comme on le dit, sans gêne, à ceux qui vous sont proches. Et la Kabylie n'est pas seulement proche, elle est nous.

Mais il faut également la persuader, droit dans les yeux et sans aucune hésitation, qu'Oran donnera une raclée à la JSK au prochain match. Et qu'on n'est pas intimidé par les champions du Soudan. Faut pas exagérer, même l'amour a ses limites.

Tout ceci ne sont, bien entendu, que des paroles si on n'y ajoute pas des résolutions fermes et pas de façade qui sont inutiles, car elles ne feraient pas un barrage suffisant lorsque l'histoire viendra nous rappeler à ses souvenirs.

Et, personnellement, si je ne peux «intermédiaire» pour l'amour des personnes, je peux au moins exposer mon sentiment sur deux propositions qui me semblent indispensables.

## CONSTRUIRE UNE VRAIE RÉGIONALISATION

Elle n'est pas la fin de la nation, au contraire elle l'évitera, car la fracture est déjà béante. Il faut impérativement arriver à cette forte déconcentration et autonomie jusqu'à un point jamais osé ou interdit de prononcer.

Une langue et une culture ancestrales sont ce qu'il y a de plus fort chez les êtres humains. Il est impossible de contourner cette vérité intangible sous prétexte d'une nation unitaire. La nation en a pris un gros coup, elle est fracturée, presque dans sa rupture finale et définitive. Au contraire, cette décision apaiserait les sous-entendus, les rancœurs et les frustrations. Elle aboutirait à une sérénité, de celle que vivent les êtres humains lorsqu'ils sont en adéquation avec leur âme profonde et la terre qui est la leur.

La peur de perdre une langue et une culture est également ce qui crée des réactions irrationnelles et, forcément, des actes incontrôlables. Le maintien d'une langue est le fait de l'avancée de l'humanité et de ses bouleversements constants. Lune triomphe sur l'autre par les guerres, par l'économie, la puissance éducative et scientifique ou tout simplement par la démographie. Mais cela est à long terme, nous verrons bien, pour le moment il faut tout faire pour que les langues et cultures nous enrichissent et apaisent les communautés.

Le francophone algérien de ma génération a ressenti absolument la même chose comme nous ressentons tous l'hégémonie de plus en plus pressante de l'anglais, y compris en Algérie.

Mais il y a une chose incontestable, une langue et sa culture véhiculée ont besoin d'un environnement anthropologique pour se développer sinon, au mieux, de se maintenir.

Il faut donc que cette région ait tout à fait le droit à l'utilisation du berbère dans les actes et la communication officiels, à l'école et dans les inscriptions urbaines. Quant aux médias, c'est à peu près déjà le cas, je le pense.

Un jour, un Kabyle m'avait insulté lorsqu'il avait lu mon expression «environnement anthropologique». Il m'avait répondu «Vous voulez nous enfermer dans des réserves, comme les Indiens». Il n'avait manifestement pas compris que c'était une expression très ancienne en linguistique et que c'était l'une des revendications d'un parti politique d'opposition. L'environnement anthropologique est celui dans lequel on baigne à la naissance, avec ses racines parentales, éducatives et urbaines, ni plus ni moins. Il faut les renforcer aux actes publics de la gestion régionale, c'est tout ce que cela veut dire, pas autre chose.

## ARRÊTER D'INVOQUER LA STUPIDE ANTÉRIORITÉ HISTORIQUE

Lorsque l'arabisation est venue me surprendre au lycée, par des professeurs venus de je ne sais où autant qu'un niveau intellectuel acquis de je ne sais quelle éducation, ils m'ont tous les jours fait cette leçon «Tu dois retrouver tes racines ancestrales, l'arabe et sa culture, on va te remettre sur le bon chemin». Moi, je ne savais pas de quoi ils parlaient ni pourquoi ils voulaient me mettre sur le droit chemin de mes racines. J'étais l'Algérien le plus heureux de vivre dans ce pays de soleil, mon enfance a été merveilleuse et jamais je ne m'étais posé auparavant la question existentielle de mon origine. Eh bien, c'est la même chose pour les deux communautés qui s'envoient à la figure, l'une la prestigieuse culture arabomusulmane, l'autre l' ancestrale origine berbère de l'Afrique du Nord, non moins prestigieuse.

Basta ! Que chacune vive son héritage et tout le monde sera heureux et serein. Je me fiche de cela, ce que je redoute c'est la bêtise et, celle-là n'a pas de délimitation territoriale et identitaire, c'est une mauvaise herbe qui pousse en tous territoires. Ibnou ceci ou Massi cela, je m'en fiche absolument, ce qui m'intéresse ce sont mes compatriotes, vivants, de mon monde, et qu'ils jouissent dans le bonheur de ce qu'ils sont. Pour l'histoire, fondamentale pour se cultiver, je suis assez grand et lettré pour la rechercher et l'interpréter moi-même, sans intermédiation.

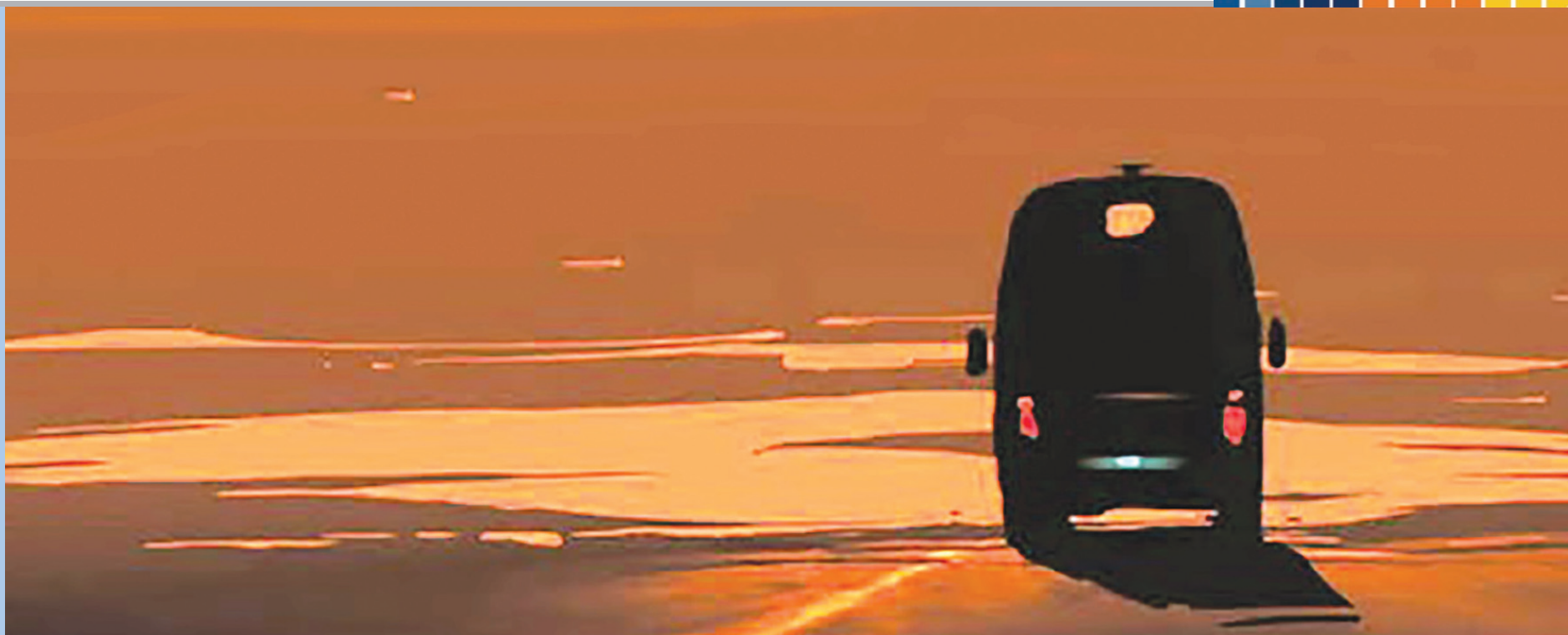
Mais encore, je suis juriste et essaie d'être humaniste, la personnalité juridique d'une personne n'est pas liée à ses antécédents généalogiques. La naissance sur ce beau territoire (ou ailleurs, de parents originaires de ce bel endroit) suffit à attribuer des droits et imposer des obligations identiques à tous puisque ce sont les identifiants de la personnalité juridique. En conclusion, aimer n'est pas facile, en toutes circonstances.

Mais aimer lorsqu'il y a des différences, c'est encore plus de preuves qui attestent de cet amour.

Alors qu'on redonne à nos compatriotes la même raison d'aimer comme je leur témoigne mon affection depuis des décennies. Et s'ils ne m'ont pas entendu depuis trois décennies d'action et d'articles, c'est qu'ils sont sourds d'avoir trop crié pour la JSK. Leur prochaine défaite avec Oran leur redonnera l'ouïe pour m'entendre.

\*Enseignant





**médiatic**

Par Belkacem  
Ahcene-Djaballah  
**Livres**



## L'AVENTURE ET L'AMOUR



**POUR L'AMOUR D'ELENA.**  
Roman de Yasmina Khadra,  
Casbah Editions, Alger 2021,  
330 pages, 1.300 dinars

Après Kaboul, Tel-Aviv, Bagdad, Rio Salado (El Mallah), Tripoli, Tanger, Paris, Molenbeek, La Havane, Blida..., l'auteur nous emmène, cette fois-ci, à Ciudad Juarez, une ville frontière du Mexique. La ville de tous les vices. De l'autre côté du Rio Grande, on a la (belle) ville américaine d'El Paso. Tout le monde rêve d'y aller mais en attendant (d'autant que les difficultés ont

grandi avec Trump), il faut prendre en patience tous les maux. Et les maux ne manquent pas, tout particulièrement dans les quartiers pauvres et populaires : gangs à gogo, vols, viols, drogue, prostitution, règlements de comptes, tous les crimes du monde.

Et pourtant, tous les jeunes Mexicains des campagnes démunies rêvent de s'y installer ne serait-ce que provisoirement, le temps de ramasser un magot et de partir ailleurs, pour vivre une vie plus tranquille.

Au départ, une belle petite histoire d'amitié et d'amour entre deux enfants d'un village (un «trou») perdu de l'Etat de Chihuahua, Elena et Diego. Hélas, un jour, en présence de Diego, tétanisé par la peur, la belle petite Elena, 15 ans, est violée. L'amour vole en éclats et Elena ne tarde pas à partir du village pour Ciudad Juarez, en compagnie du gigolo du coin.

C'est alors le point de départ de toute l'histoire d'un Diego, un peu plus mûr, beaucoup plus porté sur la lecture et la réflexion que sur l'action, aspirant journaliste, toujours amoureux et tiraillé par le remords (d'avoir été si lâche lors de l'agression) qui part, en compagnie de son cousin Raimon, à la recherche de sa belle.

Une tâche bien peu facile pour nos deux «ploucs», «portant encore la crotte de bique sur leurs frusques», dans une ville, «la plus dangereuse au monde», dominée par une multitude de gangs se partageant tout ce qui pouvait rapporter comme gains et pouvoir sur les

autres, en empruntant avec facilité les chemins du meurtre. «L'enfer des cartels !» où tout se paie, se négocie au prix du sang et au son des balles.

Peu à peu intégré dans un gang (écoutant de la drogue), ils arrivent à s'imposer. Diego, malgré sa répulsion pour les armes à feu, commettra son premier meurtre (afin de sauver la peau de son cousin). Et, finalement, il arrive à retrouver son Elena, devenue une sorte de «poule de luxe» entretenue par le plus méchant et le plus dangereux des proxénètes. Encore un autre meurtre ! Diego devra s'enfuir, se barrer vite fait avec, heureusement, sa belle qui le rejoint, certainement re-conquise par son courage retrouvé. Une autre cavale. Une autre ville et une autre histoire ? Le tour du monde de Yasmina Khadra n'est pas fini ! Il vient à peine de commencer, notoriété mondiale oblige !

**L'Auteur :** Né en janvier 1955 à Kenadsa, élève de l'Ecole des cadets de la révolution, ancien officier de l'Armée nationale populaire, Yasmina Khadra, de son vrai nom Moulessehouli Mohammed, est, aujourd'hui, un écrivain très connu. Lu dans des dizaines de pays, il est traduit en plusieurs langues. Il a, à son actif, plus d'une trentaine d'œuvres dont deux sont autobiographiques («L'Ecrivain» en 2001, «L'imposture des mots» en 2002). La plupart sont des romans dont certains ont été adaptés au cinéma comme «Morituri», «L'Attentat», «Ce que le jour doit à la nuit» et «Les hirondelles de Kaboul» et au théâtre et même en bandes dessinées, ceci sans

parler des ouvrages (dont des romans policiers) publiés sous pseudonyme au milieu des années 80 et au tout début des années 90, inventant même un personnage fameux, celui du Commissaire Llob («Le Dingue au bistouri» et «La foire aux Enfoirés»). A noter qu'il a co-signé, aussi, des scénarii de films, qu'il a été un certain temps directeur du Centre culturel algérien à Paris et qu'il a même tenté une courte «aventure» politique lors de présidentielles !

**Extraits :** «Le fric, c'est comme les vagues de l'océan. Ça va, ça vient. Parfois, il y a le raz-de-marée, parfois des marées basses. Ce qui importe, c'est de tenir la barre le plus longtemps possible» (p 63), «Ciudad Juarez n'était dangereuse que pour ceux qui avaient troqué leurs rêves contre des projets bidon. C'était peut-être ça, le monde meilleur» (p 282).

**Avis** Un grand roman d'aventures, assez noir, plus que d'amour (sur la base d'une «histoire vraie») à la construction millimétrée. Beaucoup de crimes, de criminels et beaucoup de cadavres. Un autre monde ? Heureusement que Ciudad Juarez (que j'ai eu la chance de visiter de nuit et qui n'est pas aussi sombre et dangereuse telle que décrite) n'est pas tout le Mexique.

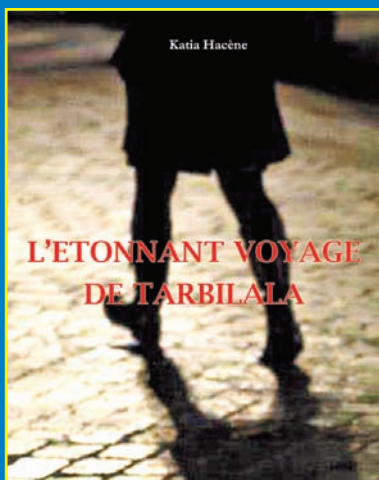
**Citations :** «Qui n'anticipe pas ne progresse pas. La vie est un marathon, chrono en main» (p 43), «Si la discipline est la force principale des armées, la loyauté est leur longévité» (p 227).

**Extrait :** «Je ne suis qu'un simple citoyen qui estime que chaque métier doit être exercé par une personne compétente.

Je combats les médecins qui ne savent pas soigner, les avocats qui ne savent pas plaider, les enseignants qui ne savent pas enseigner et bien d'autres encore» (148).

**Avis** Un petit livre qui nous change de la littérature anxiogène, des romans noirs, des mémoires austères et/ou des essais cultivant le catastrophisme. Pour nous faire oublier les dures réalités de la vie, rien ne vaut un beau et bon rêve. Même s'il faut, par la suite, se réveiller.

**Citations :** «La grandeur d'un homme ne dépend pas de son statut social mais de son cœur» (p 24).



**L'étonnant voyage de Tarbilala.**  
Roman de Katia Hacène,  
El Qobia Editions,  
Alger/Tiksraine 2017, 159 pages

Dhaki est un jeune garçon. Orphelin de père et de mère, il est recueilli par un couple de paysans sans enfants. Il est aimé, il est choyé. Mais le hic, c'est que ses parents adoptifs veulent le garder à eux seuls, afin qu'il reprenne plus tard l'exploitation de la ferme familiale. Alors que lui ne rêve que d'être policier. A noter que dans notre jeunesse, le métier de policier (muni de son sifflet, habillé de son bel uniforme, organisant la circulation aux grands carrefours et équipé d'une matraque) est celui qui attirait le plus les enfants. Allez savoir pourquoi ?

Il s'enfuit pour aller dans une école de police. En cours de route, il se retrouve recueilli par une enseignante puis par un cirque puis par une voyante puis par un policier et, de fuite en fuite, il acquiert du savoir, les relations humaines, un métier, de la psychologie, atterrissant en

fin de parcours dans une ville (dirigée par un shérif ripoux) dont il devient rapidement (grâce à tout ce qu'il a appris) le commissaire de police et il retrouvera tous ceux qui l'ont formé. Même Cahuète, le singe du cirque qu'il croyait avoir perdu en cours de fuite.

Tout est bien qui finit bien. Hélas, lorsqu'il se réveille le matin, il se retrouve chez ses parents biologiques et il n'avait fait que rêver. Un très joli et gentil conte qui peut être largement conseillé aux enfants de 12 à 16 ans ou plus et aux parents pour une meilleure compréhension des rêves d'aventures de leur progéniture.

**L'Auteure :** Née en juin 1961 à Alger, licence d'anglais (Université d'Alger), enseignante, puis journaliste (Horizons, Le Soir d'Algérie). Etablie en France. Plusieurs ouvrages à son actif.



# Tourisme : ne pas repartir comme avant



**Il faut d'urgence concilier la recherche de l'ailleurs et des autres avec la transition écologique. En finir avec cette duplicité qui consiste à faire le procès du tourisme de masse. D'autres codes sont à réinventer.**



**A**u moment où les espoirs d'un retour à la vie d'avant se précisent, où les mobilités touristiques reprennent, où les réservations pour l'été affluent, il est plus que jamais nécessaire de faire en sorte que l'on ne reparte pas comme si rien ne s'était passé. D'abord, parce que la pandémie dans laquelle nous sommes encore ne va pas disparaître comme par enchantement ou bien d'autres apparaîtront, dans notre monde hyperconnecté; ensuite, parce que la catastrophe subie par l'économie touristique doit servir d'appui à une réflexion fondamentale suivie de décisions courageuses porteuses d'avenir. Par le passé, le système touristique s'est trop contenté de faire de bons constats et de ne pas en tirer toutes les conséquences.

Ayant participé à la première conférence mondiale sur «le développement du tourisme et l'environnement», à Tenerife, en 1989, je me souviens des déclarations du Président du gouvernement autonome des Canaries qui annonçait son adhésion aux excellents principes énoncés (et formalisés en 1995, avec la charte du tourisme durable, adoptée dès cette même année, à Lanzarote, une autre île des Canaries). Le problème est que pendant les conférences mondiales sur le tourisme durable et après, les Canaries – comme les autres destinations – ont poursuivi de manière impavide leur politique de construction de complexes hôteliers, serrés les uns à côté des autres, destinés à recevoir les clientèles des classes moyennes d'Europe du Nord. Entre 1992 et 2003, le nombre des touristes étrangers aux Canaries a bondi de 6 millions à un peu plus de 10 millions. Aujourd'hui, tous ces complexes hôteliers de la Grande Canarie et de Tenerife (plus de 250 000 lits)

sont vides et n'accueillent que quelques centaines de télétravailleurs, cette clientèle à l'origine d'une illusion qui a envahi le monde du tourisme confiné.

## LA CROISSANCE DES FLUX TOURISTIQUES

Depuis ces conférences fondatrices d'un nouveau discours, le système touristique a su s'emparer de l'idéologie du développement durable, souvent pour mieux la circonvenir. Les trois dernières décennies auront été celles du dévoiement de la durabilité par un système touristique mondialisé tout-puissant, à la faveur d'une croissance des flux touristiques, exponentielle jusqu'en 2019.

J'entends par «système touristique mondialisé» l'alliance objective entre les Etats, le sous-système onusien du tourisme (Organisation mondiale du tourisme), les destinations touristiques et les entreprises, publiques et privées, qui œuvrent, peu ou prou, dans le champ du tourisme. Ce système a réussi la remarquable performance qui consiste à se gagner l'appui, pour ne pas dire parfois la complicité, de nombre d'organisations qui ont sincèrement pour objectif de protéger l'environnement et le patrimoine. Et c'est par le truchement du «tourisme durable» que cette performance a été accomplie, la durabilité étant l'argument qui emporte la conviction tandis que le ver-

tige du nombre croissant de touristes dans le monde s'emparait des acteurs les plus vertueux.

A la décharge du système touristique, on rappellera que les objectifs du tourisme durable, consistant à minimiser l'impact du tourisme sur la nature comme sur la société d'accueil, sont une utopie, car lorsque le tourisme réussit dans un lieu, il crée de la richesse, mais le transforme souvent irrémédiablement.

A l'intérieur de ce système touristique mondialisé, les grands communicants, qui savent suggérer à chaque touriste qu'il est le seul à faire ce qu'en réalité tout le monde fait, sont passés maîtres dans l'art de nous vendre des ves-

sies pour des lanternes. La duplicité règne dans le monde du tourisme?: on tire à des centaines de milliers d'exemplaires des guides qui font le procès du tourisme de masse et nous incitent à fuir des lieux qu'on nous décrit.

## L'IMPOSTURE DU TOURISME DE MASSE

Car c'est bien dans le procès sans cesse renouvelé du «tourisme de masse» que le système touristique puise son argumentaire, afin de promouvoir alors un tourisme «hors des sentiers battus»: les élites, qui n'aiment pas – et n'ont jamais aimé – le tourisme des autres, s'arrangent ainsi pour tirer encore leur épingle du jeu. La construction du tourisme de masse comme repoussoir a été utilisée pour favoriser des formes de tourisme qui, sous couvert de bons sentiments, de respect des autres et de durabilité, produisent un redoutable effet pervers: l'achèvement de la conquête de la Terre par le tourisme. Qui plus est, un mouvement encouragé par les instances internationales du tourisme qui, pour combattre le tourisme de masse, invitent les autorités locales à étaler le tourisme dans l'espace, solution, certes, envisageable dans le cas des territoires du «sous-tourisme», mais qui, dans ceux du «sur-tourisme», n'améliorera pas la vie des derniers habitants des hypercentres et gâchera celle des habitants des périphéries encore épargnées.

Ainsi va le monde du tourisme : en feignant d'ignorer qu'en colportant la vulgate anti-tourisme de masse et en participant à la diffusion de l'imposture d'un tourisme durable, il ne fait que contribuer à un système qui arrive en bout de cycle. Il nous faut, d'urgence, réinventer un tourisme qui concilie la recherche de l'ailleurs et des autres avec la transition écologique, un tourisme qui refuse les illusions d'un monde révolu, un tourisme enfin réflexif.

# L'Afrique c'est foot Demain l'Afrique...

**Le football africain, s'il continue de produire d'exceptionnels talents dont profitent les plus grands clubs européens, souffre toujours de nombreux maux sur son propre sol. Mauvaise gouvernance, joueurs exploités, violence, etc. Le combat semble encore long avant de sortir de cet interminable tunnel...**



**A**mis internautes, bonjour ! J'ai l'impression que c'est hier que j'ai entamé cette série de posts consacrés au football du Beau Continent. Débutée le 20 octobre 2016, je n'imaginai pas un instant totaliser un jour autant d'épisodes. Celui-ci, le dernier sous l'étendard de France Football, porte le numéro 213. J'ai le sentiment d'avoir parcouru un long chemin, parfois accidenté, sous les couleurs rouge et blanche de l'hebdomadaire appelé à devenir mensuel samedi.

Ce fut alors l'occasion d'évoquer les Coupes d'Afrique des Nations et les Coupes des clubs, mais aussi les réalités très compliquées des compétitions nationales, les conflits internes, le statut des joueurs et également celui des techniciens, souvent bafoués par des dirigeants sans scrupule. J'ai aussi, de loin, observé la dérive des institutions, clubs et fédérations, et la plongée dans des eaux troubles de l'instance faïtière du football continental. Jusqu'à la mainmise totale de la FIFA sur la CAF, dans des proportions que nul n'aurait soupçonnées, sanctionnée par une perte d'autonomie plus qu'inquiétante.

Le football africain, tel qu'il était en septembre 1991 lorsque j'ai commencé à gratter dans les colonnes de FF et celui pratiqué d'aujourd'hui n'ont plus grand-cho-

se à voir l'un avec l'autre.

Le football africain, tel qu'il était en septembre 1991 lorsque j'ai commencé à gratter dans les colonnes de FF et celui pratiqué d'aujourd'hui n'ont plus grand-chose à voir l'un avec l'autre, si ce n'est le talent des joueurs qui lui, ne se tarira pas et demeurera un gage de pérennité. Pour le reste, les coulisses ont pris le pas sur le jeu. Les clubs se sont paupérisés. Les moyens mis à disposition du développement ne sont pas toujours arrivés chez ceux qui en avaient le plus besoin. Les stades ont vieilli, se sont terriblement dégradés et les surfaces de jeu également. L'argent du football a continué de couler, mais les acteurs originels, ceux qui font rouler le ballon sur le continent, n'en profitent pas ou peu.

Le professionnalisme africain tel que l'imaginait Eugène N'Jo Léa n'est pas devenu une réalité, mais un cauchemar pour nombre de joueurs exploités et sous-payés – quand ils le sont – et pratiquement non couverts par des assurances, en cas de blessure et/ou de maladie. Vivre vraiment de son métier de footballeur reste l'exception dans de nombreux pays, où certains sont obligés de travailler dans les marchés



ou ailleurs pour pouvoir nourrir leur famille. Toutes ces années, les sélections engagées en Coupe du monde ou en CAN ont aussi fait l'objet de moqueries injustes, certains mettant en avant leur promptitude à se mettre en grève ou à palabrer pour des primes. C'était oublier que ces joueurs n'avaient souvent pas le choix parce que la question des indemnités et bonus n'avait pas été réglée par ceux qui les dirigeaient, avant de partir jouer. Leur fallait-il céder et abandonner ce à quoi ils avaient droit, avec souvent des arrières d'ailleurs ?

Je veux toujours croire que le football africain saura se réinventer et «produire» des talents.

Et puis, il y a cette violence, une autre (terrible) réalité. Dans les tribunes, sur le

terrain aussi parfois comment tout récemment au Sénégal. Quand le nationalisme et le chauvinisme font perdre la tête à certains... Toutes choses que notre cher mentor Faouzi Mahjoub, paix à son âme, a souvent dénoncé à l'époque comme l'un des cancers du «Beautiful Game». Là encore, il reste tant à accomplir pour assainir le coin. Malgré toute cette forte problématique, je veux toujours croire que le football africain saura se réinventer et «produire» des talents qui feront se lever les foules dans les stades d'Abidjan, Nairobi ou Soweto. Ça, c'est pour mon petit côté optimiste. Voilà, «L'Afrique c'est foot !» se termine mais la passion demeure, intacte. Que la route qui nous reste à parcourir soit belle !



# Entre pandémie et appauvrissement : de nouvelles habitudes voient le jour

**Dans une grande surface, une dame se présente à la pesée au rayon fruits et légumes. Elle semblait quelque peu gênée et n'osait pas regarder le préposé au pesage dans les yeux. Elle présentait des sachets de deux concombres, quatre tomates, deux piments, cinq-six cents grammes de sucre et une poignée de fraises.**

**La Presse  
DE TUNISIE**

Une fois partie, entre deux autres clients, nous avons posé la question au jeune affecté à ce travail : «Vous en voyez beaucoup des clients qui présentent de petites quantités ?» Sans hésitation aucune, il nous affirma que cela devenait de plus en plus fréquent.

Un client qui a entendu notre question nous donne, sans se faire prier, sa version des faits : «Effectivement, depuis la pandémie, et même avant, on achetait par kilos sinon plus. Fruits et légumes et, lorsque c'est possible, viande, poulet ou poisson. Les prix sont devenus si élevés qu'il n'est plus possible de se comporter de cette manière.

Nous achetons ce que nous pouvons pour nous nourrir en évitant les grosses dépenses».

## DES ÉCONOMIES ET DE NOUVELLES HABITUDES

De toutes les façons, le panier de la ménagère s'est considérablement allégé. Si les trafiquants de tout bord continuent à se remplir les poches, le porte-monnaie du client n'est plus en mesure de répondre à toutes les sollicitations : « Si vous posez la question aux «barbachas» qui fouillent les poubelles, vous entendrez la même réponse. Vu les restrictions imposées par les conditions que nous vivons, et sous la pression du renchérissement de la vie, nous sommes bien obligés de faire des économies. Ce qui reste de la veille, très peu il est vrai depuis quelque temps, est consommé le lendemain. Beaucoup de familles se sont adaptées à ce rythme de vie



et l'on s'achemine vers une modification importante dans le panier de la ménagère. On achète en moindre quantité et on essaie de ne rien jeter à la poubelle».

La pandémie, qui a frappé, continue à faire des siennes. Les chiffres des décès, qui ont atteint des records insupportables, risquent de poursuivre leur envolée, en raison du retard accumulé par la campagne de vaccination qui a bouleversé la vie des Tunisiens.

Bien entendu, l'indiscipline, qui a prévalu et qui prévaut, a sa part de responsabilité dans cette hécatombe, mais cela n'empêche que bien des habitudes, au niveau de la consommation, de la restauration, des «loisirs» et autres domaines qui font la vie sociétale, ont été modifiés.

## LES REPAS EN FAMILLE

Même si les restaurants ont rouvert, les repas sont beaucoup plus appréciés en famille. A El Menzah 6, devant un traiteur connu, il y avait foule en attente, alors que les livreurs en vélomoteurs s'affairaient pour se lancer dans toutes les directions : des chefs de famille attendent d'être servis : «Nous avions l'habitude, mon épouse et moi, d'aller manger une fois par semaine au restaurant. Avec ce renforcement du couvre-feu, nous avons décidé de commander quelque chose à manger chez le traiteur et c'est toute la famille qui se réunit autour de la même table. C'est plus pratique et plus... familial. Nous continuerons à le faire même après cette histoire de covid».

Les offres online, la livraison à domicile, les menus types que l'on propose sont sortis gagnants de cette crise et beaucoup y trouvent leur compte. Mais, et il y a un mais, le retour à la normale ne sera pas facile, nous confie un restaurateur qui vient d'ouvrir son espace. Réhabituer le client à sortir sera une étape, un défi pour les restaurateurs : « Les gens ont commencé à trouver ce rythme de vie propice au rapprochement familial qui s'est considérablement rétréci avant la pandémie».

## POUR PASSER LA SOIRÉE

Etant donné les restrictions imposées par le couvre-feu et les complications qui se posent au niveau des salles de spectacles, la question est toute autre.

Passons sur le pain noir que mangent depuis un certain temps les gens du spectacle. Il y a là un véritable problème qui ronge les fondements de cette grande famille des artistes. Les témoignages ou informations qui se succèdent tous les jours à propos des ennuis qui menacent la vie de bon nombre d'entre eux suffisent pour convaincre les plus récalcitrants.

Un responsable d'un magasin situé à la rue du Ghana, et qui a des ramifications un peu partout dans le pays, nous explique cet aspect de la question. « La consommation de vidéos en streaming est en vogue depuis le début de cette pandémie. Cela s'accroît ces derniers mois. Les divertissements à domicile avec des films ou des vidéos, le sport, avec une attention de plus en plus attenti-

ve envers des disciplines sportives qui n'étaient pas très prisées, remplissent la soirée des familles. Avec le wifi, chacun peut, dans sa chambre, voir ce qu'il veut, lorsque l'on préfère une certaine intimité».

## LA VENTE EN LIGNE

Nous ne possédons pas des données sérieuses et fiables pour la vente en ligne. Les spots publicitaires se multiplient et il faudrait que l'on se penche sérieusement sur cette question pour pouvoir tirer des conclusions. Les gens, en dépit du danger que cela représente, n'ont pas renoncé à aller faire leurs courses en magasin. La vente en ligne s'est considérablement renforcée, mais les prix laissent à désirer. On vous assure que la livraison est gratuite, mais elle est amplement compensée par les prix que ces opérateurs pratiquent. Nous ne sommes pas dupes et il suffit de se rendre un jour sur sept au marché pour nous en rendre compte. C'est un réseau à organiser et à intégrer dans les habitudes de la clientèle tout en faisant valoir que les gains se font sur le nombre et non pas à la faveur de quelques opérations. Je pense que cela a de l'avenir et qu'il y a un aspect positif à développer et un minimum de confiance à instaurer entre les deux parties prenantes», nous confie un voisin qui y a recours pour éviter les déplacements.

## LES LOISIRS EN BERNE

Par loisirs, on entend spectacles en tout genre, vadrouilles, week-end à l'hôtel, etc. Avec l'arrivée de la chaleur, on a enregistré une poussée vers les hôtels et la baignade dans les piscines. Pour être le plus positif possible il faudrait avouer qu'il faudrait organiser cette fréquentation qui est en mesure d'animer ce tourisme (intérieur) qu'il ne faudrait nullement négliger.

Dans la durée d'abord, au niveau des précautions à prendre ensuite. La pandémie bat encore son plein et à voir comment les gens se comportent dans une piscine, cela est préoccupant. Pour les piscines, publiques ou privées (celles des hôtels), il faudrait qu'on impose une jauge pour éviter les risques.

Ceux qui vont à l'hôtel, tout d'abord, ne sont pas tous vaccinés. Et encore, la promiscuité est réellement malsaine au vu des conditions que vit le pays ?

Il faut absolument limiter l'accès. Le propriétaire de l'hôtel est responsable. En France, le nombre maximal a été divisé par deux pour limiter le danger. Pourra-t-on le faire pour éviter que ces lieux deviennent des sources de contamination ?

## LES RISQUES DE CONTAMINATION

Le danger ne viendra pas de l'eau de la piscine, à la condition formelle que l'on ne pensera pas à faire des économies de bouts de chandelle au niveau de la filtration et du traitement. «L'eau saturée de chlore et de produits chimiques semble clairement une entrave à la circulation du virus. Le Haut Conseil pour la Santé Publique en France a émis un avis sur le sujet daté 24 avril 2020 constatant que «l'eau des piscines ne semble pas un lieu propice pour la survie et le développement des virus». Le risque pourrait provenir «des zones communes peu ou mal ventilées.»

## DES RECOMMANDATIONS

Il y a quand même des précautions à prendre et, nous en convenons, cela ne s'avère en rien facile.

-Le fait que les vestiaires soient en plein air et que les baigneurs devront se présenter prêts à entrer dans l'eau.

-Chaque baigneur doit nettoyer son casier avec des lingettes appropriées, tout en veillant à ne jamais partager les casiers.

-Le port du masque est obligatoire à l'arrivée à l'hôtel jusqu'au passage sous la douche qui précède l'accès direct au bassin.

-Le personnel de l'hôtel doit être vacciné.

-Le nombre déterminé par la Haute commission médicale (il n'y a aucune décision à ce propos) doit être respecté.

Pourra-t-on rattraper le temps perdu en prenant rapidement les décisions qui s'imposent ?

Les hôteliers pourront-ils imposer cette discipline de comportement ?

Le candidat pour le week-end acceptera-t-il de collaborer pour ce qui, en fait, représente pour lui des mesures de sécurité qui le protégeront et qui protégeront sa famille ?

Cela pose trop de questions à la fois. Mais il faudrait y répondre pour éviter d'encourager la mise en place de nouveaux foyers de contamination.

# Au fait, c'est quoi l'Euro de foot ?

**L'Euro de football commence vendredi soir à Rome, mais de quoi parle-t-on? Chaque jour, l'antisèche du JDD répond à une question pas si bête que ça, pour mieux comprendre l'actualité.**

## Le Journal du Dimanche

A partir de vendredi soir, l'Europe va vibrer pour le football pendant un mois. C'est l'Euro de foot, de son vrai nom Championnat d'Europe de football. Une compétition opposant les équipes nationales de football, qui a lieu tous les quatre ans comme la Coupe du monde, mais ici ce ne sont que les pays du vieux continent qui s'affrontent. Plus en théorie Israël, même si le pays n'est jamais parvenu à se qualifier pour la compétition.

Au départ, en 1960, le tournoi s'appelle Coupe d'Europe des nations, il réunit 17 pays, puis quatre dans la phase finale et c'est l'URSS qui l'emporte. Sur les quatre demi-finalistes, seule la France existe encore, puisque les autres étaient, en plus de l'Union soviétique, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. En 1968, il devient le Championnat d'Europe des Nations puis-que la compétition s'ouvre par une phase de poules : les équipes sont réparties en

groupes et les meilleures sont qualifiées pour un tournoi final.

Ce fonctionnement a perduré et depuis l'Euro de foot en France en 2016, ce sont au total 24 équipes qui s'affrontent. Vous vous rappelez sûrement, car c'est un souvenir douloureux pour beaucoup, que le Portugal avait battu en 2016 la France en finale, à Paris. Pour la première fois, cette année, ce n'est pas un pays, ou deux comme ce fut parfois le cas, qui accueillera la compétition, mais 11 villes : Amsterdam aux Pays-Bas, Bakou en Azerbaïdjan, Budapest en Hongrie, Bucarest en Roumanie, Copenhague au Danemark, Glasgow en Ecosse, Munich en Allemagne, Rome en Italie, Saint-Petersbourg en Russie, Séville en Espagne et Londres en Angleterre, qui sera le lieu de la finale le 11 juillet.



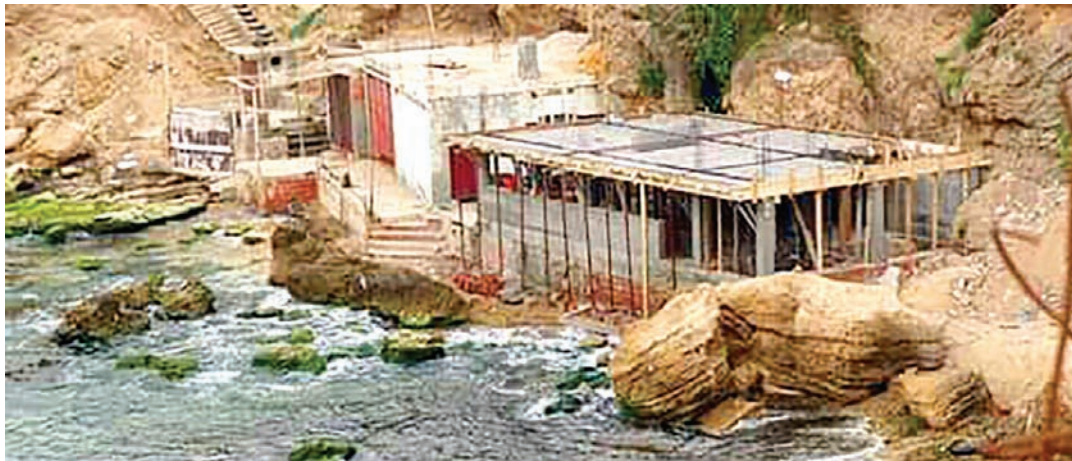
L'Euro était considéré par les experts comme une compétition plus difficile que la Coupe du Monde car il y a davantage d'équipes fortes dans la compétition. C'est peut-être un peu moins vrai depuis le passage à 24 équipes. Mais la France, une des favorites du tournoi cette année encore, compte dans son groupe la Hongrie, et deux autres favoris du tournoi, le Portugal et l'Allemagne. C'est ce que l'on appelle "le groupe de la mort".

Une dernière chose : le nom officiel de la compétition cette année est "Euro 2020".

En raison de la pandémie, elle a été reportée d'un an. Mais elle a conservé son nom... L'organisateur, la puissante Union des associations européennes de football, l'UEFA, a expliqué qu'elle souhaitait conserver sa vision originelle de la compétition. Elle avait aussi mentionné sa volonté de "ne pas générer de déchets supplémentaires. Un changement de nom aurait signifié la destruction des produits (déjà fabriqués) et nécessité une nouvelle production." Ce sera la même chose pour les Jeux olympiques de Tokyo, qui gardent leur logo "Tokyo 2020".



## Bousfer Plage De nouvelles constructions illicites bloquent l'accès au rivage



Rachid Boutlelis

La prestigieuse plage de Bousfer se meurt à petit feu à la faveur de l'indifférence, majorée avec l'incivilité. Cela se traduit sur le terrain par la prolifération des constructions illicites qui aujourd'hui bloquent carrément l'accès à la mer.

Un mélange de sidération, de sarcasme et de colère était perceptible dans la voix des riverains de cette petite localité côtière, ayant vécu son magnificence trois décennies auparavant, qui ont exprimé au Quotidien d'Oran leur vive désapprobation contre la bidonvilisation de la plage de leur lieu de résidence. «Des énergumènes ont enlaidi un lieu d'agrément pour un agréable séjour au bord de la mer, vers lequel convergent chaque été des centaines de vacanciers. Toute la façade maritime de Bousfer Plage a été obstruée par des constructions et autres extensions illicites exécrables. Dans cette morbidité, notre cadre de vie et celui de l'environnement ont été pitoyablement dégradés.

Un véritable massacre à ciel ouvert que nous avons signalé à maintes reprises aux responsables locaux, sans que des mesures ne soient prises pour éradiquer ce phénomène. C'est une insanité qui ne dit pas son nom».

Selon le constat établi par Le Quotidien d'Oran, des mesures ayant été ciblées par une opération démolition initiée par les services de la daïra, au cours du début du mois en cours, ont ressuscité de leurs décombres quelques jours après. D'autres constructions illicites ont germé nuitamment comme par enchantement des entrailles où la démolition a été opérée. L'illicite semble avoir été boosté. «Nous avons tenté de nous substituer à nos élus mais les contrevenants ont la peau dure et argumentent leurs transgressions en prétendant qu'ils détiennent une autorisation. Nous ne sommes pas dupes. Les agissements frauduleux de ces contrevenants semblent à priori être tolérés», ont regretté nos interlocuteurs avec une humeur bilieuse. Notons dans ce sordide contexte que les services de la daïra

ont procédé au début du mois en cours à la démolition de huit constructions illicites sur les lieux en question. Mais cependant et fort malheureusement, cette action, loin de décourager les contrevenants, semble en toute vraisemblance donner naissance à une certaine fébrilité dans la perpétration de cette infraction et ce, avec tous les impacts indésirables sur le cadre de vie de la population, celui du séjour pour les vacanciers et par ricochet sur celui de l'environnement.

Une ostentation criarde du répugnant au regard du contemplatif dépassant tout entendement sur une côte de cette partie de la wilaya d'Oran. Il y a lieu de signaler que de nombreux citoyens de la localité de Bousfer Plage ont dénoncé sur le Net le blocage des accès aux plages par ces constructions illicites. Certains pêcheurs ont affirmé qu'ils ne peuvent plus accéder au rivage, depuis plusieurs mois, et qu'ils attendaient avec impatience l'intervention des responsables concernés pour mettre un terme à leur calvaire.

## Applications mobiles taxis Le syndicat ONTA réclame une commission d'enquête

K. Assia

Une commission d'enquête pour faire toute la lumière sur les applications mobiles taxis a été demandée par M. Baghdad, président du bureau local de l'Organisation nationale des transporteurs algériens (ONTA). Lors d'une conférence de presse à laquelle a pris part également M. Kandsi, président de la fédération nationale des taxis affiliée au bureau de wilaya de l'UGCAA, le porte-parole du bureau de wilaya de l'ONTA a dénoncé ce phénomène en citant à titre d'exemple les alentours du port d'Oran et le rond-point El Bahia où des conducteurs exerçant via ces applications mobiles sont stationnés à longueur de journée.

L'intervenant a également adressé une demande d'audience au wali d'Oran pour lui faire part des préoccupations des chauffeurs de taxis concernant cette situation.

Outre ces applications taxis, le président du bureau de l'ONTA a réclamé une seule station de taxis inter-wilayas au lieu de deux dont la première est située à la cité Djamel alors que la seconde est dans le quartier de l'USTO. Une seule enceinte répondant aux conditions requises peut nettement contribuer à la réorganisation du transport inter-wilayas, a-t-il ajouté. Dans ce registre, il demande l'aide des services de la sûreté d'Oran pour qu'un véhicule de police soit mis en place dans les deux stations de taxis inter-wilayas et ce afin de lut-

ter contre le phénomène des agressions des usagers et même des chauffeurs de taxis. Tout en soulignant l'importance et l'impact de cette brigade, l'intervenant a rappelé la nécessité de mettre sur pied le plan de transport et le plan de circulation de la ville d'Oran. Avec l'approche des Jeux méditerranéens, ces plans vont permettre de réorganiser l'activité urbaine et suburbaine et lutteront efficacement contre toute forme d'anarchie, indique-t-on. Parmi les préoccupations des syndicats, figure aussi la réactivation de la commission de coordination des transports de quoi œuvrer à redynamiser le transport en général en optant ainsi pour sa réorganisation conformément à la réglementation en vigueur.

## Saison estivale Sept hôtels concernés par l'exploitation touristique des plages

Le droit d'exploitation et d'utilisation des plages sera accordé à sept établissements hôteliers proches des stations balnéaires lors de la saison estivale 2021, à condition de garantir la gratuité d'accès aux plages, a-t-on appris mardi auprès de la direction du tourisme, de l'artisanat et le travail familial. Sept hôtels publics et privés classés deux, trois et quatre étoiles situés dans les communes d'Ein El Turck, El Ançor et Bousfer recevront une licence leur permettant l'exploitation touristique des plages dans le but d'organiser cette activité, a sou-

ligné le directeur du secteur, Kaim Benamar Belabbès.

Cette procédure, en application de l'instruction ministérielle conjointe entre les ministères de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, en date du 31 mai 2021, donne la priorité d'octroi du droit de concession pour l'exploitation touristique et l'utilisation des plages adjacentes aux établissements hôteliers, a fait savoir la même source.

Ces établissements bénéficieront

de l'autorisation d'utilisation touristique des plages à partir du 1er juillet prochain. A noter que les demandes d'obtention de ce droit sont déposées au niveau des services communaux concernés. Cette licence accompagnée d'un cahier de charges où l'établissement hôtelier doit prendre en charge le nettoyage de l'espace attribué et veiller à ce que le matériel (tables, chaises et parasols) soit de bonne qualité et porte une couleur uniforme, en plus d'assurer la sécurité des estivants et délimiter la zone de baignade, indique-t-on.

## Plusieurs quartiers ciblés Près de 600 millions de dinars pour l'éclairage public et les routes

J. Boukraâ

Près de 600 millions de DA ont été débloqués par la wilaya d'Oran et la commune pour la réhabilitation de l'éclairage public et du réseau de voirie détérioré, a-t-on appris auprès de la wilaya d'Oran. A ce titre, une vaste opération de réhabilitation de l'éclairage public, a été lancée dans plusieurs secteurs urbains par la commune d'Oran, pour l'entretien des routes et de l'éclairage. Il s'agit, selon nos sources, d'une opération à moyen et long termes pour doter une grande partie des points lumineux de lampes économiques de type 'LED', (Light Emitting Diode), sachant que cette opération permettra de réduire d'environ 50% de la facture Sonelgaz, a-t-on ajouté. A ce titre une enveloppe financière de plus de 560 millions de DA a été allouée pour l'entretien du réseau routier de la commune d'Oran. Un montant de 460 millions de DA a été débloqué sur budget de la wilaya pour la maintenance du réseau routier sur une distance de 100 km, dans la commune d'Oran classé en case 'rouge' et plus de 100 millions de DA du budget de la commune pour la maintenance de 50 chemins vicinaux, selon le chef de service 'routes' à la commune. Une autre partie de cette enveloppe sera consacrée à la réhabilitation de l'éclairage public. L'une des dépenses d'énergie urbaine les plus importantes est liée à l'éclairage public. Trouver des solutions pour réduire et mieux maîtriser la consommation de l'éclairage est donc un enjeu capital pour les villes. Pour minimiser ces dépenses et répondre aux doléances des citoyens en matière d'éclairage public, les services concernés de certaines communes ont, opté pour l'utilisation de lampes 'LED', pour l'éclairage des rues. Dans cette opti-

que une opération de remplacement des anciennes lampes vapeur à mercure qui consomment beaucoup d'énergie a été initiée l'année dernière par la commune de Misserghine. L'opération a été lancée à partir du quartier 'Ahmed Zabana' et a touché d'autres rues. Une enveloppe de près de 12 millions de DA a été débloquée pour cette opération qui entre aussi dans le cadre des actions menées par les autorités publiques pour l'embellissement de la ville et l'aménagement urbain. Les 'LED' ou 'DEL' en français (Diode Electro Luminescente) sont une technologie d'éclairage qui présente des avantages nombreux comparées aux ampoules classiques (ampoules à incandescence). A puissance lumineuse égale, elles consomment 10 fois moins et durent 12 à 15 fois plus longtemps. Les 36.000 points lumineux de la ville d'Oran seront remplacés progressivement par des lampes 'LED'. L'éclairage qui représente environ 40% des consommations d'énergie électrique des collectivités territoriales fait l'objet de recherche et d'innovations qui visent à mieux maîtriser sa consommation. La commune d'Oran a aussi lancé, il y a quelques mois, une opération de remplacement des anciennes lampes par des lampes économique 'LED'. La commune d'Oran dépense près de 12 milliard de centimes pour l'éclairage public. Intégrer les 'LED' dans le dispositif d'éclairage public permettrait d'économiser jusqu'à 60 % d'énergie par rapport aux lampes à vapeur de mercure, à niveau d'éclairement égal. Les 'LED' représentent une solution technologique au rendement très élevé qui commence déjà à faire ses preuves. Les lampes 'LED' ont également une insensibilité aux allumages répétés, aux basses températures, et possèdent une grande résistance aux chocs.

## Faculté de Médecine d'Oran 1<sup>er</sup> Festival des plantes médicinales et toxiques

Alors que la mode est à la médecine naturelle, de plus en plus de remèdes à base de plantes voient le jour. Qu'elles soient préparées en laboratoire ou chez soi, les solutions phytothérapeutiques trouvent toutes leur origine dans les plantes.

Or une plante peut à la fois être utile et toxique. Dans ce cadre le Laboratoire de botanique médicale, relevant du département de Pharmacie de la faculté de Médecine d'Oran a organisé la première édition du Festival des plantes médicinales et toxiques. Selon ses initiateurs «cet événement a permis aux étudiants de s'impliquer davantage dans le domaine de la phytothérapie et de l'aromathérapie».

Des stands d'exposition sur les principales plantes médicinales et toxiques à connaître par un pharmacien ont été présentés par les étudiants. La manifestation a permis d'échanger les expériences entre les étudiants ainsi qu'avec l'ensemble des enseignants. «L'événement sera reconduit chaque année» selon nos sources. Une plante médicinale est une plante utilisée pour ses propriétés

thérapeutiques. Cela signifie qu'une de ses parties (feuille, bulbe, racine, graine, fruit, fleur) peut être employée dans le but de guérir. Leur utilisation remonte à des milliers d'années, où l'homme utilisait les plantes pour se soigner. Aujourd'hui, elles sont la base de la phytothérapie et de l'homéopathie. De plus, on distingue les plantes herboristes qui sont utilisées telles quelles, de manière «traditionnelle», et les plantes qui constituent une matière première pour l'industrie pharmaceutique. Mais il faut savoir que la matière principale de la pharmacopée est restée végétal.

En dépit de l'amélioration des prestations médicales en matière de prise en charge des malades dans les hôpitaux d'Oran, les malades ont toujours recours à la thérapie traditionnelle et notamment à base de plantes. Ces dernières années, la phytothérapie revient à la mode dans les pays occidentaux et s'appuie sur des traditions millénaires. Cette utilisation est principalement fondée sur l'idée que les plantes sont un moyen naturel de traitement dénué de tout risque. J. Boukraâ

### ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Fejari Helima, 89 ans, Choupot

Nair Fatma, 79 ans, Plateau

Bourouya Mohamed, 77 ans, Canastel

Benhamou Nouredine, 77 ans, Mostaganem

### Horaires des prières pour Oran et ses environs

06 dhou el qida 1442				
El Fedjr 03h58	Dohr 13h04	Assar 16h54	Maghreb 20h24	Icha 22h04





## TISSEMSILT

**Sept étudiantes victimes d'intoxication alimentaire**

Sept (7) étudiantes à la cité universitaire «2.000 lits» filles à Tissemsilt, ont été victimes d'une intoxication alimentaire, a-t-on appris mardi auprès de la direction de la santé et de la population (DSP).

Le service des urgences médicales de l'établissement public hospitalier de Tissemsilt a accueilli, dans la nuit du lundi, 7 étudiantes présentant des symptômes d'intoxication alimentaire, qui ont quitté le service après avoir reçu les soins nécessaires, selon la même source. Sitôt la nouvelle ébruitée, une enquête épidémiologique, déclenchée au niveau de la résidence universitaire «2000 lits», a prouvé qu'il ne s'agit pas d'une intoxication alimentaire collective mais de cas isolés, a-t-on indiqué, affirmant que les conditions de réfrigération des produits alimentaires dans cette résidence sont respectées par ceux qui veillent au contrôle alimentaire au restaurant universitaire.

Pour sa part, le directeur de wilaya des œuvres universitaires, Mustapha Allane a déclaré, à

l'APS, qu'il est probable que ces étudiantes aient pris leurs repas en dehors de la résidence universitaire, soulignant que l'une d'elle a reconnu avoir pris un repas dans un restaurant de la ville de Tissemsilt.

Il a fait remarquer que le restaurant de la résidence universitaire sus-indiqué a accueilli, dimanche, 960 étudiantes qui ont pris le dîner et que 7 étudiantes ont senti lundi soir un mal au ventre et une diarrhée doublée d'une fièvre selon le diagnostic établi par le service des urgences médicales de l'EPH de Tissemsilt. Le cas d'intoxication est isolé par rapport au nombre «considérable» des étudiantes qui ont pris leurs repas du soir à la résidence universitaire, a précisé le même responsable, faisant observer que les agents de contrôle de la direction du commerce ont pris des échantillons de repas témoins (du repas du soir) du restaurant universitaire aux fins d'analyses au niveau du laboratoire de contrôle de qualité et de répression des fraudes du chef-lieu de wilaya.

## EL-BAYADH

**Décès d'une enfant après une piqûre de scorpion**

Hadj Mostefaoui

Une enfant âgée d'à peine trois années est décédée à la suite d'une piqûre de scorpion. Ce décès a eu dans la région de Dhayet El Ousra, au chef-lieu de la commune de Rogassa. La jeune victime a rendu l'âme, peu après son évacuation dans un état jugé très grave, à l'hôpital 'Moha-

med Boudiaf' du chef lieu de la wilaya. Pour rappel des multiples campagnes de sensibilisation ont été menées, tambour-battant, tout au long du dernier trimestre par les éléments des 13 unités de la Protection civile auprès des populations de la zone rurale sur les risques d'envenimations scorpionniques, très fréquentes durant les périodes de grandes chaleurs.

**Des psychotropes saisis, trois personnes arrêtées**

Des éléments de la Sûreté de la daïra de Bougtob, en patrouille au centre-ville, ont été intrigués par le comportement suspect de trois individus, à l'intérieur d'un véhicule. Après avoir intercepté et procédé à la fouille minutieuse de leur véhicule, les policiers ont découvert dans une cachette spécialement aménagée dans la malle une quantité de 600 comprimés psy-

chotropes et une somme d'argent estimée à 40 millions de centimes. Les 3 occupants de ce véhicule ont été arrêtés et présentés devant le procureur de la République près le tribunal territorialement compétent qui a ordonné leur mise en détention provisoire, tandis que la marchandise prohibée et le véhicule ont été saisis.

Hadj Mostefaoui

## SIDI BEL-ABBÈS

**Plus de 1.200 personnes vaccinées contre le Covid**

Plus de 1.200 personnes ont été vaccinées contre le Covid-19 dans un espace public dédié à l'opération au niveau de la place «1er novembre» au centre-ville de Sidi Bel Abbès, a-t-on appris mardi du coordinateur de l'opération, Dr Benkhaled Harmel.

Le coordonnateur à l'Etablissement public hospitalier de santé publique de Sidi Bel-Abbès a indiqué que cet espace, créé dans le cadre de la campagne de vaccination contre le coronavirus ciblant prioritairement les personnes âgées de plus de cinquante ans et ceux atteints de maladies chroniques, a drainé un grand

nombre de citoyens désireux se faire vacciner en une semaine.

Un personnel médical et paramédical a été mobilisé pour accueillir les citoyens de 9 heures du matin jusqu'à 20 heures à longueur de semaine, a-t-il fait savoir, notant que tous les citoyens souhaitant bénéficier de l'opération de vaccination contre le Covid-19 peuvent se rendre au chapiteau dressé pour la vaccination, sans rendez-vous au préalable.

La direction de la Santé et de la Population (DSP) a indiqué que, dans le cadre de la poursuite de la campagne de vaccination lancée en milieux ouverts,

un espace public similaire a été ouvert à Sidi Djillali au centre-ville de Sidi Bel-Abbès, en coordination avec les services de la Protection civile.

Pour rappel, jusqu'à fin mai dernier, plus de 8.000 vaccins contre le Covid-19 ont été administrés à des citoyens à travers 58 polycliniques de la wilaya de Sidi Bel-Abbès et aucune complication liée à la procédure de vaccination n'a été enregistrée.

L'opération de vaccination est toujours en cours dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, qui a récemment reçu un lot de 5 000 doses du vaccin chinois Sinopharm.

## AÏN TEMOUCHENT

**Nouvelle campagne de vaccination contre le Covid**

Une vaste campagne de vaccination contre le Covid-19 au profit des citoyens a été lancée, mardi à Aïn Temouchent par le secteur de la santé en coordination avec la direction de la protection civile. Le directeur de la santé et de la population, Djelloul Ouis, a indiqué que cette campagne vient en appoint à la première étape lancée en février dernier au profit de plus de 5.000 personnes issues du secteur de la santé, ainsi que les personnes âgées de 65 ans et plus et les malades chroniques. Cette campagne, lancée à la place publique «9 décembre 1960» d'Aïn Temouchent, cible toutes les catégories d'âge et s'étale sur trois jours au profit de l'ensemble des citoyens souhaitant se faire vacciner, a souligné le même responsable.

De son côté, la direction de la protection civile de la wilaya a mis en place une équipe médicale relevant



de ses services pour contribuer à la réussite de cette campagne, en plus de l'installation de tentes au niveau de la place publique afin d'accueillir les citoyens souhaitant se faire vacciner dans de bonnes conditions, dans une organisation stricte veillant au respect du protocole sanitaire de prévention contre la pan-

démie, selon le responsable de la cellule de communication de ce corps, le capitaine Mohamed Moukhaloua. L'opération sera généralisée ultérieurement et concernera l'ensemble des daïras de la wilaya pour toucher un plus grand nombre possible de citoyens souhaitant la vaccination.

## TIARET

**La réinsertion par la formation**

Le Directeur général de l'administration pénitentiaire et de réinsertion, Said Zreb a souligné, mardi à Tiaret, que le nombre important de détenus qui suivent des études ou une formation est un indice positif de l'efficacité de la politique de l'Etat pour leur réinsertion.

Dans une allocution prononcée à l'occasion du coup d'envoi des examens du brevet d'enseignement moyen (BEM) à l'établissement pénitentiaire de Tiaret, M. Zerb a indiqué que 35.922 personnes incarcérées suivent des études dans différents niveaux d'enseignement et 35.448 autres sont inscrits en formation professionnelle et artisanale dans 142 spécialités à travers le pays, soulignant que ces statistiques sont «un indicateur positif» de l'efficacité de la politique de l'Etat visant la prise en charge des détenus en milieu carcéral pour les réinsérer

et les préparer à l'étape de leur libération.

«La prise en charge pédagogique et de formation s'opère dans le cadre de conventions signées entre le ministère de la Justice et les ministères concernés de manière à aider cette frange à se réinsérer dans la société après avoir purgé la peine», a-t-il ajouté, soutenant que la formation demeure un moyen important pour lutter contre le phénomène de récidive.

La supervision des examens du BEM des détenus reflète l'intérêt accordé par le ministère de la Justice et l'administration pénitentiaire à la formation pédagogique et professionnelle, dans le cadre de la politique d'insertion des détenus en veillant à l'enseignement à différents paliers de la phase d'alphabetisation vers l'enseignement supérieur, la formation professionnelle et artisanale, a-t-il affirmé.

## TLEMCEM

**25 kg de kif interceptés**

Vingt cinq (25) kilogrammes de résine de cannabis (kif traité) ont été saisis dernièrement dans la wilaya de Tlemcen lors d'une opération ayant permis aux policiers d'arrêter un suspect, a-t-on

appris mardi dans un communiqué de la sûreté de wilaya.

Les éléments de la police mobile judiciaire de Sabra ont découvert, chez le conducteur d'une motocyclette qu'ils ont in-

terceptée, une quantité de résine de cannabis.

Une procédure judiciaire a été engagée contre le prévenu pour le présenter devant la justice, a-t-on indiqué de même source.



## Elections législatives : la tribu, ses corollaires et l'argent injecté...

Ali Chabana

On ne change pas une équipe qui gagne, affirme-t-on dans le milieu sportif. Cela s'est confirmé lors des dernières élections législatives anticipées. Les mêmes partis politiques, pour tant données en ballottage défavorable ont raflé la mise ou presque, le FLN, le MSP et le RND se sont emparés de 5 sièges sur les 7 accordés à la wilaya de Tébessa, 2 députés réélus et aucune candidate élue. Un schéma identique aux années précédentes, laissant au PLD et le Front Moustakbel le

soin de compléter la liste. Quant aux listes indépendantes, pour tant leurs composantes en ressources humaines laissent présager une concurrence avec les formations politiques traditionnelles, ont dû baisser pavillon avec zéro au compteur. Il faut dire que le faible taux de participation enregistré dans les bureaux de vote, notamment dans la commune de Tébessa, a joué un mauvais coup aux indépendants. La configuration tribale (une réalité sociologique incontournable) a encore une fois prédominé auprès de l'électorat local. La tribu et ses corollaires,

l'argent injecté dans ce processus électoral a eu raison des autres considérations et critères de choix. Il fallait miser sur le bon cheval, quitte à égratigner certaines affinités. La rue continue elle de commenter les résultats, avec un arrière-goût de déjà vu. Les noms des députés ont changé, peut-on espérer un changement aussi dans les pratiques, les mentalités et les aptitudes des uns et des autres, pour enfin croire à une institution législative aux missions bien définies, dont on attend beaucoup dans les réformes initiées au titre d'une Algérie nouvelle ?

## Un trafiquant de drogue condamné à 3 ans de prison ferme

Les affaires de vente illégale de drogue, de surcroît à proximité des établissements scolaires deviennent monnaie courante selon les rapports établis par les services de la police. Les dealers n'hésitent plus à

s'aventurer dans des endroits jusqu'ici sécurisés pour écouler leur poison auprès de jeunes, leurs cibles préférées.

C'est le cas d'un individu âgé de 30 ans interpellé en détention de cannabis et de psycho-

tropes, qui utilisait son domicile comme point de vente. Présenté devant la justice, le mis en causé a écoupé de 3 ans de prison ferme, a-t-on appris de la cellule de presse de la sûreté de la wilaya de Tébessa. **A. C.**

## EL TARF

## Saisie de 300 kg de glaces impropres à la consommation

A. Ouélaa

L'été, du fait de ses conditions climatiques spécifiques, en l'occurrence la chaleur, facteur majeur dans la détérioration des produits alimentaires, lorsque des commerçants irrespectueux de la santé des gens n'hésitent

pas à écouler des aliments parfois impropres à la consommation. En ce sens, la police générale de la sûreté de daïra de Besbes a effectué mardi dernier des contrôles inopinés auprès de certains commerçants de la ville de Besbes. Ainsi donc, un commerçant qui prépare des glaces et

qu'il vend auprès d'autres, crémeries, ses produits se sont avérés impropres à la consommation après analyse.

Le total de ces glaces saisies est de 300 kg, soit 50 bidons de 06 kg chacun. Un PV a été établi concernant cette infraction et adressé à la justice.

## Publicité

## APARTEMENTS

■ Achète tout bien immobilier au Maroc - Tél : 0558.19.13.39 / 0793.24.78.88

■ Vds F3, 2<sup>e</sup> étage, 90 m<sup>2</sup>, acté NV, Construction bien ménagé situé à la rue Dehiba Brahim Maraval Oran - Tél : 0771.79.28.36

■ Vds F2-F3-F4 et F5 promo luxe cuis, équipée, chauff/cen, garage, à Millénium, cité Petit, wilaya, Plateau, Maraval - Tél : 0772.43.37.38 / 0558.26.22.70

■ Vs F5, 1<sup>er</sup> étage, 174 m<sup>2</sup>, 3 balcons + véranda 15 m<sup>2</sup> + cuis équipée ch/central /3 façades, immeuble de 4 étages, 1 par palier + garage indiv 20 m<sup>2</sup>, Coop Hachimia ; Belgaïd - Tél : 0550.96.08.41

■ A vendre F3, 53 m<sup>2</sup>, 4<sup>e</sup> étage, Cité Lauriers Roses, Maraval Oran. Visite 9h à 12h, Mobile : 0550.44.41.61

■ A louer joli F4, refait à neuf, pour les vacances (juin, juillet, août) ou pour longue durée, bloc fermé et sécurisé, Les Amandiers /Oran Tel : 0557.57.51.64

■ A vendre F4 au 6<sup>ème</sup> étage avec Ascenseur - Sup. 88 m<sup>2</sup> - Propre - Acté - au 111, Rue de Mostaganem - Immeuble « Sémiramis » - centre-ville d'ORAN - Tél : 0559.85.57.04

■ Vente bel Appart F3 de 75 m<sup>2</sup> au 2<sup>ème</sup> étage avec SDB - Cuisine - Gd Hall + 1 Balcon - Situé à Dar El Hayat - ORAN - Tél : 0773.89.15.60 - 0791.16.36.25

■ A louer bel Appart F3 au 2<sup>ème</sup> étage à Maraval - ORAN - Equipé - Très bel endroit avec toutes commodités pour période estivale (Semaine ou Mois) - Tél : 0656.32.51.18

## PENSÉE

A la mémoire de notre cher et regretté père et époux

**BESSEDIK Mohamed Kamel**  
Déjà 14 ans, ce 18 juin 2007, depuis que tu nous as quittés,

laissant derrière toi un vide immense que personne ne pourra combler. Ton absence est toujours cruelle et difficile à supporter. Tu étais notre consolation dans la tristesse, notre secours dans la détresse, notre force dans la faiblesse. Toi qui fus et resteras à nos yeux l'exemple de bonté, de gentillesse et de sagesse. Ton souvenir est permanent et ton image est cruellement gravée dans nos mémoires. Nous t'aimerons toujours. En cette douloureuse circonstance, nous demandons à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée et réciter la Fatiha en sa mémoire.  
Repose en paix, Allah yarhamék.  
Ton épouse, tes filles et ton fils OUASSINI qui ne t'oublieront jamais



■ Loue Studio meublé à ORAN au centre-ville « Antinéa » au 5<sup>ème</sup> étage en face marché Michelet - 25.000 DA par mois : minimum un An de location - Tél : 0660.57.59.20

■ Vends bel Appart de 90 m<sup>2</sup> composé de 3 Pièces + Cuisine + SDB + Hall + Couloir - Séchoir - 1 Balcon au 6<sup>ème</sup> étage avec Ascenseur - Toutes commodités - Bon voisinage - Akid Lotfi / ORAN - Tél : 0661.27.64.08

## VILLAS

■ Vds maison de maître R+1, 150 m<sup>2</sup>. RDC : 1 local 75 m<sup>2</sup>/1<sup>er</sup> étage 1 appart 150 m<sup>2</sup>, endroit commercial, au début de la rue Larbi Ben M'hidi /CV d'Oran. Etudie ttes prop. - Tél : 0551.574.563

■ Vds villa 170 m<sup>2</sup> R+3, actée + L/Fonc / R : cafétéria en activité + 2 locaux /1<sup>er</sup> étage : 3P + cuis + SDB + hall / 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> similaires, terrasse avec relais Djazzetagy, à Cité Petit Oran - Tél : 0799.08.80.50

■ A louer ou à vendre Habitation de 225 m<sup>2</sup> en R+1 à GDYEL (HAMAR) - ORAN - Tél : 0550.43.31.74

■ Maison de Maître R+1 à vendre - RDC : Garage - Hall - Salon - Cuisine - SDB et Jardin + Haouch - 1<sup>er</sup> étage : 4 Chambres - SDB + Terrasse - Sise à Coop. 178 Villas Sonatrach - Bethioua - ORAN - Tél : 0557.23.14.50

## LOCAUX

■ Vds à Bel-Air Oran, à 50m du bd Froment Coste, local comm 160 m<sup>2</sup> RDC : 20 m<sup>2</sup> + 1<sup>er</sup> 140 m<sup>2</sup>, acté. RDC : bureau P-DG Open space + 2 sdb, pour Fonct. libérale + wifi + ligne tél : Prix : 1M900- Tél : 0560.19.75.28

■ Témouchent loue 1 gd magasin 190 m<sup>2</sup>, 2 faç + vitrine /4m haut, 6 rideaux, en plein centre-ville, servira pour activités com. (superette, électroménagers, habillement...) Tél : 0772.21.93.46

■ A louer en plein centre-ville, Tlemcen sur gd boulevard, 2 étages à usage commercial ou professionnel. Courtier s'absentir - Tél : 0553.79.73.60

■ A louer local 25 m<sup>2</sup> avec sanitaire FM, clim, situé à la cité AADL 1377 logt. Pépinière, îlot 03, local N° 11. Tel- 0550.25.82.29

■ Cause retraite loue gd restaurant/pizzeria spécialité 'kabab' 'la brise' sur Bd commercial avec gde salle fauteuils. Tel : 0777.09.56.37 - 0699.72.84.83

■ Restaurant à louer 3 étages - équipé avec Matériel complet - Situé à la Rue des Bijouteries à Mdina Jdida - Ville Nouvelle - ORAN - Tél : 0777.11.60.21

## TERRAINS

■ Vds des beaux lots de terrains : 150-200-500 m<sup>2</sup>, 1 seule et 2 façades à Douar 'Chourba' (douar Boudjemâa) Oran - Tél : 0559.34.20.35

■ Vends très beau Terrain de 250 m<sup>2</sup> à Belgaïd (ORAN) situé dans un très bel endroit - Prix fixe : 8,5 U/m<sup>2</sup> - Tél : 0697.61.66.99

■ Vends Terrain à Trouville (Aïn El Turk) - ORAN - Sup. 473 m<sup>2</sup> - Acte notarié + Livret foncier + Permis de construire en cours de validité (R+4) 20 Logts à 500 m de plage - Tél : 0560.00.46.16 - 0661.66.30.30

## VEHICULES

■ Vends SEAT IBIZA - Année fin 2017 - Essence 1,6 - 90 CV - 16 Valves FL 6 25.000 km peu roulé - Etat : Neuve - Tél : 0656.05.02.61

■ Véhicule HYUNDAI AEON - Année 2014 - Roulé 58.000 km - Echange contre KANGOO ou PARTNER - ORAN - Complément possible - Tél : 0656.05.02.61

## DIVERS

■ Prend en charge travaux de démolition, gros-œuvres, maçonnerie générale, aménagement, rénovation, fourniture et pose, clés en main - Tél : 0794.30.39.03

■ A louer licence de café à Oran - Tél : 0550.54.24.62

■ A louer Licence de Café - Tél : 0551.33.27.27

## EMPLOIS

■ Cherche écrivain expérimenté arabe/français travail ponctuel - Mob : 0661.20.18.07 email : ccb\_oran@yahoo.fr

■ Restaurant cherche Femme de ménage à Bir El Djir (ORAN) - Tél : 0799.95.45.88

Henkel

**HENKEL ALGERIE**  
S.P.A au Capital Social de 6.268.000.000,00 DZD

Procès – Verbal

Assemblée Générale Ordinaire Annuelle

Réunion du Jeudi 10.06.2021

Les actionnaires de la société Henkel Algérie, se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire annuelle en visioconférence, sur convocation faite par le Conseil d'Administration.

Les résolutions ci-après ont été adoptées :

- **PREMIERE RESOLUTION :**  
Approbation des comptes annuels relatifs à l'exercice 2020
- Résolution adoptée à l'unanimité
- **DEUXIEME RESOLUTION :**  
Approbation des actes de gestion du Conseil d'Administration au titre de l'année 2020 et quitus entier et sans réserve aux administrateurs pour le dit exercice.  
Résolution adoptée à l'unanimité.
- **TROISIEME RESOLUTION :**  
Affectation du résultat de l'exercice 2020.  
Résolution adoptée à l'unanimité
- **QUATRIEME RESOLUTION :**  
Jetons de présence.  
Résolution adoptée à l'unanimité
- **CINQUIEME RESOLUTION**  
Rémunération du commissaire aux comptes  
Résolution adoptée à l'unanimité.
- **SIXIEME RESOLUTION**  
Approbation des conventions réglementées
- Résolution adoptée à l'unanimité
- **SEPTIEME RESOLUTION**  
Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités légales et réglementaires  
Résolution adoptée à l'unanimité

La Présidente du Conseil d'Administration  
Soulef KAROUI.



Siège social : Lot N° 779 – Propriété Mohamed ZAOUÏ – les Grands Vents – Section 1 – Dely Brahim – Alger.

## Avis d'appel d'offres Le Méridien Oran Hôtel & Convention Center

Pour l'approvisionnement de l'hôtel Le Méridien Oran Centre de convention en lots suivants par marchés à commandes :

- Lot 01 : Fruits et légumes frais & poulets frais, viandes rouges fraîches, poissons frais et œufs (contrat mensuel) année 2021**
- Lot 02 : Produits agroalimentaires, 2<sup>ème</sup> semestre 2021**
- Lot 03 : produits surgelés (viandes & poissons et légumes)**

- Les consultations seront liées auprès de la Direction des Achats, à compter de la date de la parution de l'annonce
- Les plis doivent être déposés sous plis fermés et anonymes au niveau du département des Finances sous forme de plis technique et financier séparés à l'intérieur de la même enveloppe.
- 07 jours pour déposer l'offre après la première parution de cette annonce sur le journal (les derniers délais de dépôt 23 juin 2021)
- Seuls les soumissionnaires remplissant les conditions demandées seront retenus.

**Hôtel Le Méridien Oran**  
Direction des Finances  
Les Genêts, Chemin de wilaya, Route 75  
Oran

## Avis d'ppel d'offres Le Méridien Oran Hôtel & Convention Center

Pour l'approvisionnement de l'hôtel Le Méridien Oran Centre de convention en lots suivants par marchés à commandes :

- Lot 01 : Film Anti-Blast**
- Lot 02 : Caméra de surveillance**
- Lot 03 : Fourniture et pose des vitres de l'hôtel**

- Les consultations seront liées auprès de la Direction des Achats à compter de la date de la parution de l'annonce
- Les plis doivent être déposés sous plis fermés et anonymes au niveau du département des Finances sous forme de plis technique et financier séparés à l'intérieur de la même enveloppe.
- 07 jours pour déposer l'offre après la première parution de cette annonce sur le journal (les derniers délais de dépôt 23 juin 2021)
- Seuls les soumissionnaires remplissant les conditions demandées seront retenus.

**Hôtel le Méridien Oran**  
Direction des Finances  
Les Genêts, Chemin de wilaya, Route 75  
Oran



## Football - Ligue 1 Le choc MCO-MCA en tête d'affiche

Adjal Lahouari

Formis l'USMA et la JSK, toutes les équipes seront sur le pont vendredi, samedi et dimanche pour le compte de la 26<sup>e</sup> journée de Ligue 1. Au fur et à mesure du déroulement de cette compétition, la pression va aller crescendo pour tous les clubs, chacun d'entre eux ayant des objectifs différents. Du côté de Sétif, on ne peut qu'être étonné et déplorer la situation financière précaire de l'ESS, pourtant solide leader et favori pour le titre de cette édition.

A ce sujet, le coach tunisien Nabil El-Kouki, las des promesses non tenues, a averti les dirigeants de l'Entente sur son éventuel départ si la situation venait à perdurer. Deux rencontres se dérouleront demain vendredi et ne manqueront pas d'attrait.

On constate que les M'lilis, après une phase aller exceptionnelle, ont baissé de rythme et reculé au tableau, surtout après le dernier revers subi à Bordj Bou Arréridj.

Cette fois, ils accueilleront un adversaire peu maniable puisqu'il s'agit du CSC, qui a effectué une démarche inverse à celle de l'ASAM. Les Constantinois pensent même avoir des chances de se rapprocher du podium.

A Chlef, les hommes de Zaoui voudront saisir l'opportunité de glaner les trois points de la victoire face à un Nasria qui est tenu de réagir dès aujourd'hui sous peine d'être distancé car faisant partie du quatuor des potentiels relégués. Samedi, dès 17h00, il y aura quatre matches dont deux ressortent du lot. Un classique par exemple, comme MCO-MCA, ne laisse personne indifférent. Les Oranais ont un nouvel entraîneur, Bouazza, qui a pris le relais de Madoui, « démissionné » pour de bon cette fois, et on ignore quelle sera la réaction des joueurs après la piteuse défaite subie à Relizane.

De son côté, le Doyen s'est quelque peu rassuré en obtenant l'essentiel face à une JSS qui méritait beaucoup mieux. Quant au CRB, il se méfie des

Pacistes qui l'ont tenu en échec à l'aller, bien qu'actuellement les coéquipiers de Bouabta paraissent moins fringants. Le seul bémol pour l'entraîneur du CRB Manojlovic, c'est la récupération sur le plan physique des cinq internationaux de l'EN des locaux au lendemain du match Algérie-Libéria à Oran. On pense tout de même que le Chabab est capable de l'emporter et d'inquiéter les Mouloudéens du MCO, sommés de battre le MCA pour conserver la troisième place du podium, toujours chapeauté par une ESS appelée à faire le plein dimanche face au CABBA. Il en est de même à Béchar où la JSMS, avec sa défense friable, risque un carton de la part des coéquipiers de Messaoudi, celui-ci bien parti pour enlever le titre de meilleur buteur de cette édition. On suivra de près les débats WAT-OM et NCM-USMBA, dont les résultats sont importants pour tous ces clubs. Enfin, le RCR, et compte tenu de la situation déplorable qui prévaut et de l'attitude des joueurs non régularisés qui ont même séché des séances, risque de laisser des plumes à Biskra où les locaux sont réputés être coriaces sur leur stade. A signaler que le match USMA-JSK est reporté, le club du Djurdjura jouant le match aller des demi-finales de la coupe de la CAF face à Coton Sport, et auquel tous les sportifs algériens lui souhaitent une pleine réussite.

Vendredi à 17h00		
Aïn M'lila:	ASAM	CSC
Chlef (17h45):	ASO	NAHD
Samedi à 17h00		
20-Août:	CRB	PAC
Magra:	NCM	USMBA
Tlemcen:	WAT	OM
Oran:	MCO	MCA
Béchar (20h00):	JSS	JSMS
Biskra (20h00):	USB	RCR
Dimanche à 17h45		
Sétif:	ESS	CABBA
USMA-JSK reporté		

## Madjid Bougherra «Les joueurs sont très motivés»

Le sélectionneur de l'équipe algérienne A' de football, composée de joueurs locaux, Madjid Bougherra, a indiqué que ces derniers savaient qu'ils ont un lien avec la sélection première, soulignant que les deux équipes ne font qu'une. «Les joueurs ont ressenti le lien entre les A et les A'. Les deux sélections ne forment qu'une seule et même équipe. Nous avons la chance d'avoir le staff des A, d'avoir Djamel Belmadi qui observe les entraînements et est très attentif au comportement de l'équipe.

Les joueurs ressentent qu'ils sont dans le même projet que l'équipe A», a indiqué Bougherra dans un entretien accordé au site de la Fédération algérienne (FAF). Une année après sa désignation à la tête de la sélection A', Madjid Bougherra a fait ses grands débuts, à l'occasion du premier stage, entamé dimanche et qui s'étalera jusqu'au 17 juin, ponctué par un test amical ce soir face au Liberia A, au nouveau stade d'Oran. Interrogé sur les critères de sélection ayant débouché sur la convocation de 23 joueurs pour ce premier stage, l'ancien capitaine des «Verts» a estimé qu'il avait pris tout son temps, soulignant que le groupe est «un mix de joueurs d'expérience et de beaucoup de jeunes». «J'ai eu plus de 8 mois pour observer les joueurs, donc j'ai pris mon



temps. Pour certains, quelques dérogations ont été accordées. J'ai ainsi donné l'opportunité aux joueurs de la JS Kabylie de se consacrer à leur demi-finale de Coupe de la Confédération. Je pars sur un projet, le CHAN-2023, tout en pensant aussi à la Coupe arabe. Cette sélection est ainsi un mix de joueurs d'expérience qui font une très belle saison comme Amir Sayoud, et de beaucoup de jeunes. Je suis content de voir des joueurs dont l'âge est compris entre 18 et 23 ans être titulaires en Ligue 1. Il ne faut pas non plus se mentir : les A' sont la réserve

de l'équipe nationale A, et nous sommes sur un projet à court, moyen ou long terme avec eux», a expliqué Bougherra, qui a relevé l'importance de s'imposer dans cette première rencontre, au tout nouveau stade d'Oran. «Nous devons gagner ce match face au Libéria, qui a déjà croisé l'Egypte, que nous allons affronter en Coupe arabe. Le fait d'affronter une équipe A, de jouer à Oran, d'avoir l'opportunité de faire l'inauguration du stade, c'est magnifique, même pour les joueurs. Ils sont donc très motivés», a-t-il conclu.

## En amical: Algérie A' - Libéria, aujourd'hui à 20h45 Un test révélateur pour les locaux

M. Zeggai

Le nouveau stade d'Oran, tant attendu par le public oranais, ouvrira ce soir ses portes à l'occasion du match amical entre l'équipe nationale des joueurs locaux (A') et la sélection première du Libéria. Cette rencontre marquera donc l'inauguration de cette importante enceinte footballistique qui vient renforcer les infrastructures sportives d'Oran. Ce match amical sera une occasion pour évaluer la qualité des travaux réalisés au sein du nouveau complexe sportif olympique avant sa réception officielle. Il permettra également de déceler d'éventuels dysfonctionnements des équipements installés avant de procéder à la réception officielle de cette infrastructure, affirme-t-on. Pour ce qui est de cette rencontre, la sélection nationale A' a débuté son stage dimanche dernier au centre de Sidi Moussa avec un premier entraînement, sous la direction de Madjid Bougherra, désigné à la tête de la sélection en juin 2020. Pour rappel, l'EN se prépare en prévision de la Coupe arabe des nations de la FIFA Qatar-2021, qui aura lieu en décembre prochain. Un stage qui intervient après une longue période d'observation et de suivi-évaluation. Pour cela, Bougherra a sillonné plusieurs stades et assisté à de

nombreux matches de championnat de Ligue 1 pour superviser le maximum de joueurs avant d'établir sa liste des éléments répondant aux critères recherchés. Cette joute amicale contre le Libéria s'avère comme un bon test pour les Verts qui seront investis d'un double objectif, le premier sera de gagner afin de poursuivre le travail dans de bonnes conditions psychologiques et le deuxième est de convaincre le sélectionneur pour faire parti du groupe appelé à représenter l'Algérie lors de la prochaine Coupe arabe où les Verts évolueront dans le groupe D, en compagnie de l'Egypte, ainsi qu'avec les vainqueurs de Liban-Djibouti et Libye-Soudan. La présence de Djamel Belmadi constituera, à coup sûr, une source de motivation supplémentaire pour les nôtres qui auront l'honneur de découvrir la superbe pelouse du nouveau stade d'Oran. Voilà donc une belle opportunité pour les joueurs locaux afin de montrer leurs qualités et espérer une convocation en sélection nationale A, qui sera appelée à défendre son titre africain au Cameroun.

Sur le plan de l'effectif, la sélection nationale sera privée du gardien de but Moussaoui (CRB) et le défenseur Mouali (PAC), testés positifs au coronavirus, remplacés à la dernière minute par Litim (MCO) et

Lamara (MCA). Cette empoignade revêt une importance capitale pour Madjid Bougherra comme il l'a clairement souligné dans sa dernière déclaration. «Je pars sur un projet, la CHAN-2023, tout en pensant aussi à la Coupe arabe. Pour ce qui est de l'effectif, je dois préciser que pour certains, quelques dérogations ont été accordées. J'ai ainsi donné l'opportunité aux joueurs de la JSK de se consacrer à leur demi-finale de Coupe de la CAF», a-t-il dit.

Sur le terrain, la sélection nationale partira vers l'inconnu contre le Libéria de l'entraîneur Peter Butler qui vient d'effectuer un stage en Tunisie, ponctué par une défaite contre la Mauritanie (1-0) et victoire contre la Libye sur le même score. Parmi les joueurs sélectionnés, l'entraîneur du Libéria a fait appel à quelques éléments évoluant à l'étranger à l'image du keeper Ashley (RB Linense, Espagne), les défenseurs Balde (KF Feronikeli, Kosovo), Othello (Miami FC, Etats-Unis), les milieux Allen (FC Aarau, Suisse), Murphy Dorley (Slavia Prague, République Tchèque), Hellberg (IK Brage, Suède), Macaulay (Al Jeel Club, Arabie Saoudite), Tweh (Rukh Brest, Biélorussie) et les attaquants Sherman (Kedah Darul Aman FC, Malaisie) et Wilson (Podbeskidzie Bielsko-Biala, Pologne).

## CAF La CAN aura bien lieu au Cameroun

La Coupe d'Afrique des Nations de football (CAN) se jouera comme prévu au Cameroun en janvier 2022, a assuré mardi à Yaoundé le secrétaire général de la Confédération africaine de football (CAF) après des rumeurs sur les réseaux sociaux d'un nouveau retrait du tournoi au pays hôte. «La CAN sera organisée dans ce magnifique pays au mois de janvier 2022. C'est clair», a affirmé Véron Mosengo-Omba, secrétaire général de la CAF, lors d'une conférence de presse organisée au terme d'une visite de 48 heures au Cameroun. «Je ne veux plus répéter ça», a-t-il martelé. Le pays d'Afrique centrale devait accueillir en 2019 la précédente édition de la compétition phare sur

le continent mais l'organisation lui avait été retirée en raison du retard dans la construction et dans la réhabilitation des stades. L'Egypte avait finalement organisé la compétition. «Le travail avance très bien (...) mais il y a quelques réglages à faire», a assuré M. Mosengo-Omba. «Le président de la CAF (Patrice Motsepé, NDLR) et le comité exécutif de la CAF (...) sont satisfaits du travail, de l'organisation», a-t-il insisté.

Lors de sa visite, le secrétaire général de la CAF a notamment visité le Stade d'Olembe à Yaoundé, où se joueront le match d'ouverture et la finale. La CAN se jouera du 9 janvier au 6 février 2022. Initialement prévu en juin, le tirage au sort

des poules a été reporté en raison de «problèmes logistiques liés au Covid-19» au mois d'août, mais la date précise reste à déterminer, selon Narcisse Mouelle Kombi, ministre camerounais de Sports.

### La Sierra Leone dernière qualifiée

L'équipe de Sierra Leone a décroché l'ultime billet pour la prochaine Coupe d'Afrique des nations de football (CAN 2021), mardi à Conakry, en battant celle du Bénin 1-0 grâce à un penalty de Kei Kamara (19').

Les Sierra Léonais terminent deuxième du groupe L derrière le Nigeria, au terme d'une rencontre qui a été reportée deux fois à cause de tests Covid-19 aux résultats contestés.

## Natation - Championnats de France Syoud en bronze sur 400m 4 nages

Le nageur algérien Jaouad Syoud (Olympique Nice) a décroché la médaille de bronze du 400m 4 nages des Championnats de France 2021 qui se déroulent dans le complexe aquatique de Chartres, améliorant son record d'Algérie de la spécialité une deuxième fois mardi. Avec un chrono de

4:19.02, Syoud (21 ans) a été devancé par Léon Marchand (4:09.65) et Emilien Mattenet (4:17.50). Syoud avait déjà battu le record d'Algérie de la spécialité ce matin lors des séries avec un temps de 4:20.58. Grâce à cette nouvelle performance, Syoud (21 ans) enregistre un nouveau minima «B» pour les JO-2020 après

ceux du 200m 4 nages, 100m et 200m papillon. Pour rappel, trois autres nageurs algériens ont également réalisé les minima pour les JO pour le moment. Il s'agit d'Oussama Sahnoune (minima A sur 50 et 100 m nage libre), Abdellah Ardjoune (minima B sur 100 et 200m dos) et Amel Melih (minima B sur 50m nage libre).





### France-Allemagne Un activiste de Greenpeace manque de s'écraser en tribune

Un activiste de l'association écologiste Greenpeace, arrivé au-dessus du stade de Munich dans un engin de type ULM, a manqué de s'écraser en tribune après avoir heurté un câble juste avant le coup d'envoi de France-Allemagne à l'Euro, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Le pilote a survolé la pelouse de l'Allianz Arena avec inscrit sur sa voile «Kick out Oil» («dehors le pétrole», en anglais), avant d'être déséquilibré par un câble portant la «Spider Cam», cette caméra aérienne. Il a difficilement rétabli les commandes avant de frôler une tribune et de s'abîmer, sans dommages, sur la pelouse de l'Allianz Arena. Deux personnes en tribune, légèrement sonnées à la suite de l'incident, ont été emmenées par les soigneurs, et le militant a été rapidement interpellé. Il a depuis été placé en détention et est en cours d'identification, a indiqué à l'AFP un porte-parole de la police de Munich.

### Villarreal Mandi s'engage pour quatre ans

Le défenseur international algérien Aïssa Mandi, en fin de contrat avec le Betis Séville, s'est engagé pour quatre ans, soit jusqu'en 2025 avec Villarreal, a annoncé mercredi le club pensionnaire de la Liga espagnole de football. «Le Villarreal CF a trouvé un accord avec Aïssa Mandi, qui jouera en jaune pour les quatre prochaines saisons (jusqu'en juin 2025).

Le footballeur algérien arrive au club en tant qu'agent libre après l'expiration de son contrat avec le Real Betis Balompié», a indiqué le club sur son site officiel. Mandi (29 ans) avait rejoint le Betis Séville en 2016 pour un contrat de cinq ans, en provenance de son club formateur le Stade de Reims (France). Avec 173 apparitions avec le maillot vert et blanc du Betis, toutes compétitions confondues, le défenseur algérien est devenu l'un des tauliers de la formation andalouse. Les tentatives de la direction pour lui prolonger son contrat n'ont pas abouti. «Je suis très heureux de rejoindre Villarreal, c'est une nouvelle étape dans ma carrière. Je suis très excité à l'idée de réaliser une belle saison avec mon nouveau club», a indiqué de son côté le joueur, dans une vidéo diffusée sur le compte Twitter de Villarreal.

Vainqueur de l'Europa League sous les ordres du technicien espagnol Unai Emery, Villarreal CF prendra part à la prochaine édition de la Ligue des champions. Mandi vient de prendre part au stage de l'équipe nationale, ponctué par trois matchs amicaux victorieux : face à la Mauritanie (4-1) et au Mali (1-0) à Blida, et devant la Tunisie (2-0) au stade de Radès.

#### Résultats

Hongrie .....	0-3 .....	Portugal
France .....	1-0 ....	Allemagne

## Ronaldo, début record !



Cristiano Ronaldo seul au panthéon des buteurs de l'Euro: avec un doublé inaugural contre la Hongrie (3-0), la superstar du Portugal est devenue mardi l'unique meilleur buteur de l'histoire du tournoi (11 buts), laissant derrière lui Michel Platini et ses 9 buts.

Cela fait des années que «CR7» est un phénomène de longévité et à 36 ans, l'attaquant de la Juventus Turin continue d'étirer son histoire sans fin. Il fallait bien les gradins comblés de la Puskas Arena de Budapest, où 68.000 personnes ont pu prendre place dans le seul stade dépourvu de jauge sanitaire de cet Euro, pour assister à ce moment historique à plusieurs titres. Titulaire mardi, Ronaldo est devenu le premier joueur à disputer cinq Euros différents, le gardien espa-

gnol Iker Casillas ayant été retenu pour cinq tournois sans forcément jouer.

Surtout, son doublé en fin de match sur penalty (87e) puis de près (90e+2) l'a placé dans une toute nouvelle dimension: le voilà désormais seul en tête du classement des buteurs de l'histoire de l'Euro après avoir marqué à chacune des cinq éditions qu'il a disputées. «L'important était de gagner», a réagi Ronaldo, élu homme du match. «C'était un match difficile, la Hongrie a très bien défendu pendant 90 minutes.

Nous avons inscrit trois buts et je suis très reconnaissant envers l'équipe de m'avoir aidé à marquer deux fois», a-t-il souligné, conscient de l'importance de ce succès dans le groupe le plus relevé de cet Euro avec également la France et

l'Allemagne. «Il était fondamental de commencer du bon pied pour prendre confiance. Maintenant, il faut continuer et gagner le prochain match» samedi contre les Allemands, a-t-il dit. L'attaquant de Madère ne rêve que d'une chose, conserver la couronne européenne conquise en 2016, ce qui est probablement sa seule chance de remporter un sixième Ballon d'Or de meilleur joueur du monde pour égaler son grand rival Lionel Messi. Trois ans après un Mondial-2018 qui s'est terminé pour le Portugal dès les huitièmes de finale, avec une défaite face à l'Uruguay (2-1), Ronaldo se devait d'être au rendez-vous de l'Euro. Il n'a pas déçu mardi, dans la compétition dont il est désormais l'unique roi des buteurs.

### Groupe C : Ukraine - Macédoine du Nord (14h00, Bucarest) Plus droit à l'erreur pour les Ukrainiens

L'Ukraine s'était qualifiée brillamment pour ce championnat d'Europe en terminant en première position de son groupe devant des sélections comme le Portugal ou la Serbie. La Ligue des nations, avec des affrontements face à des sélections de 1er plan, a permis de constater que les Ukrainiens avaient un palier à franchir pour lutter face aux grosses cylindrées.

D'ailleurs, pour son premier match de cet Euro, l'Ukraine jouait à Amsterdam face aux Pays-Bas. Malmenés, les Ukrainiens se sont retrouvés menés de deux buts. Mais alors qu'on les pensait anéantis, les hommes de Shevchenko ont fait

preuve d'une superbe réaction. Revenue au score, l'Ukraine a montré sa fébrilité en encaissant un but à quelques minutes de la fin qui a détruit son incroyable come-back. Face à l'adversaire le plus faible du groupe sur le papier, les Ukrainiens n'ont pas le choix et doivent s'imposer. En face, la Macédoine du Nord est le petit Poucet de la compétition, mais n'arrive pas vaincue.

D'ailleurs, pour leur premier match, les partenaires d'Alioski ont posé des problèmes à l'Autriche pendant près de 80 minutes. Véritable star au pays, le capitaine Pandev s'est signalé en ins-

crivant le but égalisateur de sa formation avant de lâcher physiquement en fin de match (défaite 3-1 score final). Pour participer à son premier Euro, la sélection macédonienne avait utilisé le chemin tumultueux des barages de la Ligue des nations où elle avait dominé tour à tour le Kosovo et la Géorgie. Malgré un bon premier match, la petite sélection a affiché des limites défensives et semble déjà satisfaite d'être présente à cet Euro historique pour elle. A priori au-dessus et visant une qualification en 8es, l'Ukraine devrait se reprendre cet après-midi à Bucarest.

### Groupe B : Danemark - Belgique (17h00, Copenhague) Les «Diables rouges» pour enchaîner

Battu lors de la 1re journée, au terme d'une rencontre jouée dans des circonstances extrêmement particulières, le Danemark joue gros dans l'optique de la qualification face à la Belgique. Marqués par l'arrêt cardiaque de Christian Eriksen, les Danois se sont inclinés à domicile face à la Finlande (0-1). Les Vikings étaient avant cet incident les grands favoris de cette rencontre, de par leur expérience dans les compétitions internationales, mais aussi du fait de leur excellente dynamique.

Lors de leur opposition face aux Finlandais, les Danois ont eu plusieurs opportunités de marquer, mais ont fait preuve de maladresse dans le dernier geste, à l'image de Pierre-Emile Højbjerg. Le joueur de Tottenham a vu son penalty être arrêté par le portier finlandais. Ce raté est

d'autant plus frustrant que le préposé aux coups de pied arrêtés n'est autre que le talentueux Eriksen, très précis sur ce type d'exercices.

Forcément choqués par cet événement, les Danois n'ont pas forcément toute leur tête au football avant ce deuxième match joué à Copenhague. De son côté, la Belgique, même privée de Kevin De Bruyne et avec un Eden Hazard remplaçant et loin d'être au sommet de sa forme, a réussi une très bonne entrée en lice face à la Russie (3-0). Les Diables rouges ont parfaitement profité de la léthargie de la Sbornaïa pour décrocher 3 points précieux et confirmer qu'ils faisaient partie des favoris au titre.

En l'absence de ses deux maîtres à jouer, Romelu Lukaku a répondu présent en inscrivant un doublé. Exceptionnel cette saison avec l'Inter,

l'attaquant belge a confirmé qu'il fallait compter avec lui pour le classement des meilleurs buteurs. La Belgique est à son apogée et va tout mettre en œuvre pour décrocher un titre qui lui fuit. Battus une seule fois lors des 24 dernières rencontres, les Belges sont sur une excellente dynamique et vont vouloir faire mieux que lors des deux dernières compétitions internationales où ils avaient buté en quarts de l'Euro 2016 et en demi-finales de la Coupe du monde 2018. Victorieux de leur groupe de Ligue des nations, les Diables rouges avaient notamment affronté le Danemark sur leur parcours pour deux victoires (0-2 et 4-2). Déterminés à connaître la consécration, les Belges devraient s'imposer face à une sélection du Danemark certainement toujours marquée par l'incident Eriksen.

### Groupe C: Pays-Bas - Autriche (20h00, Amsterdam) Belle opportunité pur les Bataves

Absents des deux grandes dernières compétitions internationales, les Pays-Bas étaient attendus pour leur retour dans un Euro. Emmenés par leur capitaine et néo-Parisien Gini Wijnaldum, les Néerlandais ont pris les commandes de leur match en début de 2e mi-temps face à l'Ukraine après une première période moyenne. Wijnaldum a parfaitement assuré son statut de capitaine en étant omniprésent et

en inscrivant le premier but de sa formation. Inconstants durant leur premier match face à l'Ukraine, les Bataves doivent monter en régime pour ce deuxième match.

Mais la prestation offensive signée en 2e mi-temps leur offre de belles perspectives, d'autant plus si De Ligt est de retour pour rassurer la défense à 3 centraux.

Les Pays-Bas restent le grand favori de ce grou-

pe et devraient être en mesure de s'imposer face à une Autriche qui n'a pas obtenu récemment de résultats de référence face à des nations bien installées sur l'échiquier européen.

Avec un Depay sans doute revanchard, les Pays-Bas, qui ont l'avantage de jouer encore chez eux à Amsterdam, devraient s'imposer face à une Autriche qui n'a pas convaincu face à la Macédoine du Nord.



TF1

## 20.05 Le saut du diable



**Série policière - France - 2020**  
**Saison 1 - Episode 1/2**  
**Avec Philippe Bas, Maïra Schmitt, Armelle Deutsch, Laurent Maurel**  
Paul Vilar, un ancien officier des Forces spéciales, est un spécialiste de la survie et des sports extrêmes. Séparé de sa femme, il espère se rapprocher de sa fille de 17 ans, Sara, à l'occasion d'une randonnée en montagne. Mais les choses ne vont pas se passer comme il l'avait prévu. Sara est témoin d'un meurtre commis par des passeurs.

2

## 20.05 Envoyé spécial



**Présenté par Élise Lucet**  
"A Marseille, dans les taudis du centre-ville". En novembre 2018, l'effondrement d'un immeuble de la rue d'Aubagne à Marseille fait huit morts et provoque une crise politique. Que s'est-il passé depuis ? Plus de 500 immeubles ont fait l'objet d'un arrêté de péril, La nouvelle municipalité a fait du logement sa priorité. - "La ville sans voiture".

3 JEUDI

## 20.05 Meurtres à Sarlat



**Téléfilm policier - France - 2017**  
**Avec Cécile Bois, Thierry Godard, Christian Sinniger, Alain Rimoux**  
A Sarlat, Vincent Signol, fils du plus grand producteur de confits du Périgord, est assassiné selon un rituel qui rappelle les révoltes paysannes du XVIIe siècle. Claire Dalmas, commandante à la section de recherche de Bordeaux, est chargée de l'enquête qu'elle doit mener avec un ex-compagnon, le capitaine Eric Pavin.

RTL9

## 19.50 King Kong



**Film d'aventures - Etats-Unis - Nouvelle-Zélande - 2005**  
**Avec Naomi Watts, Jack Black, Adrien Brody, Colin Hanks**  
A New York, en 1933, le cinéaste Carl Denham engage la jeune actrice Ann Darrow pour son prochain film qui doit se dérouler à Skull Island, à l'est de Sumatra. Inexplorée, l'île abriterait une divinité mystérieuse vénérée par les indigènes. Après un difficile voyage en mer, l'équipe du tournage débarque.

6

## 20.05 Tamara Vol. 2



**Comédie - France - Belgique - 2018**  
**Avec Héloïse Martin, Sylvie Testud, Rayane Bensetti, Blanche Gardin**  
Accompagnée par sa copine Sam, qui va faire médecine, Tamara quitte sa famille, dont Amandine, sa mère très inquiète, pour Paris et des études à la Sorbonne. Mais arrivées dans la capitale, les deux jeunes femmes déchantent : le coût de la vie est élevé et il est très difficile de trouver un logement.

CINE + FRISSE

## 19.50 Brooklyn Affairs



**Thriller - Etats-Unis - 2019**  
**Avec Edward Norton, Alec Baldwin, Gugu Mbatha-Raw, Bruce Willis**  
Dans les années 1950, à New York, Lionel Essrog, surnommé «Brooklyn» et affecté par le syndrome de la Tourette, et Gilbert Coney, musclé et taiseux, travaillent pour Frank Minna, un détective privé placé sur une affaire aux ramifications complexes.

CANAL+

## 20.03 30 jours max



**Comédie - France - 2020**  
**Avec Tarek Boudali, José Garcia, Philippe Lacheau, Vanessa Guide**  
Rayane, la trentaine, est un policier aussi gentil que maladroit. Au cours d'une intervention avec sa collègue Stéphanie, dont il est secrètement amoureux, Rayane est mordu par un rat. Peu de temps après, il fait sans le vouloir échouer l'arrestation d'un dangereux criminel, surnommé «Le Rat».

CINE + PREMIER

## 19.50 La chute du président



**Film d'action - Etats-Unis - 2019**  
**Avec Gerard Butler, Piper Perabo, Morgan Freeman, Tim Blake Nelson**  
Au cours d'une séance d'entraînement, Mike Banning, garde du corps du Président Trumbull, renoue contact avec son ami Wade Jennings, un militaire aguerri qui rêve d'un contrat avec la Maison Blanche. Peu de temps après, Banning apprend du président lui-même qu'il pourrait se voir confier le rôle de chef des services secrets, en remplacement de David Gentry, démissionnaire.



TF1

## 19.50 Angleterre/Ecosse



Dans un tournoi qu'elle dispute en grande partie à domicile, l'Angleterre fait figure de très sérieuse candidate au titre continental. Après avoir affronté la Croatie lors du premier match de poule, Harry Kane et les siens se trouvent dans l'obligation de s'imposer contre les Ecossais ce soir. La sélection aux Trois Lions compte pour cela sur sa ligne d'attaque impressionnante emmenée notamment par Raheem Sterling, et Marcus Rashford.

2

## 20.05 Les petits meurtres d'Agatha Christie



**Série policière - France - 2013**  
**Saison 2 - Episode 4/27**  
**- Pourquoi pas Martin ?**  
**Avec Samuel Labarthe, Alix Poisson, Blandine Bellavoir, Elodie Frenck**  
Alors que la journaliste Alice Avril se promène sur une falaise, elle découvre un homme agonisant. Dans un dernier souffle, il prononce les mots : «Pourquoi pas Martin ?» Elle trouve la photo d'une très belle femme dans la poche de la victime. Le commissaire Laurence publie un avis de recherche dans le journal pour identifier le défunt.

3 VENDREDI

## 20.05 Musiques en fête



Ce rendez-vous musical fête ses dix ans et accueille des artistes du monde lyrique et quelques invités « spéciaux » de la chanson et du spectacle. Sur la scène du théâtre antique d'Orange, vont se produire en direct : les sopranos Sonya Yoncheva, Ermonea Jaho, Patrizia Ciofi, Fabienne Conrad, l'imitateur Laurent Gerra, la chanteuse Imany, les mezzo-sopranos Béatrice Uria Monzon, Marina Viotti et Ambroisine Bré, les ténors Javier Camarena et Cyrille Dubois...

RTL9

## 19.50 Lovely Bones



**Film fantastique - Etats-Unis - Nouvelle-Zélande - 2009**  
**Avec Stanley Tucci, Saoirse Ronan, Susan Sarandon, Michael Imperioli**  
En Pennsylvanie, dans les années 1970, Susie, 14 ans, souhaite devenir photographe. Elle vit heureuse avec les siens, au rythme du collège et des premiers émois amoureux. Son destin bascule tragiquement le jour où elle croise un tueur en série. Susie se retrouve alors entre deux mondes, contemplant les avancées de l'enquête sur son propre meurtre et les répercussions de ce drame sur sa famille.

6

## 20.05 Bull



**Série dramatique - Etats-Unis - 2020**  
**Saison 5 - Episode 13/16**  
**- Du rêve au cauchemar**  
**Avec Michael Weatherly, Jaime Lee, Freddy Rodriguez, Yara Martinez**  
Lors de l'enterrement d'une jeune fille qui s'est suicidée, Holly Kerrigan s'approche de Roger Navarre, un homme riche et philanthrope. Elle le tue et retourne son arme contre elle-même. Mais elle est arrêtée avant de pouvoir appuyer sur la gâchette.

CINE + FRISSE

## 19.50 Course à la mort



**Film d'action - Etats-Unis - Grande-Bretagne - Allemagne - 2008**  
**Avec Jason Statham, Joan Allen, Ian McShane, Tyrese Gibson**  
En 2012, dans un monde ravagé par le chômage, la télé-réalité est devenue le divertissement favori des masses assoiffées de violence. «La Course à la mort», une émission dans laquelle des prisonniers se livrent une lutte impitoyable, remporte tous les suffrages. Ancien pilote automobile condamné à tort pour le meurtre de sa femme, Jensen Ames se voit proposer d'y participer.

CANAL+

## 19.45 Rugby : Top 14



**- La Rochelle / Racing 92**  
L'épilogue de la saison commence à s'écrire avec la première demi-finale qui oppose le club ayant terminé à la première place de la saison régulière au vainqueur du premier match de barrage. Au soir de la 24e journée, c'est Toulouse qui occupait le fauteuil de leader. Les Haut-Garonnais, sacrés champions d'Europe pour la cinquième fois de leur histoire, partaient avec la faveur des pronostics pour conserver leur place.

CINE + PREMIER

## 19.50 A couteaux tirés



**Film policier - Etats-Unis - 2019**  
**Avec Daniel Craig, Chris Evans, Michael Shannon, Toni Collette**  
Harlan Thrombey, auteur de romans policiers aussi riche que célèbre, est retrouvé mort, d'un apparent suicide, par sa gouvernante, dans sa grande demeure en pleine campagne anglaise. Les membres de sa famille et leurs proches, qu'il avait conviés la veille de sa mort pour son 85e anniversaire, se retrouvent dans la luxueuse maison, alors que l'enquête, menée par le lieutenant Elliott et l'agent Wagner, suit son cours.



**SUDOKU N° 1081**



## L'armée libanaise appelle à l'aide



**F**rappé par une grave crise, le Liban n'est plus en mesure de payer suffisamment ses soldats pour faire face à la chute de la monnaie nationale et a besoin de colis alimentaires, a déclaré l'armée mercredi, à la veille d'une conférence de donateurs soutenue par l'ONU.

Contrairement aux précédentes conférences ayant fourni des armes, des équipements ou des formations militaires, la réunion virtuelle organisée par Paris jeudi vise à apporter à l'armée libanaise une aide humanitaire, réservée généralement aux pays en guerre ou en proie à des catastrophes naturelles. "Nous avons besoin de colis alimentaires, d'un soutien médical et d'une assistance pour les soldats", a déclaré à l'AFP une source militaire libanaise sous couvert d'anonymat. "La dévaluation de la livre libanaise affecte les soldats (...). Leurs revenus ne suffisent plus", selon la même source.

La crise économique au Liban, une des pires dans le monde depuis 1850, selon la Banque mondiale, s'accompagne d'une dépréciation inédite de la monnaie, qui a perdu 90% de sa valeur face au dollar.

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## Violences policières : poursuite des troubles en Tunisie



**L**e gouvernement tunisien apparaît sur la défensive mercredi et son chef Hichem Mechichi pourrait être entendu par une commission parlementaire jeudi ou vendredi, face à la poursuite de troubles nés en réaction à des violences policières présumées.

Pour la huitième nuit consécutive, des échauffourées ont eu lieu mardi soir en banlieue de Tunis, a constaté un corres-

pondant de l'AFP. Dans le quartier populaire d'Ettadhamen, de jeunes protestataires ont mis le feu à des pneus et lancé des pierres sur les forces de sécurité, qui ont riposté par quelques tirs de gaz lacrymogènes, selon la même source.

Cela fait suite à la mort récente, dans des circonstances suspectes, d'un jeune après son interpellation, ainsi qu'à la diffusion d'une vidéo montrant

un autre jeune humilié par ce qui semble être des policiers en civil. Mercredi, le syndicat des journalistes tunisiens (SNJT) a indiqué à l'AFP qu'il comptait se constituer partie civile -- avec des dizaines d'autres organisations de défense des droits humains-- dans les enquêtes en cours. Ils ont également appelé à une manifestation de soutien aux victimes de violences policières vendredi.

## Rencontre «constructive» entre Poutine et Biden



**L**e président russe Vladimir Poutine a indiqué mercredi que sa première rencontre avec son homologue américain Joe Biden à Genève avait été "constructive", sur fond de tensions bilatérales.

"Il n'y avait aucune animosité", a-t-il dit lors d'une conférence de presse, ajoutant que "sur beaucoup de questions nos évaluations divergent, mais les deux parties ont démontré un désir de se comprendre l'un l'autre et de chercher les moyens de rapprocher les positions". Poutine et Biden se sont entendus pour le retour de leurs ambassadeurs respectifs, rappelés plus tôt cette année pour des consultations, a affirmé M. Poutine.

"Ils retournent sur leur lieu d'affectation. Quand exactement, c'est une question purement technique", a déclaré le président russe durant une conférence de presse ayant suivi cette rencontre.

Le président américain Joe Biden a proposé à son homologue russe des relations plus "prévisibles" entre Etats-Unis et Russie, estimant que "deux grandes puissances" devaient gérer leurs désaccords de façon "rationnelle".

Le premier sommet entre les deux hommes -un peu plus court que prévu- s'est achevé à 17H05 (15H05 GMT) à Genève.

## Un soldat nigérien tué, deux soldats français blessés au Mali

**U**n soldat nigérien a été tué et un autre blessé, ainsi que deux soldats français, lors de combats avec des djihadistes au Mali, a indiqué mercredi l'état-major des armées françaises.

Mardi, au cours d'une mission de reconnaissance, des soldats de la force française antidjihadiste Barkhane et de la 114e compagnie de sécurité intérieure nigérienne "ont été pris à partie" par des djihadistes, selon le porte-parole de l'état-major, le général Frédéric Barbry. "Au cours de cette action de combat, un militaire nigérien a perdu la vie, un second a été blessé", a-t-il ajouté. "Deux militaires français ont également été blessés. Ils ont été évacués et pris en charge par l'hôpital militaire de Gao. Leur pronostic vital n'est pas engagé".

Les soldats au sol ont été appuyés par des hélicoptères d'attaque et des avions de chasse. Ils ont "neutralisé" les djihadistes, dont le nombre n'a pas été communiqué, a précisé le porte-parole.

Barkhane est officiellement promise à une fin prochaine. Elle sera remplacée d'ici 2023 par un dispositif international plus léger d'appui et d'accompagnement au combat des troupes locales, au prix d'une montée en puissance espérée des Européens et d'un investissement majeur des pouvoirs africains.

## Le Brent à plus de 74 dollars



**L**es prix du pétrole ont progressé pour atteindre de nouveaux sommets en plusieurs années mercredi, poussés par la baisse des stocks de pétrole brut aux Etats-Unis rendue publique mardi par l'API. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 74,15 dollars à Londres, en hausse de 0,22% par rapport à la clôture de mardi. A New York, le baril de WTI pour le mois de juillet gagnait dans le même temps 0,17%, à 72,24 dollars.

Le Brent et le WTI ont touché mercredi en cours de séance asiatique de nouveaux records en plusieurs années, à 74,73 dollars et

72,83 dollars, une première depuis respectivement mai 2019 et octobre 2018.

La banque suisse UBS a d'ailleurs relevé mercredi son estimation de prix pour les deux principaux contrats en septembre, à 78 dollars et 75 dollars.

Ces nouveaux sommets s'expliquent par une croissance de la demande supérieure à celle de l'offre, "ce qui continuera au cours des prochains mois", affirment des analystes.

La récente poussée est soutenue par les données de l'API, soulignent-ils, ajoutant que les données plus officielles de l'EIA mercredi pourraient révéler une tendance similaire.

## EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

### MURS ET BÂTISSSES

**O**n n'échappe pas à un sentiment de regret et de désolation à la vue des cités-dortoirs qui couronnent désormais de plus en plus toutes les villes algériennes sans exception. Par leur densité brouillée d'où transpirent un présent et un futur inconvenants, il est aisé d'entrevoir à travers le tassement de la population un avenir compliqué où tous les maux sociaux trôneront.

Il a bien fallu dans la contrainte estropier le douloureux problème de l'habitat pour parer au plus urgent et au plus pressé en construisant à la va-vite, sous une énorme contrainte sociale deux ou trois millions de logements, mais on ne sait pas rendu compte que l'on inséminait dans d'énormes rassemblements mal ordonnés d'êtres humains de larges gangrènes qui ne produiront que de malheureuses saignées.

Au moment où dans de nombreux pays

on se ravise en dynamitant les cités-dortoirs à cause de la tissée des méfaits sociaux qu'elles engendrent, on s'est orienté droit devant vers l'érection de véritables zones de recasement en croyant bien faire. On a pensé dispenser de la satisfaction et de la joie en estimant avec un populisme criard qu'un toit suffisait à apporter le bonheur et que son acquisition était un ticket pour une entrée au paradis.

Il est évident qu'il était difficile sinon impossible de faire mieux. La démographie monstrueuse et le poids de la demande sociale sans cesse alourdi ne permettaient pas le recul intelligent nécessaire pour affronter un colossal problème eu égard à ses dangereux et prévisibles ressorts politiques.

Mais le plus important à retenir de cette chevauchée nationale mal rythmée est

cette culture généralisée devenue constante dont la finalité est souvent négative bien que les décisions soient sincères et censées apporter du bien. En présageant en toute bonne foi de parer à la malfaçon d'une fenêtre, on détruit une maison. En s'aventurant à corriger une anomalie, on en crée dix autres à sa proximité. En présageant en toute sincérité d'attribuer un éden, on peaufine malencontreusement un enfer. L'esprit de suffisance et la prétention mal placée font des dégâts incommensurables. Dans de nombreux domaines, l'accaparement des rôles sociaux par les nécessités de l'existence font que personne n'est à la place qui sied à son surplus ou manque de savoir-faire et de compétence.

Il devient alors normal et courant que l'on croit qu'ériger des murs à l'emporte-pièce pour multiplier des bâtisses est source de confort et de sérénité pour le vivre ensemble.